

LES RESTRICTIONS A L'IMMIGRATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Mardi 25 Novembre 1930, à 14 heures

PAR

M. VALET

JURY ...	{	MM. OUALID, Professeur.....	Président ;
		JULLIOT DE LA MORANDIERE	{ Suffragants
		ROUAST, Professeur.....	

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (5^e)

1930



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552831_0083

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES RESTRICTIONS A L'IMMIGRATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Mardi 25 Novembre 1930, à 14 heures

PAR

M. VALET

JURY ... { MM. OUALID, Professeur..... *Président ;*
JULLIOT DE LA MORANDIÈRE } *Suffragants .*
ROUAST, Professeur..... }

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (5^e)

1930



INTRODUCTION

Les mouvements migratoires sont distribués à travers le monde entier. Pour l'émigration européenne seule, M. Oualid¹ admet trois directions principales : l'Europe elle-même, les Etats-Unis, l'Amérique du Sud et les colonies britanniques. L'émigration se partagerait à peu près également dans ces trois directions. L'élément masculin en composerait environ les deux tiers. Au point de vue économique, la moitié des émigrants seraient des ouvriers ou employés de l'industrie, le huitième environ appartiendrait à l'agriculture et les autres n'auraient aucune spécialité définie.

Parmi les modifications économiques et politiques survenues depuis la guerre, l'une des plus importante est sans conteste la régression de cette émigration. La moyenne annuelle des migrations transocéaniques qui était passée de un million, pendant la décade 1901-1910 à un million et demi de 1911 à 1913, tombe en effet à 670.000 environ entre 1920 et 1927 à la suite des mesures restrictives prises par les Etats Unis et les Dominions britanniques. Pendant la même période, on enregistre par contre une progression des migra-

1. W. Oualid, *L'Emigration moderne*. Semaine de Conférences sociales, 24-29 mai 1924.

tions continentales en Europe même, et leur moyenne annuelle s'élève à 270.000 individus environ.

Nous voyons donc qu'en définitive le recul de l'émigration européenne par rapport à l'avant-guerre peut être estimé en toute certitude, en l'absence de statistiques précises sur les migrations continentales, à plus du tiers de cette émigration. Le recul de l'émigration transocéanique seule, serait supérieur à la moitié.

La cause de cette régression marquée doit être cherchée dans le changement plus ou moins accentué de la politique migratoire des pays d'émigration et d'immigration. La politique de libéralisme a été remplacée à peu près partout par une politique interventionniste. Les pays d'émigration cherchent à conserver la nationalité de leurs ressortissants établis à l'étranger et à les protéger non seulement contre les risques sociaux inhérents aux mouvements migratoires, mais aussi contre les tentatives d'assimilation du pays où ils s'établissent. De leur côté, pour des raisons politiques, sociales, économiques, les pays d'immigration ont pris des dispositions sinon pour limiter le nombre des immigrants comme dans les pays anglosaxons, du moins pour sélectionner ceux qui arrivent et refouler les indésirables.

Ces nouvelles législations n'ont pas été sans provoquer des conflits, parfois douloureux, entre le droit supérieur des Etats et le droit des individus à se déplacer librement. M. Gonnard¹ a pu écrire justement à ce sujet que « la conciliation de la souveraineté des Etats avec la liberté individuelle de l'être humain, du droit des premiers à clore leur territoire avec le droit des seconds à circuler à leur gré sur la planète natale, constitue la solution d'un problème des plus difficile ».

Ce problème ne s'est pas posé seulement dans les anciens

1. René Gonnard, *Essai sur l'Histoire de l'Emigration*. Librairie Valois, Paris, 1928.

pays transocéaniques d'immigration. L'Europe, à la fin de la guerre, a connu des mouvements migratoires intenses. Rappelons que la modification des divisions politiques européennes et l'option de nationalité prévue dans les traités de paix comportaient pour ceux qui restaient fidèles à leur ancienne patrie l'obligation d'émigrer. C'est ainsi qu'on évalue à un million le nombre des Allemands qui abandonnèrent les territoires passés sous la souveraineté d'autres Etats, à 234.000 celui des Hongrois qui se fixèrent dans les nouvelles limites de leur patrie, à 100.000 le nombre des Tchécoslovaques qui quittèrent les pays voisins pour acquérir leur nationalité nouvelle, etc. Rappelons aussi que la Convention de Lausanne du 30 janvier 1923 prévoyait l'échange obligatoire des ressortissants grecs habitant la Turquie et des ressortissants turcs habitant la Grèce¹. Les conséquences regrettables et les embarras économiques et sociaux causés dans les deux pays intéressés par ces migrations forcées ne peuvent qu'amener à déplorer dans ce cas la prédominance du droit de l'Etat sur la liberté individuelle.

Pour la France en particulier, les nouvelles conditions économiques et le déficit démographique causés par la guerre, ont provoqué un afflux considérable de travailleurs étrangers. La France est ainsi devenue le plus grand pays d'immigration d'Europe, et jusqu'en 1927 le second dans le monde après les Etats-Unis.

Cette immigration, que certains qualifient d'invasion pacifique, n'a pas été sans susciter quelques craintes. On a

1. L'art. 1 de la Convention de Lausanne dispose qu' « Il sera procédé dès le 1^{er} mai 1923, à l'échange obligatoire des ressortissants turcs de religion grecque-orthodoxe établis sur les territoires turcs et des ressortissants grecs de religion musulmane établis sur les territoires grecs.

« Aucune de ces personnes ne pourra venir se rétablir ni en Turquie, ni en Grèce, sans l'autorisation du gouvernement respectif ».

L'art. 2 excluait de ces dispositions :

a) les habitants grecs de Constantinople;

b) les habitants musulmans de la Thrace occidentale.

invoqué l'exemple des Etats-Unis et réclamé l'application d'une politique de restrictions.

Jusqu'à présent, les seules limitations à l'entrée des ouvriers étrangers reposent sur des considérations physiques et sanitaires, économiques et professionnelles. On cherche avant tout à préserver la santé de la race, à protéger la main-d'œuvre nationale contre l'afflux des travailleurs étrangers dans certaines professions, de façon à lui réserver la priorité des emplois et à éviter le chômage.

Convient-il de poursuivre cette politique, ou, au contraire, cédant à d'autres arguments d'ordre social, ethnique, politique, doit-on restreindre l'immigration à un chiffre annuel déterminé à l'avance et favoriser par des mesures législatives l'entrée de certains éléments ethniques de préférence aux autres ?

Il nous paraît qu'une façon de répondre à cette question est d'examiner d'abord l'attitude des autres pays d'immigration, c'est-à-dire leurs politiques; puis d'étudier sous leurs différents aspects les effets principaux de l'immigration dans les pays qui présentent avec la France une certaine analogie; enfin de voir les effets produits par l'immigration dans notre pays et par comparaison avec les résultats obtenus ailleurs de conclure au maintien de la politique française actuelle ou au contraire au développement des restrictions.

Certes, les conditions de l'immigration sont particulières à chaque nation, mais il n'en est pas moins vrai que l'on peut rencontrer partout des analogies, aussi bien dans les situations respectives des immigrants que dans les besoins des pays d'immigration. La France en particulier, qui reçoit actuellement la même immigration ethnique que les Etats-Unis de 1890 à 1914, a comme ce dernier pays besoin de main-d'œuvre étrangère pour maintenir et développer son industrie, souffre comme lui de l'abandon des campagnes par les travailleurs nationaux et doit renouveler aussi sa population

agricole, peut utilement étudier les effets déjà développés en Amérique et inspirer sa politique des résultats obtenus dans ce pays.

Nous nous proposons donc, dans la présente étude, de passer rapidement en revue, dans une première partie, les politiques suivies par les principaux pays d'immigration. Nous ne dirons rien de l'émigration des pays européens vers leurs colonies propres, sauf en ce qui concerne les Dominions britanniques. Cette émigration ne concerne en effet pratiquement que la France et la Belgique et si les aspects de cette colonisation sont intéressants pour les mères patries, le volume en est faible comparé à l'ensemble de l'émigration européenne. Nous n'exposerons pas non plus les aspects de l'immigration asiatique, l'étude de ce problème en Asie, en Océanie et en Amérique conduirait en effet à des développements trop importants qui sortiraient du cadre de cette étude.

Nous indiquerons donc seulement la politique générale suivie dans les principaux pays recevant des immigrants¹. Ces pays sont, outre la France, qui fera l'objet d'une étude particulière, les Etats-Unis, les Dominions de l'Empire britannique : Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine, et enfin les Républiques sud-américaines, parmi lesquelles l'Argentine et le Brésil sont celles où l'immigration, par son volume et sa composition, retient le plus l'attention.

Nous verrons ensuite, dans une seconde partie, les causes générales qui ont déterminé ces politiques, c'est-à-dire les effets démographiques, ethniques, politiques, sociaux et

1. Selon la définition donnée par la Conférence Internationale de l'Emigration à Rome (1924) : « Est considéré comme immigrant tout étranger qui arrive dans un pays pour y chercher du travail et avec l'intention expresse ou supposée de s'y établir d'une façon permanente. Est considéré, au contraire, comme simple travailleur, l'étranger qui arrive dans un pays dans le seul but d'y travailler temporairement. »

économiques de l'immigration [tels qu'ils se sont manifestés aux Etats-Unis en particulier.

Enfin, dans une troisième partie, nous étudierons les mêmes aspects de l'immigration en France et verrons si les troubles constatés ailleurs, notamment aux Etats-Unis, doivent se reproduire dans notre pays.

Nous pourrions déduire de ces considérations si la politique française actuelle satisfait les besoins du pays, qu'ils soient d'ordre économique ou d'ordre politique, social ou démographique, ou si une réglementation plus restrictive s'impose.

PREMIÈRE PARTIE

Les diverses politiques d'immigration

CHAPITRE PREMIER

L'IMMIGRATION AUX ETATS-UNIS

Importance de cette immigration. — Statistiques. — La réglementation de 1882. — Les diverses lois d'immigration. — Les quota laws. — La loi de 1921. — La loi de 1924. — Les objections aux quota laws. — Les arguments des partisans des restrictions. — L'évolution de l'immigration aux Etats-Unis depuis l'origine. — L'ancienne immigration. — La nouvelle immigration. — Les conditions d'admission. — Le contingentement basé sur la nationalité d'origine. — Les nouveaux contingents.

L'immigration aux Etats-Unis a été incontestablement, à tous les points de vue, le plus important des divers mouvements migratoires européens vers les autres continents. Elle a, en effet, permis de coloniser un vaste pays, de créer avec des éléments ethniques variés une nationalité nouvelle, forte et puissante, ayant une civilisation et des idéals différents de ces éléments et d'atteindre un développement économique et politique tel que les Etats-Unis revendiquent aujourd'hui le premier rang parmi les nations du monde.

De nombreux ouvrages ont traité de cette immigration. Les lois successives sélectionnant et restreignant l'immigration ont été étudiées en détail¹. Avant de rappeler les principales dispositions qui, actuellement, régissent l'entrée des étrangers aux Etats-Unis, nous nous contenterons donc d'indiquer sommairement les conditions dans lesquelles

1. Voir en particulier la thèse de M. Wurtz : *L'Immigration aux Etats-Unis* 1925.

s'est présentée et se présente encore actuellement cette immigration.

Depuis la proclamation de la République en 1776, jusqu'en 1820, date à partir de laquelle les entrées et sorties furent enregistrées, on estime à environ 250.000 le nombre des immigrants.

Les statistiques depuis cette date sont résumées dans le tableau suivant, donnant l'immigration par décades :

Immigration par décades aux Etats-Unis depuis 1820

<i>Années</i>	<i>Nombre d'immigrants.</i>
1821-1830	143.439
1831-1840	599.125
1841-1850	1.713.251
1851-1860	2.598.214
1861-1870	2.314.824
1871-1880	2.812.191
1881-1890	5.246.613
1891-1900	3.844.420
1901-1910	8.795.386
1911-1920	5.735.811

On estimait, en 1925, à 36 millions environ le nombre d'individus nés à l'étranger ou dont les parents étaient étrangers¹, soit le tiers environ de la population totale du pays.

Ces immigrants sont venus d'Europe, des autres pays américains et d'Asie, si l'on excepte les nègres importés et vendus comme esclaves principalement dans les Etats du Sud.

L'immigration fut libre jusqu'en 1882, date à laquelle une première loi fut passée excluant les Chinois. Ceux-ci commencèrent à arriver aux Etats-Unis en 1849. Concurrents dan-

1. James J. Davis, *Selective Immigration*, 1925.

gereux pour leurs collègues européens, la loi de 1882 arrêta cette immigration. Leur nombre qui atteignait 292.047 en 1884 était relativement peu élevé, et il ne cessât depuis lors de décroître. Ils ne restaient plus que 89.000 en 1900, 71.000 en 1910 et 62.000 seulement en 1920.

Après 1882, la sélection de l'immigration fut de plus en plus rigoureuse et à l'exception des nationaux des pays américains, les immigrants des autres nationalités ne sont actuellement admis qu'en nombre limité et à condition qu'ils présentent toutes les garanties exigées. L'année 1882, où fut arrêtée l'immigration chinoise, peut être considérée comme marquant un changement profond dans les conditions de l'immigration aux Etats-Unis. D'une part, en effet, l'entrée des immigrants pendant cette année s'éleva au chiffre de 788.992, jamais atteint jusque-là, et d'autre part la composition de l'immigration se modifia. Les races qui, jusqu'alors, avaient alimenté l'agriculture et les industries du nouveau monde : les Anglo-Saxons, les Scandinaves, les Germaniques, par suite des modifications des conditions économiques européennes, envoyèrent moins d'immigrants tandis que les pays du Sud et de l'Est de l'Europe commencèrent à déverser aux Etats-Unis un flot qui devait s'enfler sans cesse, jusqu'à ce qu'il soit arrêté par les barrières d'une législation rigoureuse. Enfin les premières lois de restriction, de sélection et de contrôle de l'immigration furent adoptées.

La loi du 3 août 1882, établit une capitation de 50 *cents* par tête sur les immigrants. Ceux convaincus de crimes (à l'exception des crimes politiques), les aliénés, les malades et ceux qui pouvaient tomber à la charge de la communauté furent exclus.

De nouvelles lois furent promulguées le 26 juin 1884; le 26 février 1885, le 23 février 1887; le 19 octobre 1888; le 3 mars 1891; le 3 mars 1893; le 18 août 1894; le 2 mars 1895 le 6 juin 1900; le 29 avril 1902; le 3 mars 1903; le 22 mars

1904; le 28 août 1904; le 29 juin 1906; le 20 février 1907; le 26 mars 1910. Elles ajoutèrent certaines catégories d'immigrants sur la liste d'exclusion, tels que les polygames, les prostituées, ceux atteints d'une maladie contagieuse, les imbéciles, les faibles d'esprit, ceux mentalement ou physiquement anormaux, de telle sorte que leur capacité à gagner leur vie était diminuée, etc. La capitation fut progressivement élevée jusqu'à 4 dollars. La loi du 5 février 1917 rassembla les conditions précédentes dans un seul texte et porta la capitation à 8 dollars. Cette loi acheva également l'exclusion absolue des Chinois. La question de l'immigration japonaise avait été réglée en 1907, lors de la conclusion d'un « Gentlemen's Agreement » entre les Etats-Unis et le Japon.

Enfin les lois d'immigration de 1921, amendée en 1922, et de 1924, amendée par la loi du 29 mai 1928, dites « *quota laws* » ou lois de contingentement, limitèrent l'introduction des étrangers à une proportion déterminée. La loi du 19 février 1921 limitait l'immigration annuelle contingentée à 357.000 individus; sur ce chiffre, le nombre des Européens méridionaux et orientaux s'élevait à 159.000 environ, soit 44 % de l'immigration totale. En 1921, ce pourcentage non limité par la loi s'était élevé à 78 %. La loi du 26 mai 1924 réduisit le total d'immigrants contingentés à 165.600 environ annuellement. Enfin, la clause dite de nationalité d'origine, prévue dans la loi de 1924 et établissant de nouveaux contingents a été approuvée par le Président des Etats-Unis et est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1929. Le nombre total annuel des immigrants contingentés, autorisés à entrer aux Etats-Unis est réduit à 153.714.

La loi de 1921 (Dillingham bill) qui réduisait pour chaque nationalité, l'immigration à 3 % du nombre d'étrangers de cette nationalité établis aux Etats-Unis en 1910 avait ramené à 551.891¹ la moyenne annuelle des entrées continentales

1. B. I. T. Les mouvements migratoires, *Revue Internationale du Travail*, vol. XX, n° 2, août 1929.

transocéaniques, de 1920 à 1924. Cette moyenne avait été de 880.000 individus environ de 1901 à 1910.

La loi de 1924, réduisait les introductions d'immigrants de 3 % à 2% et, favorisant les nations du Nord et de l'Ouest de l'Europe, prenait pour base d'évaluation du nombre d'individus nés à l'étranger et domiciliés aux Etats-Unis le recensement de 1890. Par l'effet de cette dernière loi, le nombre des immigrants aux Etats-Unis ne s'est élevé qu'à 290.352 en 1925; 336.295 en 1926; 324.245 en 1927; 289.937 en 1928. On observe donc une réduction moyenne de près des deux tiers, dans ces dernières années sur les chiffres moyens de l'immigration de 1901 à 1910.

Enfin la nouvelle loi basée sur la nationalité d'origine, si elle ne diminue que faiblement le nombre des entrées, modifie, à nouveau au profit des races anglo-saxonnes, les contingents alloués à chaque nationalité.

De sérieuses objections ont été faites aux Etats-Unis aux « quota-laws ». Nous retiendrons celles des industriels et des agriculteurs dont le développement des usines et des plantations exige une main-d'œuvre nombreuse. Une satisfaction partielle leur a été donnée en exemptant du contingentement les pays américains, en particulier les Mexicains et les Cubains, bien que des objections graves soient élevées aux Etats-Unis contre l'emploi de cette main-d'œuvre et qu'elle soit considérée comme moins « *désirable* » que la main-d'œuvre européenne. Malgré cette concession, d'une façon générale les industriels et les Chambres de Commerce se déclarèrent favorables au retour à la liberté. La crise industrielle de 1921 et le chômage consécutif de plusieurs millions de travailleurs vinrent contrarier leurs efforts et donner l'avantage aux partisans de la restriction.

« La demande des industriels, dit M. E. R. Lewis¹, était

1. E. R. Lewis, *America, Nation or Confusion*, 1928.

basée sur une théorie du travail fausse et même vicieuse. Elle repose sur la théorie d'après laquelle l'employeur ne doit pas avoir à chercher la main-d'œuvre et que la main-d'œuvre doit être à la disposition de l'employeur. En temps de crise, il est certain que le travailleur doit chercher du travail. Mais cela n'est pas nécessaire s'il y a développement industriel. Il est faux de proclamer qu'il doit y avoir des réserves de main-d'œuvre toujours prêtes. Ceci impliquerait nécessairement qu'il y aurait en permanence un grand nombre de chômeurs ».

Cette politique de liberté d'immigration est erronée pour une seconde raison : elle est basée sur une demande de main-d'œuvre bon marché. « L'immigrant est au bas de l'échelle des salaires, mais bientôt il demande le taux du travailleur national; alors l'employeur cherche de nouveaux immigrants qui se contentent d'un taux inférieur¹ ». Les employeurs prétendent d'autre part que les Américains répugnent à certains travaux. Les partisans des restrictions répondent à cela que les travailleurs américains faisaient auparavant ces travaux et continueraient à les faire s'il était nécessaire, et enfin que, dans nombre de cas, on est sorti du cercle vicieux ainsi formé par le développement du machinisme.

D'autres objections sont élevées contre les « *quota-laws* », non plus par les partisans de la liberté d'immigration mais par une autre catégorie de restrictionnistes. Le système des « *quota-laws* », disent-ils, restreint l'immigration en quantité; il n'influe pas sur la qualité. Il sélectionne tout au plus les races, non les individus, ce qui, au point de vue du pays récepteur, est pourtant le plus important. En d'autres termes, les « *quota-laws* » sont des lois de restriction pure, et non de sélection, ce qui serait éminemment désirable.

A cela, les partisans des lois actuelles répondent que les

1. *Ibid.*

examens de lecture font une première sélection, insuffisante sans doute, mais qui existe néanmoins. En outre il est plus facile de sélectionner les races que les individus. Le nombre des immigrants qui se présentent, même réduit aux derniers contingents, est néanmoins considérable et ne permet pas d'assurer une sélection individuelle convenable. Au surplus, cette sélection, pour éviter des mesures vexatoires inutiles devrait avoir lieu au départ, ce qui accroît les difficultés. Enfin les partisans de la sélection individuelle se sont bornés jusqu'à présent à critiquer les systèmes actuels et n'ont proposé aucune mesure concrète pour mettre en application leur théorie.

Passons maintenant rapidement en revue l'évolution de l'immigration américaine depuis l'origine.

Dans la première période de la colonisation anglaise en Amérique, il y eut une législation contre les pauvres et contre les criminels (paiement d'une certaine somme à l'entrée dans certaines colonies; amendes fortes contre les capitaines qui amenaient des condamnés). Les nations européennes, à cette époque, comme encore de nos jours du reste, envoyèrent volontiers leurs condamnés aux colonies¹. Il y eut aussi une législation contre certaines confessions religieuses, les catholiques en particulier.

Plus tard, vers le milieu du xix^e siècle, lors de la crise économique qui sévit en Angleterre, les pauvres furent dirigés en grand nombre vers les Etats-Unis, leur voyage étant payé par les autorités ou les communes. Il y eut également quelques exemples de condamnés européens, dirigés vers les Etats-Unis et déchainés sur le bateau quelques heures avant l'arrivée au port.

Un fait qui amena un courant d'immigration considérable

1. Certaines estimations donnent le chiffre de 50.000 condamnés envoyés d'Angleterre aux colonies d'Amérique.

fut, à cette époque, la crise de la pomme de terre en Irlande. Jointe à la persécution politique et religieuse, cette crise détermina l'exode dans les décades suivantes de millions d'Irlandais. La situation de ces immigrants était d'ailleurs pitoyable; beaucoup mouraient en route, un grand nombre encombrèrent les hôpitaux américains. Au Canada, qui recevait aussi un grand nombre de ces malheureux, la situation était d'ailleurs au moins aussi grave.

L'immigration allemande commença à se développer après les événements politiques de 1848 et beaucoup d'Allemands appartenant à la classe moyenne cherchèrent un refuge aux Etats-Unis. Cette immigration se fixa plutôt dans les Etats du Centre et de l'Ouest, tandis que l'immigration irlandaise restait cantonnée à l'Est, dans les Etats qui bordent l'Atlantique.

Après la guerre de Sécession commença aussi l'immigration scandinave. Elle fut déterminée, d'une part par les conséquences politiques de la guerre dano-prussienne et d'autre part par le surpeuplement de ces contrées dont une partie de la population était contrainte à l'exil par suite de la dureté du climat et de la stérilité d'une grande partie du pays.

L'époque de ces migrations extérieures est aussi l'époque de la migration interne de l'est vers l'ouest. La main-d'œuvre étrangère était alors demandée autant pour combler les vides créés par la guerre civile que pour développer la colonisation nouvelle. La loi du 4 juillet 1864 encourageait d'ailleurs l'immigration, protégeait les immigrants et créait un Bureau d'Immigration. Il n'est pas douteux que la prospérité actuelle des Etats-Unis n'ait en partie pour cause l'impulsion donnée à cette époque à la colonisation, au développement agricole, minier et industriel du pays.

Nous avons vu qu'à partir de 1882, le courant d'immigration des pays du Nord et de l'Ouest de l'Europe diminuait pendant que celui en provenance du Sud et de l'Est de l'Europe

augmentait. C'est ainsi que jusqu'à cette date, ce que les Américains appellent l'ancienne immigration, fournissait environ 95 % des entrées totales d'étrangers. En 1882, son pourcentage s'élevait encore à 87,1 %, le solde étant constitué par les nouveaux émigrants européens orientaux et méridionaux. En 1907, année qui fut l'année record de l'immigration avec ses 1.285.349 entrées, les proportions tombèrent respectivement à 19 et 81 %.

A ce changement racial profond qui par lui-même rendait déjà plus difficile l'assimilation des immigrants, s'ajoutèrent d'autres causes telles l'analphabétisme, la différence de mœurs, de mentalité, une orientation professionnelle nouvelle, etc., qui jointes au nombre considérable d'immigrants source déjà d'un excédent de main-d'œuvre, indisposèrent aussi bien les Américains de vieille souche que les anciens immigrants contre les nouveaux venus. De là, les violentes campagnes entreprises en faveur de la restriction qui ont abouti aux lois de 1921, 1924 et 1928.

Du reste, l'opposition à l'immigration n'était pas une chose nouvelle aux Etats-Unis. Certaines catégories d'immigrants, en particulier les Irlandais, avaient à cause de leur religion par exemple, soulevé un mouvement d'agitation. C'est ainsi que prit naissance, vers 1850, le mouvement connu sous le nom de *Know-Nothing* et dirigé contre les immigrants.

La formation de sociétés secrètes irlandaises comme les *Molly Maguire* ou plus tard italiennes ne fut pas non plus sans indisposer contre certaines races, l'opinion du pays portée trop souvent à généraliser certains excès individuels.

Il était donc presque normal qu'avec le développement de l'immigration les critiques et le mouvement d'opposition s'accrussent. On reprochait aux nouveaux immigrants leur niveau de vie inférieur, leur acceptation d'un bas salaire et de plus longues journées de travail. Enfin régna la croyance populaire que la non-restriction à l'immigration avait sérieuse-

ment accru le paupérisme et le degré de criminalité du pays. Bien que ces dernières objections n'aient pu résister à un examen impartial, elles contribuèrent à développer le mouvement restrictionniste et à dévoiler d'autres points de vue défavorables à la liberté d'immigration.

Il ne nous paraît pas utile de refaire ici, l'étude détaillée des conditions d'admission des immigrants aux Etats-Unis. On trouvera à l'annexe A, résumées d'après le volume II de la *Réglementation des Migrations*, Genève, 1928, les principales dispositions des lois américaines de 1917 à 1924.

Etant donnée l'application récente de la base dite de la nationalité d'origine (1^{er} juillet 1929) prévu d'ailleurs dans la loi de 1924, nous rappellerons que, d'après cette base, le contingent d'immigrants en provenance d'un pays étranger quelconque est proportionné à 150.000 comme le nombre d'habitants du territoire continental des Etats-Unis ayant, en 1920, cette même nationalité d'origine, était proportionné en 1920 au nombre d'habitants de ce territoire, étant entendu que le contingent alloué d'une nationalité donnée ne pourra être inférieur à 100.

Nous donnons d'ailleurs ci-dessous les nouveaux contingents, en indiquant en regard ceux établis d'après la loi en vigueur jusqu'au 1^{er} juillet 1929 :

Pays	Contingents à partir du 1 ^{er} juillet 1929	Contingents de la loi de 1924
Allemagne	25.957	51.227
Arménie	100	124
Australie (y compris la Papouasie, etc.)	100	121
Autriche	1.413	785
Belgique	1.304	512
Tchécoslovaquie	2.874	3.073
Danzig (ville libre)	100	228

Danemark	1.181	2.789
Espagne	252	131
Estonie	116	124
Finlande	569	471
France	3.086	3.954
Grande-Bretagne et Irlande du Nord	65.721	34.007
Grèce	307	100
Hongrie	869	473
Etat libre d'Irlande	17.853	28.567
Italie (y compris Rhodes).....	5.802	3.845
Lettonie	236	142
Lithuanie	386	344
Pays-Bas	3.153	1.648
Norvège	2.577	6.543
Pologne	6.524	5.982
Portugal	440	503
Roumanie	295	603
Russie (d'Europe et d'Asie)	2.784	2.248
Suède	3.314	9.561
Suisse	1.707	2.081
Syrie et Liban (français)	123	100
Turquie	226	100
Royaume des Serbes, Croates et Slo- vènes	845	571
Total	153.714	164.647

On voit donc que les nouveaux contingents accentuent les avantages donnés à la race anglo-saxonne au détriment des autres pays de l'Europe continentale¹.

1. On peut signaler à ce sujet que d'après un tableau présenté le 21 janvier 1930 par le chef du Bureau des visas du ministère de l'Intérieur à la Commission de l'Immigration et de la Naturalisation de la Chambre des Représentants, il y aurait eu pour un contingent annuel de 125.763 immigrants appartenant aux pays du Nord et de l'Ouest de l'Europe, 412.910 demandes dont 278.960 ont été enregistrées.

Enfin, devant le chômage croissant et l'immigration accentuée en provenance des autres Etats américains, en particulier du Canada et du Mexique, jusque-là exempts de contingentement, une campagne s'est développée pour faire rentrer ces pays sous la loi commune. Un projet de loi (projet Harris), tendant à restreindre le nombre des immigrants provenant de ces pays, a été présenté le 13 mars 1930 à la Chambre des Représentants et a fait l'objet d'un rapport favorable de la Commission d'Immigration et de Colonisation¹. Ce projet de loi, a d'ailleurs, après plusieurs discussions, été renvoyé le 25 avril 1930 à la Commission d'Immigration.

Le 13 mai 1930, le sénateur Harris a déposé un amendement à son propre projet, en vue d'appliquer au Mexique seul le système du contingentement basé sur la nationalité d'origine. L'immigration mexicaine aux Etats-Unis serait réduite ainsi de 8.000 environ à 1.200 ou 1.800 personnes annuellement.

Pour les pays du Sud et de l'Est de l'Europe et du Proche-Orient, on compterait pour un contingent de 24.638, 1.593.465 demandes dont 270.956 auraient été enregistrées (B. I. T., *Informations sociales* du 19 mai 1930).

1. Cette proposition de loi prévoit des contingentements équivalents pour le Canada, Terre-Neuve, le Mexique et Cuba à quatre fois le nombre de citoyens américains qui se sont rendus dans ces pays pour y élire domicile pendant l'exercice financier échu le 30 juin 1929, et pour les autres pays au nombre des visas d'immigration délivrés pendant le même exercice financier aux immigrants originaires de ces pays.

Ces contingents seraient de 67.656 pour le Canada et Terre-Neuve, 2.900 pour le Mexique, 860 pour Cuba. Ils varient de 100 à 500 environ pour les autres pays américains. Des dispositions transitoires sont prévues pour le contingent mexicain pendant les années 1930-1931 et 1931-1932 (B. I. T., *Informations sociales* du 21 avril 1930).

CHAPITRE II

L'IMMIGRATION AU CANADA

Superficie et population du Canada. — Statistiques de l'immigration. — Importance relative de l'immigration. — Sa composition ethnique. — L'émigration canadienne. — L'immigration britannique au Canada. — Le problème de l'assimilation des éléments allogènes. — La restriction de l'immigration asiatique. — Les conditions d'admission des immigrants. — L'exemple des États-Unis.

Nous rappelons brièvement que le Canada avec une superficie de 9.600.000 km² ne possède qu'une population de 9.800.000 habitants. Bien qu'une vaste partie de son territoire soit inhabitable pour des raisons climatiques, il n'en est pas moins vrai que son sol offre encore de vastes ressources à une population beaucoup plus considérable.

L'immigration, particulièrement celle d'origine britannique et celle dirigée vers l'agriculture, a d'ailleurs été encouragée et soutenue par les autorités des divers États.

D'après les chiffres publiés dans la *Revue Internationale du Travail*¹, la moyenne annuelle de l'immigration transocéanique au Canada pendant les années 1920 à 1924 s'élevait à 85.658, alors que l'immigration continentale étrangère, c'est-à-dire provenant des États-Unis, était de 30.362.

Pour les années 1925 à 1928 on donne les chiffres ci-dessous :

1. *Revue Internationale du Travail*, vol. XX, n° 2, août 1929.

Années	Immigration transocéanique	Immigration continentale Repatriement des nationaux	Immigration continentale étrangère
1925	67.190	39.987	17.717
1926	115.040	62.293	20.944
1927	135.066	42.078	23.818
1928	136.849	34.120	29.933

Ces chiffres, quoique importants, sont loin d'atteindre ceux des années précédant la guerre. Nous rappellerons à titre indicatif que l'immigration totale au Canada s'était élevée à 208.794 en 1910; 311.084 en 1911; 554.237 en 1912; 402.432 en 1913 (chiffre record) et à 384.878 en 1914¹.

Nous voyons donc que le Canada reçoit maintenant une immigration du même ordre de grandeur que celle prévue par les derniers contingents mis en vigueur aux Etats-Unis depuis le 1^{er} juillet 1929. En valeur relative, l'immigration canadienne est beaucoup plus forte. C'est ainsi que, pendant l'année financière 1929 (1^{er} juillet 1928-30 juin 1929), l'immigration a atteint le chiffre de 167.722 personnes, représentant 17 ‰ de la population qui s'élevait à 9.800.000 habitants. Cette proportion est sensiblement supérieure à celle atteinte aux Etats-Unis. Rappelons que, dans ce dernier pays, l'immigration maxima, atteignit 1.300.000 personnes, en 1907, pour une population de 85 millions d'habitants soit une proportion inférieure à 15 ‰. Encore faut-il remarquer que la proportion de l'immigration canadienne, 17 ‰, est un chiffre moyen, non un chiffre record comme le fut l'immigration aux Etats-Unis en 1907².

L'immigration canadienne comprend des ressortissants de

1. D'après le *Report of the Department of Immigration and Colonisation*. Les chiffres donnés s'entendent pour une année fiscale, du 1^{er} avril de l'année précédente au 31 mars de l'année indiquée.

2. B. I. T., *Informations sociales* du 21 avril 1930, p. 132.

la plupart des pays européens. Si nous prenons par exemple l'année 1927-1928, nous voyons que sur un total de 151.597 immigrants, 54.248 soit 35 % étaient de nationalité britannique; 21.268 soit 14 % citoyens des Etats-Unis; venaient ensuite les Polonais (19.067, soit 12,5 %), les Tchécoslovaques (6.035, soit 4 %), les Finlandais (5.240, soit 3,5 %), les Allemands (4.829, soit 3,2 %), les Norvégiens (4.432, soit 2,9 %); les Hongrois (4.597, soit 2,9 %), les Yougoslaves (4.205, soit 2,7 %) puis les Danois (3.885), les Italiens (3.574), les Russes (3.073), les Suédois (2.652), les Belges (2.347), les Hollandais (1.625), les Lithuaniens (1.418), les Autrichiens (1.389), les Suisses (828), les Français (674), etc...¹.

L'immigration en provenance des Iles britanniques et des Etats-Unis est donc de beaucoup la plus importante; mais celle provenant des autres pays de l'Europe continentale, qui atteint un pourcentage important, apporte un appoint sérieux à la population canadienne. Les éléments dominants de cette dernière émigration sont constitués par des Belges, des Italiens, des Polonais, des Scandinaves, des Juifs de l'Europe centrale et orientale. Néanmoins la grosse majorité des immigrants étant d'origine anglo-saxonne, l'assimilation de ces éléments hétérogènes et leur fusion dans la masse britannique est beaucoup plus aisée qu'aux Etats-Unis et le problème de l'assimilation ne se pose pas avec la même acuité. Il est à remarquer que si les Canadiens de race française restent fidèles à leur origine et maintiennent leurs traditions, en revanche, ils attirent peu à eux les nouveaux immigrants, qui vont se fondre dans la masse anglo-saxonne.

Une remarque doit être faite ici au sujet de l'immigration canadienne. Si l'immigration des citoyens des Etats-Unis au Canada est importante, l'émigration canadienne aux Etats-Unis l'est aussi. C'est ainsi qu'en 1900, on comptait 1.181.255 Cana-

1. B. I. T., *Revue Internationale du Travail*, vol. XIX, n° 5, mai 1929.

diens aux Etats-Unis; en 1920, ce nombre atteignait près de 2 millions, soit près du quart de la population vivant au Canada. Une grande partie de cette émigration est formée par des ouvriers agricoles qui sont attirés vers les industries de la République voisine. Alors que le gouvernement canadien recherche la main-d'œuvre agricole et encourage son établissement dans les Etats de l'Ouest, c'est un contraste frappant de voir la main-d'œuvre existante céder à l'attraction des villes industrielles du pays voisin. Nous connaissons d'ailleurs ce phénomène en France où les efforts des gouvernements tendent autant à retenir le paysan à la terre qu'à augmenter la main-d'œuvre nationale par l'appoint d'agriculteurs étrangers.

Nous devons signaler cependant que cette émigration canadienne intensive qui causait quelque inquiétude dans les milieux gouvernementaux, aurait presque entièrement cessé depuis ces derniers temps¹.

M. Jenks et Lauck² donnent à la politique canadienne d'immigration, trois directives fondamentales : encourager les immigrants qui aideront au développement des vastes ressources agricoles du pays; garder au Canada le caractère et l'allégeance britanniques; exclure les Orientaux. La politique d'immigration canadienne est donc une politique sélective. Cette politique est servie dans les pays étrangers par un réseau d'agents ayant pour mission de recruter les bons éléments parmi les immigrants et bénéficiant d'une prime pour chaque personne qu'ils ont décidée à s'établir au Canada. Les dépenses de publicité, d'encouragement, etc., consenties chaque année par le gouvernement canadien pour favoriser, développer et sélectionner l'immigration sont très importantes. Le but cherché est d'encourager d'abord la main-d'œuvre

1. B. I. T., *Informations sociales* du 17 mars 1930.

2. Jenks et Lauck, *The Immigration Problem*.

et les établissements agricoles et en fait un pourcentage important de l'immigration est dirigé vers ceux-ci.

Nous avons vu qu'une proportion importante de l'immigration canadienne provenait des Iles britanniques. Cette immigration est formée en partie de personnes sans travail ou sans ressources à qui des institutions charitables procurent les moyens de transport et avancent les frais de voyage et de premier établissement. Dans ces dernières années, le gouvernement anglais s'est efforcé de développer cette immigration et d'envoyer aux Dominions une partie des chômeurs de la métropole. Des encouragements et une aide efficace sont procurés à certaines catégories d'émigrants britanniques aussi bien par le gouvernement anglais que par le gouvernement canadien¹. Ces efforts n'ont pas été couronnés par le succès qu'escomptaient les promoteurs de cette politique, et notamment, de nombreux chômeurs ont dû être rapatriés en Grande-Bretagne, parce qu'ils ne s'adaptaient pas aux conditions nouvelles de vie qui leur avait été offertes.

Si l'on s'attache à la répartition de l'immigration, on voit que ce sont les Etats de l'Ouest qui ont accueilli le plus grand nombre de nouveaux venus; c'est aussi dans ces Etats que l'agriculture s'est le plus développée. La population canadienne est surtout rurale : en 1921, on ne comptait que six villes de plus de cent mille habitants : Montréal, Toronto (avec plus de cinq cents mille chacune), Winnipeg, Vancouver, Hamilton et Ottawa.

Le problème de l'assimilation se pose principalement pour les agglomérations rurales étrangères, qui se trouvent surtout dans l'Ouest. Ces établissements étrangers sont en grande partie composés de slaves : Polonais, Slovaques, Tchèques, Ruthènes, Finnois, etc. Certains comme les *Doukhobors* ont

1. Voir sur ce sujet les informations parues dans le *Times*, Londres, 8 et 12 décembre 1928 et dans *The Citizen*, Ottawa, 19 décembre 1920, reproduits dans les *Informations sociales* du 21 janvier 1929.

causé des ennuis sérieux au gouvernement canadien. Cette expérience et quelques autres moins importantes, n'ont pas encouragé le Canada à ouvrir largement ses portes aux communautés étrangères opprimées et l'ont conduit à adopter et renforcer une politique d'immigration sélective tant au point de vue individuel qu'au point de vue ethnique, les races occidentales étant désormais favorisées par rapport aux autres.

Comme aux Etats-Unis le problème de l'admission des Orientaux a été résolu dans un sens restrictif. On leur reprochait surtout leur bas niveau de vie et leur acceptation facile de bas salaires et de longues heures de travail qui les opposaient aux travailleurs occidentaux.

Un accord passé en 1908 entre le Japon et le Canada limitait à 400 le nombre des travailleurs japonais autorisés à venir annuellement au Canada. Pratiquement, ce nombre a toujours été plus ou moins dépassé. De 1900 à 1925, environ 18.000 Japonais sont entrés au Canada en même temps que 23.000 Chinois. En 1927 et 1928, il y eut respectivement 1182 et 1294 passagers japonais à destination du Canada contre 1761 et 1701 passagers japonais retournant au Japon. Il convient de noter que la majorité des immigrants japonais au Canada y avaient déjà résidé antérieurement. Les immigrants chinois doivent prouver qu'ils appartiennent à la classe requise et payer en outre une taxe de 500 dollars par tête. Pratiquement, les travailleurs chinois sont maintenant exclus du Canada par le dernier amendement à l'« Act » sur l'immigration chinoise.

Le problème de l'immigration indienne au Canada a également été résolu dans le sens de la restriction absolue. Un arrêté du gouverneur du 7 janvier 1914, mettant en vigueur les dispositions de la loi d'immigration qui prévoyait que les immigrants à destination du Canada ne pouvaient y accéder que par voyage ininterrompu depuis le pays dont ils étaient

originaires ou citoyens. Le voyage ininterrompu n'étant pas réalisé entre les Indes et le Canada, les Indiens sont pratiquement exclus par cette disposition.

Leur nombre en 1918 n'était d'ailleurs que de 5.300 environ. Du reste ils s'adaptaient très mal aux conditions climatiques et un rapport de la Commission Royale (1918) déclarait que les Indiens n'étaient pas des personnes faites pour ce pays, que beaucoup d'entre eux étaient accoutumés à des climats tropicaux, et qu'ayant des coutumes et des usages très différents des nationaux canadiens, leur incapacité à s'adapter rapidement aux conditions environnantes ne pouvait faire autre chose que leur occasionner des privations et des souffrances qui rendaient désirable l'interruption d'une immigration dans l'intérêt même des immigrants.

Nous allons maintenant passer rapidement en revue les principales dispositions de la législation canadienne.

La première loi importante réglant l'immigration au Canada fut l'Act de 1906. Cet Act, s'inspirant de la législation déjà en vigueur aux Etats-Unis, excluait certaines catégories de personnes : celles atteintes de maladie mentale, les infirmes, à moins qu'ils ne soient à la charge de leurs familles, celles atteintes de certaines maladies, les pauvres et en général toutes celles qui pouvaient tomber à la charge de la communauté.

Les termes de cet Act étaient très généraux et, étant donné l'affluence des immigrants, de nombreux indésirables purent entrer quand même au Canada. La loi sur l'immigration canadienne de 1910, détailla et précisa les causes d'exclusion de la loi précédente, créa de nouveaux organismes pour contrôler l'immigration, détermina les conditions d'acquisition de la nationalité canadienne¹ et régla les conditions de transport des émigrants.

1. D'après cette loi, la nationalité canadienne appartient à :

- a) toute personne née au Canada, et qui n'est pas devenue étrangère;
- b) tout sujet britannique qui a son domicile au Canada;
- c) toute personne naturalisée selon les lois canadiennes, qui ne devient pas étrangère par la suite ou a conservé son domicile au Canada.

La loi de 1910 resta en vigueur jusqu'en 1919. A cette époque, l'exemple des Etats-Unis aidant, elle fut trouvée incomplète et une nouvelle loi comportant de nombreuses dispositions complémentaires fut promulguée. Cette loi fut à nouveau modifiée et complétée en 1921, 1923 et 1924. Elle s'inspire largement des lois des Etats-Unis, les problèmes à résoudre étant d'ailleurs similaires dans les deux pays.

Comme nous l'avons fait pour les Etats-Unis, nous donnons à l'annexe B, les conditions de l'immigration canadienne d'après le volume II de la *Réglementation des Migrations* (Genève, 1928).

Nous ajouterons que les dispositions de la loi ne sont pas absolues. Le ministre de l'Immigration et de la Colonisation dispose en effet du pouvoir de délivrer un permis écrit autorisant une personne quelconque à pénétrer au Canada sans être soumise aux exigences de la loi.

Par suite des diverses dispositions restrictives, de 1910 à 1918, l'admission fut refusée à 170.138 étrangers sur un total de 2.009.199 immigrants. Les principales causes d'exclusion furent la criminalité, l'immoralité, la folie, l'épilepsie, les maladies mentales ou nerveuses, la prostitution, la tuberculose, le vagabondage, les maladies vénériennes, etc.

Rappelons que le Ministre du Travail dans une déclaration à la Chambre des Communes le 25 mai 1926, précisait que la politique du gouvernement canadien, lorsqu'il était saisi de demandes d'immigration concernant des groupes de travailleurs industriels, était de rechercher avant tout s'il existait d'ores et déjà au Canada une main-d'œuvre suffisante dans l'industrie intéressée.

Plus récemment, M. Robert Forke, ministre canadien de l'Immigration, a annoncé, au début de 1929, que des restrictions allaient être apportées à l'immigration des pays du centre et du sud-ouest de l'Europe (pays « *non preferred*¹ »).

1. Voir les *Informations sociales* du 25 février 1929.

Signalons aussi le nouveau programme de l'immigration présenté le 19 mars

Le gouvernement canadien peut aussi employer un autre moyen pour agir sur le volume de l'immigration en baissant ou augmentant le montant de la somme que doit posséder tout immigrant à son arrivée au port. C'est ainsi que lors de la crise industrielle de 1920-1921, le montant de cette somme fut élevé de 100 dollars à 250 dollars pour tout homme au-dessus de 18 ans. Des dispositions particulières régissaient les montants exigés des membres de chaque famille. Cette mesure se traduisit par une régression très sensible de l'immigration.

Certains groupements, tendant à conserver leurs coutumes particulières, incapables de s'assimiler et d'assumer les devoirs et les responsabilités des citoyens canadiens après un certain temps, les *Doukhobors* par exemple, ont fait l'objet d'un décret spécial prohibant leur admission.

Les immigrants admis au Canada sont soumis à une surveillance sévère; s'ils ont pu entrer en fraude et qu'un cas d'exclusion soit découvert contre eux dans un délai de trois ans après leur arrivée, ils peuvent être expulsés. L'expulsion du chef de famille peut entraîner celle des autres membres de sa famille qui dépendent de lui pour leur subsistance.

Les examens des immigrants se font au port; afin de décider si l'entrée sera accordée, ou si elle l'a déjà été, s'il y a lieu à déportation. D'après Mme Mac Lean¹ de 1905 à 1925, il y aurait eu aux ports canadiens 15.257 rejets d'admission et 17.049 déportations. Le total de ces chiffres représente envi-

1930 devant la Chambre des Communes du Canada par le ministre de l'Intérieur et pouvant se résumer dans les quatre points suivants :

- 1° Laisser entièrement la colonisation à l'initiative des provinces;
- 2° Faire fonction d'organe centralisateur entre les provinces en laissant aux gouvernements de celles-ci le soin de décider chaque année la nature et la nationalité des immigrants dont elles ont besoin;
- 3° Trouver les immigrants demandés chaque année par les provinces et assurer leur transport jusque dans les capitales des provinces;
- 4° Appréhender les inaptes ou indésirables dès qu'ils seront signalés par les provinces et les expulser aux frais du trésor fédéral (B. I. T., *Informations sociales* du 21 avril 1930).

1. Annie Marion Mac Lean, *Modern Immigration*.

ron le centième de l'immigration pendant cette période, c'est-à-dire un pourcentage très faible.

Des mesures particulières ont été prises aussi par le gouvernement canadien et les gouvernements de divers Etats contre l'immigration des femmes seules en vue de lutter contre la prostitution.

Enfin les compagnies de navigation sont rendues responsables de la qualité des passagers qu'elles transportent. Des amendes importantes sont prévues pour réprimer toute déclaration inexacte. La compagnie doit en outre ramener à ses frais l'émigrant indésirable au port d'embarquement.

Nous voyons donc que sur de nombreux points la loi canadienne s'est inspirée de l'exemple des Etats-Unis. Il apparaît cependant que la différence fondamentale entre les restrictions apportées par les deux pays voisins à l'immigration réside surtout dans la souplesse des mesures prises par le Canada opposée à la rigidité des lois des Etats-Unis.

Il semble bien que la loi canadienne, qui laisse une très grande indépendance aux divers Etats, qui sélectionne les éléments que lui présentent tous les pays, qui proportionne le nombre d'immigrants à l'état économique du pays à une époque donnée et à ses besoins, satisfait beaucoup mieux les nécessités économiques et politiques du Dominion que ne l'ont fait les « quota-laws » aux Etats-Unis où leur conception est encore actuellement vivement controversée et où leur application brutale a suscité de nombreuses protestations parmi les citoyens mêmes du pays.

CHAPITRE III

L'IMMIGRATION EN AUSTRALASIE

I. La politique d'immigration en Australie et en Nouvelle-Zélande

Le problème de l'immigration en Australie et en Nouvelle-Zélande, désignés aussi sous le nom d'Australasie, présente de nombreux caractères communs. Placés dans une position géographique analogue, éloignés de l'Europe et même de l'Amérique, ces pays ne reçoivent qu'une immigration blanche déjà sélectionnée au départ du fait du coût élevé du transport si elle est libre, ou par les autorités si elle est partiellement ou totalement assistée. Cet éloignement retient plus encore les immigrants qui ne partent qu'avec l'espoir de revenir dans leur pays natal et qui doivent envisager la longueur du parcours, les frais élevés du retour, les difficultés de continuer des relations suivies avec les parents restés au pays.

Il en est résulté que l'immigration dans ces deux pays n'a été en rien comparable à celle qui a afflué aux Etats-Unis et au Canada. Les plaintes relevées contre l'immigration blanche dans ces derniers pays ne peuvent être relevées en Australie ou en Nouvelle-Zélande. Il est juste d'ajouter que des lois ont prévenu ces dangers. Les Australasiens ont déterminé de bonne heure une politique d'immigration et s'y sont fidèlement attachés en dépit des objections qui leur furent faites,

même lorsque celles-ci provenaient de voix autorisées des autres parties de l'Empire britannique.

Cette politique peut se résumer ainsi : Les deux Dominions britanniques du Pacifique veulent garder à tout prix leur caractère britannique et maintenir les conquêtes de la race blanche. Ils n'acceptent pas l'infiltration parmi eux, en nombre important, de personnes de caractères ethnique, politique et social différents.

Le discours de M. W. M. Hugues, premier ministre d'Australie au Parlement fédéral, sur les Traités de Paix, est caractéristique d'une telle attitude. Nous en extrayons les passages suivants : «... le monde apprécie difficilement cette idée de cinq millions de gens qui ont osé dire d'un grand continent non seulement qu'il leur appartenait, mais que nul n'y entretrait sauf ceux qu'ils choisiraient. Peut-être la plus grande chose que nous ayons menée à bonne fin dans cette assemblée, fut le principe de « l'Australie blanche »... C'est la seule partie de l'Empire dans le monde, où il y ait si peu de mélange de races... Nous sommes plus britanniques que la Grande-Bretagne, et nous tenons fermement à ce grand principe de « l'Australie blanche », parce que nous sommes libres et que nous croyons en notre race, en nous-même et en notre capacité pour achever notre grande destinée ».

La peur de l'invasion asiatique, qui se produirait fatalement si des obstacles n'étaient pas élevés sur la route, et à un moindre degré la crainte de la concurrence de la main-d'œuvre européenne non qualifiée, ont donc déterminé l'Australie et la Nouvelle-Zélande à sélectionner leur immigration.

Nous étudierons, d'abord, le cas de la Nouvelle-Zélande.

II. — L'Immigration en Nouvelle-Zélande

Superficie et population de la Nouvelle-Zélande. — L'immigration. — La restriction de l'immigration jaune. — L'Act de 1908. — L'Act de 1919. — Les conditions d'admission des immigrants. — Les restrictions à l'immigration assistée. — Le problème de l'assimilation.

La Nouvelle-Zélande, Dominion britannique depuis 1907, possède une population de 1.218.000 habitants non compris environ 66.000 indigènes Maoris ou Canaques, répartis sur un territoire de 268.264 km.²; 42 % de cette population est urbaine et l'on compte trois villes de plus de 100.000 habitants Auckland, Wellington et Christchurch.

De 1860 à 1920, l'accroissement naturel total de la population, c'est-à-dire l'excédent des naissances sur les décès a été de 718.791 tandis que l'immigration nette totale s'élevait pendant la même période à 433.480. Cette immigration entre 1860 et 1880 s'est élevée à 250.458 personnes et constituait l'accroissement principal de la colonie. Depuis cette époque, l'accroissement naturel est resté constamment supérieur à l'immigration.

L'accroissement total de la population néo-zélandaise de 1860 à 1920 a été de 1.152.271 habitants.

Les chiffres de l'immigration depuis 1920 sont les suivants¹:

Moyenne des années 1920-1924.....	14.538.
Année 1925	15.704
— 1926	17.868
— 1927	11.327
— 1928	6.339

Pour les six derniers mois de l'année 1928, l'immigration ne s'est élevée qu'à 3.130 individus.

1. *Revue Internationale du Travail*, vol. XX, n° 2, août 1929.

On peut également noter que les deux tiers des immigrants provenaient de l'Australie; par contre les cinq sixièmes de l'émigration se dirigeait également vers l'Australie.

Parmi les immigrants de 1870 à 1920, 161.570 furent assistés par les autorités locales. Ces immigrants appartenaient aux classes suivantes : fermiers, travailleurs agricoles, domestiques. L'assistance revêt différentes formes. C'est ainsi que, jusqu'en 1884, les voyages étaient entièrement payés à ceux dont on avait besoin dans la colonie.

Sauf en ce qui concerne les jaunes, l'immigration resta libre jusqu'en 1908, année où fut promulgué l'Act sur la restriction à l'immigration. Cet Act fut amendé en 1910 et en 1920. En outre, en 1919, fut promulgué l'Act sur l'exclusion des immigrants indésirables. Cependant, dès 1881, une capitation de £ 10 par tête était levée sur les Chinois arrivant au pays en nombre sans cesse croissant; cette capitation fut portée à £ 100 en 1896 et le nombre des Chinois arrivant par mer, limité à la proportion d'une personne par 200 tonnes de navire.

On trouvera à l'annexe C les conditions générales d'entrée en Nouvelle-Zélande, d'après le volume II de la *Réglementation des Migrations*, Genève, 1928.

On remarquera que les non-britanniques doivent demander avant leur départ et obtenir avant leur arrivée en Nouvelle-Zélande un permis spécial du ministre des Douanes de ce pays, ce qui laisse évidemment toute latitude aux autorités pour encourager ou au contraire restreindre l'immigration selon les conditions du pays à une époque donnée.

Les autres dispositions indiquées ne sont pas absolument rigides. Comme toutes les lois régissant l'immigration dans les diverses parties de l'Empire britannique, elles sont souples et se prêtent à des exceptions. C'est ainsi que le Gouverneur général ou le ministre de l'Intérieur du Dominion peut autoriser l'introduction de personnes dont l'entrée ne serait

normalement pas permise. La loi atteint plus durement les races non européennes. Les individus appartenant à ces races doivent, depuis 1908, passer un examen avant leur admission.

En raison du chômage sévissant dans le pays au début de l'année 1929, le Haut-Commissaire de la Nouvelle-Zélande à Londres a reçu l'ordre de n'y envoyer aucune personne cherchant du travail, afin de permettre le rétablissement de la situation du Dominion et la résolution du problème du chômage¹.

Dans son discours prononcé au Conseil législatif, le 27 juin 1929, le Gouverneur général indiquait que les restrictions qu'il a été nécessaire d'imposer à l'immigration assistée, il y a deux ans, doivent être maintenues jusqu'à ce que les conditions locales soient suffisamment stabilisées.

Enfin, au début de 1930, le gouvernement néo-zélandais a décidé de maintenir jusqu'à la fin de l'année les restrictions concernant l'immigration assistée².

On est donc en présence actuellement en Nouvelle-Zélande d'une restriction de l'immigration assistée. Il ne semble pas par contre que l'immigration non assistée ait été entravée directement, bien qu'il paraisse qu'elle suive aussi les fluctuations du marché du travail.

La naturalisation s'acquiert au moyen de lettres de naturalisation délivrées par le Gouverneur général³.

Le nombre des demandes de naturalisation est relative-

1. B. I. T., *Les Informations sociales* du 29 avril.

2. *Ibid.*, 21 octobre 1929.

3. *Ibid.*, 17 mars 1930.

4. Le postulant doit présenter une requête signée et confirmée par déclaration légale, mentionnant son nom, son âge, son lieu de naissance, son emploi, le temps de son séjour en Nouvelle-Zélande et son désir de s'y établir et enfin la sollicitation de délivrance de lettres de naturalisation.

Cette requête est accompagnée d'un certificat d'un magistrat de l'Ordre judiciaire, affirmant que le postulant est connu comme le soussigné et a une bonne réputation. Aucun droit n'est perçu pour la naturalisation sauf dans le cas des Chinois qui doivent verser une livre.

ment faible; les demandeurs appartiennent à la plupart des nationalités européennes.

Grâce à l'éloignement des centres européens surpeuplés, la Nouvelle-Zélande a évité l'immigration massive des classes les plus pauvres de la population européenne. Grâce aux mesures préventives prises depuis 1881, l'immigration jaune a été arrêtée.

Les principaux problèmes qu'apporte avec elle l'immigration ont donc été résolus pour ainsi dire avant d'avoir été posés. L'un des plus graves, celui de l'assimilation des étrangers, n'a pas rencontré de difficultés, d'une part parce que les individus n'appartenant pas à la race britannique sont très peu nombreux, d'autre part parce qu'éloignés de leur pays natal, ils ne se sentent plus attirés vers lui et ne pensent qu'à pénétrer et à se fondre dans la communauté qui les a accueillis.

III. — L'Immigration en Australie

La colonisation de l'Australie. — L'immigration. — La population australienne. Sa faiblesse numérique. — Son homogénéité ethnique. — Immigrants assistés et immigrants désignés. — Loi d'immigration 1901-1925. — Conditions d'admission des immigrants. — Les restrictions imposées par la situation économique. — Les résultats de la politique australienne d'immigration.

La colonisation de l'Australie commença dans la première moitié du xix^e siècle. Le gouvernement anglais avait établi, à Botany Bay, près de Sydney, une colonie pénitentiaire qui, jusqu'en 1868, reçut des *convicts*. La colonisation du pays par les condamnés libérés et leurs descendants n'eut d'ailleurs qu'une importance assez faible dans l'histoire du développement des six colonies australiennes : Nouvelles-Galles du Sud, Australie Méridionale, Australie Occidentale, Victoria, Queensland et Tasmanie.

La découverte de l'or en 1851, amena un développement

important de la population dans la province actuelle de Victoria. Quand la fièvre fut passée, le nombre des immigrants diminua sensiblement. Au total, l'immigration nette de 1861 à 1920 s'est élevée à 1.015.066 individus. Pendant ce même temps, l'excès des naissances sur les décès amena un accroissement de la population de 3.251.667 habitants. On voit donc que l'immigration, en 60 ans, n'a participé que dans la proportion du quart à peine à l'augmentation de la population.

La plus grande partie de cette population est d'ailleurs concentrée dans les villes. Sur une population totale de 5.437.000 habitants, on compte deux villes de plus de cinq cent mille habitants : Sydney et Melbourne et quatre autres avec une population de cent à deux cent cinquante mille : Wellington, Auckland, Brisbane et Adélaïde. L'industrie australienne, bien qu'en progrès constant, ne peut encore pourvoir à tous les besoins de la confédération et l'importation des objets fabriqués est encore considérable. Une des raisons de cet état de choses qui est aussi une des raisons de la limitation de l'immigration dans ce pays, est la forte organisation des syndicats et le maintien des hauts salaires. Ces dispositions, si elles assurent aux travailleurs un niveau de vie très élevé, handicapent la production et favorisent l'importation des produits étrangers fabriqués à meilleur compte.

D'autre part, la population rurale n'est qu'une minorité et ne peut mettre en valeur qu'une faible partie du sol australien. Les possibilités de développement économique aussi bien agricole qu'industriel de l'Australie sont donc très grandes. Ce développement économique, toutefois, devrait être accompagné, sinon précédé d'un accroissement démographique important, dont la seule source ne paraît être qu'une immigration abondante. Cette politique s'est, jusqu'à présent, heurtée à l'opposition toute puissante des organisations du travail qui considèrent qu'un courant d'immigration assez fort pourrait rompre l'équilibre existant entre la demande et

l'offre de main-d'œuvre et par suite risquer de provoquer momentanément certaines difficultés aux travailleurs. Seule, une immigration réduite est donc acceptée. Il est à craindre, par suite, que le développement économique de l'Australie ne s'accroisse pas plus rapidement que par le passé.

Nous avons vu que l'Australie avait reçu en soixante ans environ 1 million d'immigrants. Sur ce nombre, moins de 1 % est d'origine asiatique et 2 % environ appartiennent à des nationalités européennes autres que la britannique. Il est difficile d'obtenir une homogénéité ethnique plus grande.

Une grande partie des immigrants, principalement des Britanniques, sont venus, soit comme « assistés » soit comme « désignés ». Les immigrants « assistés » sont ceux recrutés par les Etats de la Confédération principalement pour l'agriculture. L'état paye une partie de leur voyage, leur fait des avances de premier établissement et leur consent des conditions spéciales de vente de terres. Une propagande spéciale fut faite pour encourager et développer cette immigration.

Les immigrants « désignés » sont ceux appelés nominativement par des personnes résidant en Australie, dans des conditions déterminées et qui garantissent, s'il en est besoin, leurs conditions d'existence. Le gouvernement paye aussi à cette seconde catégorie d'immigrants une partie des frais de voyage.

Avant la proclamation du Commonwealth, le 1^{er} janvier 1901, les divers états imposaient certaines restrictions concernant principalement l'immigration asiatique, les malades et ceux qui pouvaient tomber à la charge du pays.

Depuis 1901, diverses lois, connues sous le nom de Loi d'immigration 1901-1925, ont été passées concernant l'admission des étrangers¹. On trouvera à l'annexe D, d'après le

1. Les lois réglementant l'immigration en Australie sont les suivantes : loi n° 17 de 1901; n° 17 de 1905; n° 19 de 1905; n° 25 de 1908; n° 10 de 1910; n° 38 de 1912; n° 51 de 1920; n° 47 de 1924; n° 7 de 1925. De nombreux règlements furent édictés en application de ces lois (cf. la *Réglementation des Migrations*, vol. II, Genève, 1928).

volume II de la *Réglementation des Migrations* les principales dispositions de cette loi.

Le Gouverneur général a le pouvoir d'interdire l'immigration d'étrangers d'une nationalité, race, catégorie ou profession quelconque, soit entièrement, soit dans une proportion déterminée, soit à titre permanent, soit à titre temporaire selon la situation économique du Commonwealth ou la qualité des immigrants.

En ce qui concerne le « *dictation test* », nous ajouterons qu'en général cet examen n'est pas imposé aux Européens.

Il est aussi prévu des exemptions à la présentation du certificat médical résultant de la qualité des personnes (officiers, soldats et marins) ou de leur profession (équipage des bateaux en escale).

Signalons aussi que les capitaine, propriétaire et armateur d'un navire sont astreints à une amende de 100 £ si un immigrant ne remplissant pas les conditions requises, débarquant de leur navire, a pénétré dans le Commonwealth. Le vaisseau peut être saisi si les amendes ne sont pas payées. Les capitaine, armateur et propriétaire doivent en outre pourvoir au retour de cet immigrant et payer les frais de son séjour jusqu'à sa déportation. Les armateur et propriétaire sont également responsables de la présence des passagers clandestins sur leur navire et encourrent, de ce fait, une amende, doublée en cas de récidive.

La naturalisation australienne d'après la loi de 1920 sur la nationalité s'acquiert sur demande. Les sujets britanniques n'ayant pas besoin de cette naturalisation, le nombre des demandes est peu important¹.

1. Les conditions à remplir pour obtenir la naturalisation sont les suivantes : le postulant doit avoir résidé au moins un an en Australie, immédiatement avant sa demande de naturalisation et avoir en outre résidé dans le Commonwealth ou une autre partie des Dominions de Sa Majesté pendant quatre ans, dans les huit dernières années précédant la demande. Il doit avoir un bon caractère et une connaissance suffisante de la langue anglaise. Enfin le postulant doit avoir l'intention de s'établir dans l'Empire britannique.

Eu égard aux difficultés économiques présentes, l'immigration en Australie a sensiblement décliné depuis 1928.

Les chiffres du volume XX, n° 2, août 1929, de la *Revue internationale du Travail*, accusaient une moyenne annuelle de 90.837 immigrants dans les années 1920-1924. Le nombre d'entrées d'immigrants a été ensuite respectivement de 56.477; 59.464; 67.077; 48.233 pendant les années 1925, 1926, 1927, 1928.

Lors de l'ouverture de la session du Parlement, le 20 novembre 1929, le Gouverneur général a déclaré que de nouvelles restrictions à l'admission des étrangers en 1930 dans la Confédération avaient été rendues nécessaires par la situation industrielle. D'une part le nombre des contingents pour les nationalités qui y sont soumises serait réduit de 50 % par rapport à 1929, d'autre part, l'immigration britannique assistée est suspendue¹.

Comme le Canada, l'Australie pratique donc une politique d'immigration souple et adaptée aux conditions économiques du moment. On peut toutefois regretter que cette politique d'immigration ait davantage pour but de préserver les intérêts actuels et momentanés des Australiens plutôt que de concourir à un large développement agricole et industriel du continent et d'offrir ainsi un débouché nouveau à la population trop nombreuse de la mère patrie affectée par un chômage chronique sans cesse croissant.

Si l'on regarde seulement les résultats obtenus, on constate que la population australienne est exceptionnellement homogène, les non-britanniques représentant moins de 3 % de

1. B. I. T., *Informations sociales* du 17 février 1930. Ulérieurement, lors d'une conférence des ministres de la Confédération et des Etats, tenue à Canberra les 20 et 21 février 1930, il a été décidé que, désormais, chaque état aura droit de faire venir de l'étranger certaines catégories de personnes; mais la Confédération se réserve d'exercer son droit de veto et de suspendre l'arrivée de ces immigrants si elle estime que la demande d'un Etat est excessive. (B. I. T., *Informations sociales* du 21 avril 1930.)

son total. Cette minorité, exception faite des Asiatiques, n'a aucune tendance à s'affirmer et se fond rapidement dans la masse anglo-saxonne. Le problème de l'assimilation ne se pose donc pas.

D'autre part, la limitation de l'immigration, due en grande partie à l'action des syndicats ouvriers, a prévenu les maux qu'apporte la surpopulation ouvrière. Bien que les conséquences d'une telle politique aient affecté le développement industriel du pays, il apparaît que le peuple australien, dans son ensemble, comparant son sort à celui des pays industrialisés, n'éprouve pas le désir d'ouvrir davantage les portes du Commonwealth et préfère maintenir avant tout le niveau de vie qu'il a conquis.

CHAPITRE IV

L'IMMIGRATION DANS L'UNION SUD-AFRICAINE

La composition de l'Union Sud-Africaine. — Population. — Politique d'immigration. — Les conditions d'admission des immigrants. — Prohibition de l'immigration asiatique. — Restriction de l'immigration de certains pays par contingentement. — Loi du 5 mars 1930.

L'Union Sud-Africaine, constituée en 1909 et comprenant les Etats du Cap, du Natal, du Transvaal et l'Etat libre d'Orange ne comporte qu'une population blanche de 1 million et demi d'habitants environ, avec une population indigène de plus de 5 millions de nègres de races diverses, principalement Bantus et Hottentots.

En dépit des industries diamantifère et aurifère et du développement de quelques commerces locaux comme celui des plumes d'autruches, l'Union Sud-Africaine reste avant tout un pays agricole et tire la plus grande partie de ses ressources du développement de ses cultures et de son élevage.

Ce caractère agricole du pays, joint à l'abondance de la main-d'œuvre indigène, imprime à sa politique d'immigration une allure tout à fait différente de celle des autres contrées faisant appel aux éléments étrangers. La main-d'œuvre européenne non spécialisée ne peut en effet lutter contre la main-d'œuvre indigène, nombreuse, habituée à un bas niveau de vie, donc peu coûteuse. Nous verrons que des dispositions ont été prises pour réduire l'entrée de cette main-d'œuvre blanche sur le territoire de l'Union.

La politique de l'Union Sud-Africaine tend actuellement à attirer les planteurs et fermiers de nationalité britannique disposant d'un certain capital. Une propagande active a été faite en Angleterre dans ce but. Cette propagande ne dissimule pas d'ailleurs les difficultés qui attendent les immigrants et ne s'adresse qu'à ceux qui disposent d'un capital suffisant pour acheter des terres et employer la main-d'œuvre indigène. Des facilités de paiement sont d'ailleurs consenties pour les achats de terrains ou leur location. Dans certains cas, le gouvernement a aussi participé aux frais de voyage des immigrants lorsqu'il s'agissait de domestiques du sexe féminin ou des femmes et enfants d'immigrants déjà fixés en Afrique du Sud.

Les textes réglementant l'immigration dans l'Union Sud-Africaine sont : la loi n° 22 du 14 juin 1913 ; le règlement n° 1079 du 1^{er} août 1913 pour l'exécution de cette loi ; les avis du ministre de l'intérieur n° 925 du 4 juin 1916 et n° 1792 du 14 octobre 1925 amendant ce règlement et enfin la loi n° 37 du 5 juillet 1927 amendant la loi relative à l'immigration et aux Asiatiques.

Nous donnons à l'annexe E, d'après la *Réglementation des Migrations*, volume II, Genève 1928, les principales dispositions restrictives telles qu'elles résultent des lois précipitées.

On voit d'après ces textes que, comme les Etats-Unis et les autres Dominions britanniques, l'Union Sud-Africaine prohibe aussi l'immigration asiatique. Les immigrants indiens, très employés dans les industries du sucre et du thé avant la formation de l'Union en 1909, étaient cependant très appréciés. Un certain nombre d'entre eux ont été rapatriés, conformément aux dispositions de l'*Indian Relief Act* de 1914.

Jusqu'en 1854, aucune disposition ne fut prise pour enregistrer les entrées d'immigrants dans les divers états ; on ne peut guère, d'autre part, considérer les statistiques comme

exactes qu'à partir de 1903. On évalue à 207.000 environ le nombre d'immigrants dans les quatre états entre 1853 et 1909.

Depuis la formation de l'Union Sud-Africaine les statistiques indiquent le chiffre de 287.951 immigrants de 1910 à 1919¹. Les chiffres indiqués dans la *Revue internationale du Travail*, volume XX, n° 2, août 1929, donnent pour les années 1920-1924, une moyenne annuelle de 16.863 immigrants transocéaniques; pour les années 1925, 1926, 1927, 1928, les chiffres étaient respectivement 5.428, 6575, 6774, 7.201. L'émigration est aussi importante. C'est ainsi qu'en 1927, on comptait 6.598 immigrants européens et 3.988 Européens ayant quitté le pays soit une immigration nette de 2.610 personnes. L'immigration nette des Européens avait été de 2776 en 1926². On voit donc par ces chiffres que l'immigration européenne vers l'Union Sud-Africaine est relativement faible³.

Le caractère particulier de l'immigration demandée et les conditions économiques ont amené l'Union à renforcer les conditions d'admission et à refuser les immigrants n'ayant pas des moyens d'existence suffisants.

Une loi votée par la Chambre basse et le Sénat le 5 mars 1930 prévoit la restriction de l'immigration de certains étrangers par contingentement. Les nations suivantes ne sont pas visées par ce projet : Empire britannique et Dominions, Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse⁴.

1. D'après l'*Official Year Book*, 1910-1920, n° 4.

2. *Revue Internationale du Travail*, vol. XIX, n° 2, février 1929.

3. La naturalisation peut être accordée aux étrangers non Britanniques qui satisfont aux conditions suivantes : être âgé au moins de 21 ans, avoir résidé dans les cinq années précédant la demande pendant au moins deux ans dans l'Union, ou avoir été au service de la Couronne; avoir une bonne réputation et un bon caractère; s'engager, si la naturalisation est accordée, à résider dans l'Union et servir la Couronne dans l'Union.

4. Le projet de loi prévoit que toute personne autorisée par le Conseil de

La législation de l'Union Sud-Africaine s'inspire donc de celle des Etats-Unis, des autres Dominions britanniques, pour résoudre les problèmes de l'immigration, qui sont d'ailleurs loin d'avoir l'ampleur qu'ils présentent dans ces derniers pays.

On voit que cette politique a surtout pour but d'éviter au pays, aux nationaux et aux immigrants eux-mêmes les inconvénients qui résulteraient fatalement d'une admission trop facile et d'un afflux trop grand de travailleurs, dans un pays où la main-d'œuvre non spécialisée est abondante et l'industrie encore relativement peu développée.

Par ailleurs, aucun problème important, dérivé de l'immigration, de nature politique, sociale, ethnique ou économique ne se pose, sauf en ce qui concerne l'immigration asiatique, qui est en voie d'élimination.

sélection des immigrants à entrer dans le territoire de l'Union doit remplir l'une des deux conditions suivantes :

a) Avoir de bons antécédents; pouvoir, à l'avis du Conseil, être assimilée rapidement de façon à devenir un bon citoyen de l'Union; ne pas sembler susceptible de porter tort à la prospérité économique, culturelle ou industrielle de l'Union, ni d'exercer une profession à laquelle le Conseil estime qu'un nombre suffisant de personnes s'adonnent déjà dans l'Union pour les besoins de la population.

b) Etre soit l'épouse, soit un enfant âgé de moins de 21 ans, soit un parent ou un grand-parent âgé ou réduit à la misère, d'une personne domiciliée dans l'Union, qui consent à l'entretenir et en est capable.

Cette loi a été amendée sur divers points. Notamment, la priorité devra être accordée aux demandes d'admission présentées par la femme et les enfants mineurs des personnes domiciliées légalement dans l'Union, jusqu'à concurrence de 750 par an. Ce nombre sera compris dans le contingent de 1.000 immigrants qui peut être admis, avec l'autorisation du Conseil de Sélection, de l'ensemble des pays visés par le projet de loi.

Ce contingent de 1.000 immigrants vient s'ajouter au contingent de 50 immigrants admissibles chaque année de chacun des pays visés. La loi ne doit en rien modifier les dispositions de la loi de 1913 sur la réglementation de l'immigration. (B. I. T., *Informations sociales* du 17 mars et 21 avril 1930.)

CHAPITRE V

L'IMMIGRATION EN ARGENTINE ET AU BRÉSIL

I. — L'Immigration en Argentine

Population et superficie. — L'immigration. — Sa composition ethnique. — La Constitution de 1853. — L'assimilation des immigrants. — Conditions de l'immigration. — La politique de libéralisme.

Proclamée en 1816, la République argentine se compose actuellement de vingt-quatre provinces ou territoires et d'un district fédéral comprenant la ville de Buenos-Ayres. La population totale est d'environ 9.700.000 habitants, répartie très inégalement sur le territoire dont la superficie totale atteint 2.800.000 km.². La ville de Buenos-Ayres seule compte environ, 1.800.000 habitants.

Cette population comprend environ 400.000 individus de descendance indienne ou métis. La grande majorité des Argentins est donc de descendance européenne. On estime d'ailleurs à 7 millions et demi environ le nombre des immigrants qui se sont installés en Argentine depuis 1870. Ce chiffre comprend environ deux millions d'Italiens, 1.150.000 Espagnols et 200.000 Français. Mais si le caractère latin de la population est nettement accusé, on peut dire que toutes les nationalités européennes sont représentées à un degré plus ou moins étendu en Argentine. La Constitution de 1853 contenait d'ailleurs un appel à tous les habitants du monde. C'est ainsi qu'elle déclare que des droits qui y sont proclamés

bénéficieront non seulement les nationaux mais tous les hommes du monde qui désirent habiter le sol argentin. Il est reconnu à tous les habitants du sol argentin le droit d'y entrer, d'y demeurer, d'y voyager et d'en sortir. L'art. 25 de cette constitution précise que : « Le Gouvernement fédéral stimulera l'immigration européenne et ne pourra restreindre, limiter, ni grever par aucun impôt l'entrée sur le territoire argentin des étrangers dont le but est de travailler la terre, d'améliorer les industries et d'introduire et d'enseigner les sciences et les arts ».

L'inspiration de cette politique d'immigration est donc plus large que celle qui a déterminé les gouvernements des Etats anglo-saxons à réserver leur territoire à certaines races choisies ou même à une seule.

Il semble d'ailleurs qu'en Argentine, beaucoup moins que dans ces pays, il ne se soit constitué des groupes organisés conservant leurs caractères ethniques originaires et s'opposant à l'assimilation.

Il est vraisemblable que ce fait est dû à la masse dominante d'une immigration latine aisément assimilable parce que peu différente du milieu dans laquelle elle va se fondre. Les immigrants ont ainsi été modifiés peu à peu par le milieu environnant jusqu'à ce qu'ils se soient transformés et adaptés à ce milieu. Ils lui ont d'ailleurs imprimé certains de leurs caractères et contribué à former le type racial et la civilisation du pays.

L'industrie est encore peu développée en Argentine et l'agriculture et l'élevage constituent les principales ressources du pays. C'est donc surtout aux travailleurs et colons agricoles que les portes de la République sont ouvertes et les encouragements du gouvernement accordés.

Les principaux textes régissant l'immigration en Argentine sont en outre des art. 14 et 25 de la Constitution de 1853, la loi n° 817 du 19 octobre 1876 sur l'immigration et la coloni-

sation, la loi du 3 octobre 1916 et enfin le décret du 31 décembre 1923 sur l'immigration.

Nous donnons à l'annexe F., les restrictions à l'entrée des immigrants telles qu'elles résultent de ces lois d'après la *Réglementation des Migrations*, vol. II, Genève 1928.

Ces textes montrent que les prohibitions d'entrée n'atteignent que ceux dont la présence serait nuisible aux intérêts généraux de la communauté et qu'aucune disposition ne touche à la politique de libéralisme inscrite dans la Constitution de 1853.

L'article 20 de cette constitution, proclame d'autre part que les étrangers jouiront sur le territoire de la Nation des mêmes droits civils dont sont investis les citoyens : « Ils ne seront pas obligés de devenir citoyens ou de payer des droits spéciaux. Ils pourront obtenir la naturalisation, en résidant deux années consécutives dans la République, mais cette période peut être écourtée sur la demande et la preuve que le postulant a rendu des services à la République ».

Les conditions d'entrée des immigrants, comme celles de leur naturalisation sont donc beaucoup plus libérales en Argentine que dans les pays anglo-saxons. D'autre part, la plupart des causes qui ont provoqué des restrictions sérieuses à l'immigration dans ces pays, si elles se sont révélées en Argentine, du moins n'ont-elles revêtu aucun caractère de gravité. On peut répondre à cela que l'Argentine n'en est encore qu'à la période de développement agricole et que ses immigrants sont presque tous affectés aux besoins ruraux, mais il n'en est pas moins vrai que la fidélité à la politique de libéralisme contraste avec les dispositions prises par la plupart des autres pays d'immigration et doit être regardée avec sympathie par tous ceux qui voient dans les mouvements migratoires un des moyens de régulariser l'économie mondiale par une répartition appropriée des travailleurs.

II. L'Immigration au Brésil

La fédération brésilienne. — Superficie. — Population. — L'immigration européenne. — Sa composition ethnique. — Les centres de colonisation. — Les colonies fédérales. — Les conditions d'admission des immigrants. — Le libéralisme de la législation brésilienne.

De 1640 à 1822, le Brésil formait une vice-royauté portugaise et dépendait du royaume de Portugal. En 1882, le pays proclama son indépendance et prit la forme d'un Empire jusqu'en 1889, date de la proclamation de la République des Etats-Unis du Brésil.

La Fédération brésilienne est composée de 20 Etats, d'un district fédéral et du territoire d'Acre. Sa superficie est de 8.550.000 km², et sa population dépasse 51 millions d'habitants. On estime qu'un tiers de cette population appartient à la race blanche, le reste étant composé d'indiens, de nègres descendants des esclaves et de mulâtres et métis.

Une grande partie de la population blanche provient de l'immigration européenne. Nous donnons ci-dessous l'immigration totale par nationalités dans le cours d'un siècle, de 1820 à 1919 :

Italiens	1.378.876
Porgugais	1.021.271
Espagnols	150.378
Allemands	127.321
Russes	105.225
Austro-Hongrois	79.302
Syriens, Levantins, etc.	54.120
Français	26.665
Britanniques et Irlandais	18.798
Suisses	11.376
Suédois	5.502
Belges	5.289
Autres nationalités	239.232

Dans la dernière catégorie rentrent les Américains du Nord et du Sud ainsi que l'immigration orientale, particulièrement les Japonais dont un essai de colonisation pour la culture du thé, du riz et du vers à soie a été fait quelques années avant la guerre.

Pendant les dernières années, on a relevé les chiffres suivants pour l'immigration :

1924		98.125
1925		84.883
1926		121.569
1927		401.568
1928		82.061

En 1928, les principales nationalités représentées parmi les immigrants furent : Portugais : 33.882; Japonais : 11.169; Italiens : 5.493; Polonais : 4.708; Espagnols : 4.436; Allemands, 4.228, Syriens : 3.127; Lithuaniens : 1.313. On remarque la prédominance de l'élément portugais qui dépasse de loin les autres immigrations; viennent ensuite les Japonais appelés pour le développement de certaines cultures. On peut aussi noter la décroissance marquée de l'immigration italienne par rapport aux autres nationalités.

Comme en Argentine, l'agriculture vient au premier rang au Brésil. Aussi le gouvernement a-t-il établi vingt centres de colonisation dans plusieurs Etats (Espírito Santo, Minas Geraes, Rio de Janeiro, São-Paulo, Parana et Santa Catharina) et assisté les centres établis par les Etats de Minas Geraes et Rio Grande do Sul.

En 1918, la population vivant dans les colonies fédérales s'élevait à 37.535 individus dont 12.209 étaient Brésiliens et les autres des immigrants de nationalités diverses.

Le Gouvernement brésilien a également accordé des subside et fait des avances aux immigrants et aux citoyens brésiliens désirant s'établir. Un très grand nombre de personnes ont été ainsi placées dans l'agriculture. A ces avances

du gouvernement fédéral s'ajoutent les avantages offerts par les Etats particuliers. Des efforts importants sont donc faits en faveur du développement agricole du pays.

Nous avons vu qu'en Afrique du Sud, la concurrence de la main-d'œuvre indigène ne permettait pas à l'ouvrier blanc de s'assurer un genre de vie acceptable. Pour remédier à cet état de choses, le gouvernement sud-africain refuse de recevoir les immigrants non spécialistes.

Au Brésil, un problème analogue se pose et le gouvernement fédéral pense éviter cette concurrence par son système de colonies fédérales dans lesquelles les races ne sont pas en contact.

Les principaux textes réglementant l'entrée des immigrants au Brésil sont les suivants :

Décret n° 4.247 du 6 janvier 1921 réglementant l'entrée des étrangers sur le territoire national de la République des Etats-Unis du Brésil et décret n° 16.761 du 31 décembre 1924 interdisant l'accès du territoire national aux immigrants dans les cas et conditions prévus aux articles 1 et 2 de la loi n° 4247.

Nous donnons à l'annexe G d'après la *Réglementation des Migrations*, volume II, Genève, 1928, les conditions de l'immigration au Brésil.

Nous voyons d'après ces textes que la législation d'immigration brésilienne est moins libérale que celle de l'Argentine, puisqu'elle permet de limiter le nombre des immigrants. Pratiquement d'ailleurs, le Brésil ne désire que des travailleurs agricoles et ses portes restent largement ouvertes à tous les immigrants appartenant à cette catégorie. Par contre, les emplois urbains étant remplis par la population de race portugaise, l'immigration peut être régularisée et restreinte de ce côté.

Pas plus qu'en Argentine, les questions de races ne se posent au Brésil. Il est possible, comme cela eut lieu aux Etats-Unis, que ces questions préoccupent les gouvernements quand le développement industriel de ces états aura atteint

un certain niveau, et que dans les agglomérations urbaines, les diverses nationalités entreront en contact et s'opposeront; mais de longues années s'écouleront encore avant qu'arrive cette éventualité. Retenons donc simplement que le Brésil et l'Argentine offrent dans les conditions actuelles, un large champ d'activité au surplus des populations agricoles de l'Europe centrale, orientale et méridionale à qui les anciens pays d'immigration sont actuellement fermés ou à peine entr'ouverts.

Il résulte de l'étude rapide que nous venons de faire que tous les pays recevant des immigrants ont pris des mesures pour contrôler, organiser, sélectionner et même restreindre l'immigration.

Ces mesures varient suivant les pays, les plus libéraux étant les républiques sud-américaines et les plus restrictifs les dominions d'Australasie et l'Afrique du Sud, par ailleurs champions des libertés publiques.

Nulle part cependant, la question n'a été plus étudiée, plus discutée, les controverses n'ont été plus vives et finalement la législation plus développée et plus précisée qu'aux Etats-Unis. Un siècle d'expériences, de statistiques, de colonisation, de développement agricole et industriel ont montré aux Américains la nécessité de l'immigration. Certes, les conditions de cette immigration ont varié, l'exclusion totale de certaines races, la diminution du contingent de certains pays, une sélection exercée indifféremment sur l'ensemble des immigrants ont porté de graves atteintes au principe même de la liberté des migrations. Mais l'opinion des pays de race blanche, ne reconnaît-elle pas unanimement la nécessité d'éviter la concurrence des autres races, de civilisation et de mentalité différentes et dont l'assimilation paraît impossi-

ble ? Les critiques faites aux Etats-Unis ne portent-elles pas plus sur les formes des restrictions ou des exclusions que sur leur principe même ? D'autre part, la récente attitude de certains pays d'émigration qui prétendent exercer un droit de contrôle sur leurs nationaux établis dans des pays étrangers ne justifie-t-elle pas de la part des pays d'immigration des mesures de sélection et de restriction envers les ressortissants des nations ou des races dont l'assimilation, pour une cause quelconque, apparaît longue et difficile ?

Par contre, lorsque les Etats-Unis étaient dans la situation des autres pays que nous avons étudiés, c'est-à-dire au début de leur développement agricole ou industriel, leur immigration était libre, réserve faite des conditions sanitaires et morales.

Leur expérience a prouvé, qu'en dépit de difficultés sérieuses, cette liberté avait donné de bons résultats et les avait conduits à un degré élevé de prospérité et de puissance. Il semble donc qu'en prenant des mesures trop sévères pour protéger et maintenir leur niveau de vie et la pureté de leur race, certains pays retardent considérablement leur développement économique et excitent inutilement les convoitises de pays surpeuplés en quête de débouchés démographiques.

Une telle situation ne semble pas présenter de conséquences dangereuses immédiates pour ces pays, par suite des distances considérables qui les séparent des autres continents et de leur isolement relatif. Il n'en est pas moins vrai que cette politique serait difficilement défendable de la part d'une nation présentant une insuffisance démographique, et ayant des voisins immédiats qui disposent d'un excédent de population et ne possèdent en même temps que des ressources économiques inférieures aux siennes propres.

DEUXIÈME PARTIE

Les effets généraux de l'Immigration

CHAPITRE PREMIER

LES EFFETS DEMOGRAPHIQUES DE L'IMMIGRATION

L'émigration stimulant à la natalité. — Le cas de l'Irlande et de la Norvège. — Les effets démographiques de l'immigration. — L'abaissement du taux de natalité. — L'exemple des Etats-Unis.

Si l'on se place au point de vue des pays d'origine, il semble, que le départ d'un certain nombre de nationaux vers d'autres contrées doit avoir pour résultat, dans le présent, de diminuer d'une quantité égale la population totale du pays et dans l'avenir de le priver de l'accroissement normal des éléments émigrés.

Les travaux faits par les écrivains et les économistes qui ont étudié cette question, notamment Adam Smith, Malthus, et plus récemment MM. René Gonnard¹, Robert Hunter², Henry Pratt Fairchild³ paraissent indiquer au contraire que le fait de l'émigration est un stimulant à la natalité. En ouvrant de nouveaux débouchés au trop-plein de la population, il inciterait plutôt au développement des familles qui privées de cette issue pourraient avoir tendance à limiter volontairement leur accroissement.

C'est ainsi que le professeur Taussig dans ses « *Principles*

1. René Gonnard, *L'Emigration européenne au XIX^e siècle*, 1906.

2. Robert Hunter, *The Commons* 1904.

3. H. P. Fairchild, *Immigration*, 1928.

of Economic » pense que la Suède et l'Italie privées de l'immigration n'auraient pas vu leur population s'accroître mais plutôt le taux de mortalité augmenter ou celui de natalité diminuer.

Cependant il n'en reste pas moins vrai qu'une émigration importante peut réduire momentanément tout au moins la population d'un pays. L'exemple classique à cet égard est celui de l'Irlande où la population qui s'élevait à 8.100.000 habitants en 1841 passa à 6.500.000 en 1851, 5.700.000 en 1861 pour décroître à 4.456.000 en 1901¹. Pendant toute cette période eut lieu une émigration importante et constante principalement vers les Etats-Unis. Il est vrai qu'il faut ajouter aux effets de cette émigration ceux des famines qui sévirent dans ce pays vers le milieu du XIX^e siècle et dont certains auteurs estiment les conséquences plus importantes que celles de l'exode qu'elles provoquèrent. Il a été dit également que la Norvège a perdu une plus grande partie de sa population par l'émigration en Amérique qu'aucun autre pays excepté l'Irlande².

Examinons maintenant les effets démographiques de l'établissement des émigrants dans les pays de destination, qui intéressent plus particulièrement cette étude:

Certains présentent l'immigration organisée, sélectionnée comme un moyen de remédier à l'insuffisance de la natalité ou de compenser les pertes des guerres. Si l'afflux étranger s'ajoutait simplement à la population nationale et n'agissait sur elle que pour augmenter arithmétiquement son nombre, un tel effet serait certain. Mais les conséquences de l'immigration sont en réalité beaucoup plus complexes et ses effets sur l'accroissement de la population sont parfois opposés à ceux qu'on en attendait tout d'abord.

1. Gonnard, *op. cit.*

2. Fairchild, *op. cit.*

Ces effets ne peuvent être constatés d'ailleurs qu'après un certain temps. Il nous faut donc pour l'étude de cette question délicate recourir aux auteurs des pays où les influences démographiques de l'immigration ont pu s'exercer et être observées pendant une longue période.

La plupart des auteurs américains¹ qui se sont occupés de cette question et ont étudié les effets de l'immigration dans leur pays admettent que le résultat final de l'immigration s'est traduit par une diminution d'accroissement de la population originaire par suite de l'abaissement de la natalité.

C'est ainsi que la décroissance de la natalité américaine commença à être remarquée vers 1830 quand les premiers effets de l'immigration se firent sentir et s'accrut avec l'accroissement de l'immigration. Le taux des naissances dans les Etats où s'installèrent les immigrants décru continuellement. Les conditions difficiles d'existence dues à la surpopulation des localités industrielles affectèrent directement le développement des familles. De plus, les parents américains voulant maintenir pour leurs enfants un niveau de vie au moins égal au leur, il s'ensuivit une restriction des naissances. Ce raisonnement ne serait du reste pas exact si les immigrants arrivaient dans le pays d'immigration avec le même niveau de vie sociale et économique què les nationaux.

Mais ce cas est rare : on émigre en général pour améliorer sa condition. Ce sont ceux qui d'ordinaire sont dans leur pays d'origine dans les conditions les plus défectueuses aux points de vue social et économique qui vont chercher fortune ailleurs et tendent par le fait même de leur présence et de leurs habitudes à abaisser, tout au moins au début de leur séjour, le niveau de vie des populations vivant dans un pays plus développé.

1. Voir en particulier : Prescott F. Hall, *Immigration*; F. A. Walker, *The Restriction of Immigration*, Atlantic Monthly; Robert Hunter, *Immigration the Annihilator of our Native Stock*. The Commons, avril 1904.

Pour permettre de mieux comprendre ce qui est dit ci-dessus nous croyons intéressant de reproduire les chiffres de la population des Etats-Unis à diverses époques.

De 1790 à 1850 l'immigration fut la suivante par décades :

	<i>immigrants</i>
de 1790 à 1850	50.000
« 1800 à 1810	70.000
« 1810 à 1820	110.000
« 1820 à 1830	143.000
« 1830 à 1840	599.000
« 1840 à 1850	1.713.000

Pendant les mêmes périodes, les accroissements de la population furent respectivement de 35,1 %; 36,38 %; 33,07 %; 33,15 %; 32,6 % et 35,8 %, soit un accroissement sensiblement constant de la population en dépit du nombre sans cesse croissant des immigrants. Les causes économiques qui agissent en Europe sur la natalité et tendent à abaisser son niveau n'influent pas sur les Etats-Unis à cette période. On peut donc conclure que l'immigration a été la cause de la diminution du taux de natalité américaine.

D'autre part, à l'origine, pendant les premières 40 années, la population des Etats-Unis, alors bien homogène, doublait tous les 22 ou 23 ans et on évaluait en 1815 que, d'après ce taux d'accroissement, la population probable du pays serait supérieure à cent millions d'habitants en 1900. Or, à cette époque, elle atteignait seulement le chiffre de 76.300.000 malgré l'entrée de plus de 19 millions d'étrangers depuis 1820¹. Le taux de natalité avait donc considérablement diminué. La cause en est due sans doute, aux mêmes phénomènes économi-

1. Fairchild, *op. cit.*

Entre 1820 et 1912 on évalue à 29.611.052 le nombre des immigrants aux Etats-Unis.

ques et sociaux qui se sont aussi manifestés en Europe, mais aux Etats-Unis la naissance et le développement de ces phénomènes ont été provoqués par l'immigration étrangère et le progrès industriel considérable qu'elle a permis. C'est donc à juste titre que l'immigration est incriminée par certains auteurs américains comme la première cause de l'abaissement du taux des naissances.

Peut-on conclure de ceci que l'immigration européenne aux Etats-Unis au XIX^e siècle a été inutile et n'a servi tout au plus qu'à avancer de quelques années le développement économique du pays en lui apportant par contre de sérieux problèmes ethniques, politiques, sociaux et économiques à résoudre. Il serait imprudent de l'affirmer, et il est au contraire vraisemblable que des problèmes d'une autre nature mais aussi graves se seraient posés aux Etats-Unis s'ils avaient maintenus, éloignée de tout contact, leur population primitive.

CHAPITRE II

LES ASPECTS ETHNIQUES ET POLITIQUES DE L'IMMIGRATION

Le problème ethnique. — Les oppositions à certaines immigrations au point de vue ethnique. — Les Européens de l'Est et du Midi dans les pays anglo-saxons. — Les Asiatiques. — Le problème politique. — L'intervention des pays d'émigration. — La politique italienne. — Le contrôle de l'émigration et de l'immigration.

Nous avons vu l'opposition formelle de tous les pays d'immigration anglo-saxons à l'arrivée des immigrants asiatiques, et leur recherche d'une immigration pouvant facilement être assimilée, c'est-à-dire de même race ou plus généralement en provenance de l'Europe occidentale et septentrionale.

Les républiques sud-américaines accueillent encore sans restriction les immigrants de tous pays et de toutes races. Cette politique libérale peut être expliquée d'une part par l'éloignement des pays d'Asie qui rend cette immigration peu redoutable et d'autre part parce que les diverses nations européennes qui envoient leurs immigrants en Amérique du Sud ne sont pas à priori hostiles aux peuples de couleur.

Le développement économique de ces pays et le niveau de vie des habitants moindres qu'en Amérique du Nord ou dans les Dominions britanniques ne pose pas non plus d'une façon aiguë le problème de la concurrence des travailleurs de races différentes. Il faut aussi se rappeler que ce n'est qu'une fois un certain niveau économique atteint et après

un siècle de libre immigration que les Etats-Unis ont réagi contre l'immigration asiatique d'abord et contre celles de certains pays européens ensuite.

La politique d'exclusion contre certains éléments ethniques ne préjuge pas du reste de la supériorité ou de l'infériorité de ces races par rapport à celles des pays d'immigration. Les pays anglo-saxons excluent les Asiatiques simplement parce qu'ils sont tellement différents qu'ils ne peuvent s'assimiler, c'est-à-dire d'une part s'intégrer au point de vue ethnique à cause de la répulsion des Anglo-Saxons à pratiquer les intermariages avec les personnes de couleur, d'autre part arriver à une communauté d'idées au point de vue politique nationale et enfin avoir un niveau de vie comparable au leur.

Les reproches faits aux immigrants appartenant aux pays de l'Europe méridionale et orientale ne sont, certes, pas de même nature. La fusion de ces races dans le creuset américain peut-être réalisée. Aucune opposition ne s'exerce contre les intermariages de ces immigrants et des Anglo-Saxons.

Seuls, leur niveau de vie est moins élevé et leurs idées politiques, économiques, sociales, quelque peu différentes. Encore faut-il remarquer que si l'assimilation complète des immigrants est difficile et en pratique, peu réalisée, l'assimilation de leurs enfants peut s'effectuer dans les meilleures conditions pour la conservation de l'unité et de la race du pays. L'assimilation est donc surtout une question de temps et ce sont d'ailleurs les effets de cette immigration sur les salaires, et le niveau de vie, plus que les arguments politiques qui ont réellement déterminé la restriction de cette immigration.

Nous avons mentionné la non-assimilation des races asiatiques dans les pays anglo-saxons. Nous pouvons ajouter qu'il en est de même dans les pays sud-américains. Nous devons aussi constater que les motifs économiques dont le principal est la concurrence faite aux travailleurs américains ou aux immigrants européens ont joué un rôle primordial dans l'ex-

clusion des Asiatiques dans les pays anglo-saxons. Les arguments ethniques, sociaux et politiques, dont celui de non-assimilation et de formation de groupes ethniques allogènes au milieu d'un pays de race blanche sont venus ensuite appuyer les premiers et donner au mouvement antiasiatique une base nationale et sociale. Il est juste aussi de rappeler que les lois de certains pays d'Asie, notamment au Japon, ne permettent pas l'acquisition de terres par les étrangers. De plus la loi japonaise reconnaît comme citoyens japonais les enfants nés à l'étranger de parents japonais même si ces derniers sont devenus par naturalisation ou autrement citoyens de ce pays étranger. On peut comprendre et admettre dans ces conditions les arguments des pays qui repoussent l'immigration asiatique.

Si nous écartons maintenant les questions ethniques, pour n'envisager que le problème politique posé par l'immigration, nous voyons que de tout temps la politique d'un pays qui reçoit des éléments étrangers a été de retenir ces éléments, de les fondre dans le « creuset national », le *melting pot* comme disent les Américains, et d'en faire le plus tôt possible des citoyens.

Déjà délicat et complexe par lui-même ce problème a été encore compliqué depuis la guerre, du fait de l'intervention des pays d'émigration, qui ont, eux aussi, adopté une politique nouvelle vis-à-vis de leurs nationaux contraints de s'expatrier.

En outre des buts, parfaitement légitimes, de protection de l'émigrant, cette politique prétend souvent conserver à celui-ci sa nationalité d'origine et maintenir intégralement les liens qui le rattachent à la mère patrie. Elle a été exposée à plusieurs occasions par les gouvernements des pays intéressés qui déplorent les pertes démographiques et économiques causées par une forte émigration.

Cette nouvelle politique a pris naissance et s'est surtout

manifestée en Italie¹. Citons, à ce sujet, pour en montrer l'importance, les chiffres de l'émigration italienne dans les années 1926, 1927 et 1928².

Année 1926

Emigration continentale	141.314	
Rapatriements	106.099	
Emigration nette		35.215
Emigration transocéanique	122.496	
Rapatriements	71.520	
Emigration nette		50.976

Année 1927

Emigration continentale	91.958	
Rapatriements	67.201	
Emigration nette		24.757
Emigration transocéanique	136.094	
Rapatriements	73.424	
Emigration nette		62.670

1. Nous citerons notamment un extrait d'un discours de M. Mussolini, prononcé le 26 mai 1927 :

« Pour chaque émigrant qui sort pour toujours de l'Italie, en compensation du peu d'or qui lui arrive de l'étranger, le pays perd économiquement tout ce qu'il a dépensé pour le nourrir, pour l'éduquer, pour le mettre en état de produire; il perd militairement un soldat, démographiquement un élément jeune et fort qui fécondera des terres étrangères et donnera des enfants à des pays étrangers. »

2. N.-B. Les statistiques italiennes à partir de l'année 1928 étant établies avec des méthodes différentes de celles employées les années précédentes, nous avons reproduit les chiffres donnés par le *Bollettino mensile di Statistica* de mai et de juillet 1929 (Rome) où les relevés de ces trois années sont établis pour en faciliter la comparaison avec les anciennes méthodes.

Année 1928

Emigration continentale	90.607	
Rapatriements	63.425	
Emigration nette		27.182
Emigration transocéanique	92.319	
Rapatriements	64.063	
Emigration nette		28.256

On voit que le total des personnes qui ont obtenu, durant ces trois années, des passeports pour raison de travail est respectivement de : 263.810, 228.052 et 182.926. Les chiffres totaux des rapatriements pendant les mêmes périodes respectives se sont élevés à 177.169, 140.625 et 127.488.

Ces statistiques montrent qu'il reste proportionnellement beaucoup plus d'Italiens dans les pays transocéaniques que dans les pays européens. Cette différence s'explique non seulement par l'éloignement des pays d'outre-mer qui rend plus difficiles et plus onéreux les retours, mais aussi par la surveillance et la propagande italiennes dans les pays voisins qui s'exercent plus facilement et plus fortement sur les nationaux expatriés et les déterminent plus aisément à revenir au pays après un certain temps de labeur lucratif à l'étranger. L'action politique du pays d'immigration tend au contraire à conserver et à assimiler ces éléments étrangers. Nous voyons donc se dessiner là une opposition très nette entre les politiques des deux pays.

L'action des gouvernements des pays d'émigration ne s'exerce pas seulement du reste sur leurs nationaux déjà établis à l'étranger, elle se fait aussi sentir dans le pays même, à l'occasion de la délivrance des passeports aux émigrants.

Il est alors aisé de laisser partir, ou au contraire de retenir certaines catégories de nationaux¹.

Ces dispositions tendent donc à prémunir l'émigrant contre les risques de chômage de transport, etc. qu'il peut encourir, et à n'autoriser le départ que de ceux qui sont garantis contre ces risques.

Il est d'autres dispositions qui rendent plus difficile encore la délivrance du passeport soit pour certains pays déterminés soit pour l'étranger en général. Au contraire, l'on favorise, dans certains cas, l'émigration d'éléments indésirables au point de vue ethnique ou politique, appartenant par exemple à certaines minorités allogènes.

En résumé, cette politique, tant par son action sur les nationaux expatriés que sur les candidats à l'émigration tend à conserver à la nation le plus grand nombre possible de ses citoyens et à éliminer ceux qui peuvent être un obstacle à son unité.

Nous avons déjà indiqué que cette politique s'opposait en ce qui concerne son action à l'étranger, à celle des pays d'immigration. Pour ces derniers, l'attitude à prendre envers les immigrants est, en effet, fort différente selon qu'ils sont disposés à entrer dans la communauté du pays où ils vivent, ou bien à former indéfiniment, au milieu de lui, une entité allogène fermement attachée à son pays d'origine. Nous avons vu que la politique de libéralisme qui était d'une ma-

1. Nous citerons en exemple de ce système les conditions exigées pour l'obtention du passeport des travailleurs italiens.

A partir du 1^{er} septembre 1927, ne peuvent obtenir un passeport que :

1° Les catégories qui, au moment de la demande, posséderont un contrat de travail régulier provenant d'un employeur étranger à l'employé ou lié à lui par une parenté dépassant le troisième degré ;

2° Ceux qui sont appelés par leurs parents légitimes jusqu'au troisième degré.

Dans les deux cas, outre le visa des autorités diplomatiques et consulaires, est nécessaire une déclaration de ces autorités certifiant que l'intéressé sera admis dans le pays étranger et laissant complète responsabilité aux compagnies de transport pour tout refus d'admission au moment du débarquement.

nière générale celle de la plupart des Etats avant la guerre a fait place, pour les plus importants d'entre eux, à une politique de restrictions. Ceux qui pratiquent aujourd'hui encore cette politique de libéralisme tout en organisant et contrôlant l'immigration, ne laissent pas moins parfois percer leur inquiétude et leur incertitude de l'avenir.

C'est ainsi que nous voyons s'achever ou se dessiner dans a plupart des pays intéressés une nouvelle politique d'immigration inspirée par des fins politiques et économiques, et tendant à l'assimilation des nouveaux venus. Nous sommes donc conduits à aborder l'étude de la question, tant controversée, de l'assimilation.

CHAPITRE III

LE PROBLÈME DE L'ASSIMILATION

La formation de groupes allogènes dans les pays d'immigration. — Leur danger. — L'assimilation. — Ce que l'on entend par assimilation. — Opinions américaines. — Les facteurs favorables ou défavorables à l'américanisation des immigrants d'après Jenks et Lauck. — L'influence de l'école. — L'influence allemande et irlandaise aux Etats-Unis. — La modification de l'élément national par l'apport étranger. — La défense de la race et de la nation par l'adoption des restrictions numériques et la sélection des individus.

Le but politique poursuivi par tout pays d'immigration est l'assimilation de l'étranger. Il semble, au premier abord, qu'à l'encontre des migrations antiques, des invasions des barbares au début de notre ère et des mouvements de population qui se produisirent au Moyen-Age, l'immigration moderne qui s'est surtout manifestée de façon individuelle se prête davantage à l'assimilation facile de l'immigrant.

Cependant l'on rencontre dans les pays d'immigration des groupes étrangers, soit fortement constitués, comme aux Etats-Unis et au Brésil, soit en formation comme en France. Ceci provient du fait naturel que les émigrants individuels d'un même pays vont en général retrouver leurs parents, leurs amis, qui d'ailleurs, les ont eux-mêmes encouragés à s'expatrier, à venir les rejoindre et leur en ont souvent fourni les moyens matériels. Lorsque l'immigration est collective, c'est-à-dire lorsque des ouvriers sont recrutés dans un même pays, par les soins ou avec l'approbation des gouvernements des

deux pays intéressés, les groupes ainsi formés ne se dispersent pas mais vont plutôt renforcer les agglomérations étrangères déjà établies sur le sol du pays d'immigration. Ces agglomérations étrangères se constituent donc par nationalités, par races et tendent à s'accroître de plus en plus, au fur et à mesure du développement de l'immigration, si les immigrants ou leurs enfants ne s'intègrent pas dans la communauté du pays qui les a accueillis. Nous avons vu qu'ils étaient encouragés à garder leur nationalité première par le gouvernement du pays d'origine.

Bien que l'existence de groupements étrangers présente des avantages à certains points de vue, il n'en est pas moins incontestable que si ces groupes ne fusionnent pas dans le milieu national, ils peuvent devenir une gêne et même un danger pour la collectivité qui les a accueillis, en constituant au milieu d'elle des noyaux de minorités nationales.

Nous sommes donc amenés à nous demander ce que l'on entend exactement par assimilation des étrangers ou d'une autre façon à rechercher quand un étranger peut être considéré comme assimilé et quelles sont les causes qui peuvent favoriser ou au contraire empêcher l'assimilation.

Les réponses peuvent varier suivant les pays. Nous donnons ci-dessous l'opinion de divers auteurs américains sur cette question et examinerons particulièrement ce problème de l'assimilation par rapport aux Etats-Unis.

Nous pensons, en effet, que ce pays peut servir de prototype pour l'étude de cette question, nulle part les effets politiques de l'immigration ne s'y étant manifestés avec autant d'ampleur et la réaction nationale contre ses conséquences n'y ayant été aussi vive.

Parlant de l'assimilation, dans la préface du livre de M. Howard, B. Grose, *Aliens or Americans*, M. Josia Strong s'exprime ainsi : « Dans ce pays, chacun est américain, qui a des idéals américains, un aspect américain, des conceptions

de vie américaines, des habitudes américaines. Un homme est étranger non pas parce qu'il est né dans un pays étranger, mais parce qu'il s'attache à des coutumes et des idées étrangères »,

Dans le même livre, l'auteur est amené à insister sur un point qui revêt une importance moindre dans les pays d'Europe, mais qui, aux Etats-Unis, a joué un rôle important dans l'histoire de l'immigration et qui a été et est encore la base d'une opposition déterminée à certaines catégories d'étrangers : le point de vue religieux.

« Une chose vitale à maintenir et à développer est la foi protestante qui a formé la base de notre vie coloniale et nationale. Aucune autre chose ne doit recevoir un soin plus attentif que l'effet de l'immigration sur l'Amérique protestante. Tout ce qui peut faire ce pays moins distinctement protestant en religion tend à détruire toutes les autres caractéristiques civiles et sociales que nous tenons à préserver ».

L'opinion de M. Jenks et Lauck exprimée dans leur livre *The Immigration Problem*¹ est plus générale et peut-être admise dans tous les pays intéressés.

Après avoir indiqué que le processus de l'assimilation est lent, et que chaque peuple répugne à changer la nature de ses institutions, ces auteurs ajoutent :

« En conséquence, quand de nouvelles races d'individus, originaires de pays de coutumes différentes, viennent en qualité d'immigrants, il est désirable, qu'aussitôt que possible, elles se plient aux conditions nouvelles et s'adaptent elles-mêmes aux institutions sociales, politiques et industrielles de leur pays d'adoption, en d'autres termes qu'elles s'assimilent ».

En conclusion de leur étude sur l'assimilation des immigrants les mêmes auteurs énumèrent les causes favorables ou défavorables à l'américanisation des étrangers, particu-

1. *The Immigration Problem*, Jenks and Lauck, 6^e édition, Funk, Wagnalles et C^o, New-York..

lièrement de ceux faisant partie de la « nouvelle immigration », c'est-à-dire originaires de l'est ou du sud de l'Europe.

Les causes s'opposant à l'américanisation des nouveaux immigrants seraient les suivantes :

1^o L'isolement des nationaux, de la part d'une grande partie de la population immigrée.

2^o L'indifférence, et parfois la malveillance de la part des nationaux envers les immigrants.

3^o L'analphabétisme d'une grande partie des immigrants.

4^o L'ignorance, résultant de l'origine paysanne de la plupart des immigrants de l'Europe méridionale et leur non-préparation à un si brusque changement de milieu.

5^o L'influence des églises et écoles des immigrants qui maintiennent et développent les différences raciales et confessionnelles.

6^o L'incapacité de s'exprimer en anglais.

Par contre les facteurs favorables à l'américanisation des Européens méridionaux et orientaux seraient :

1^o L'emploi des immigrants dans l'industrie américaine.

2^o L'emploi des femmes immigrantes dans les services domestiques des maisons américaines.

3^o La résidence de certains immigrants parmi les nationaux et les alliances et associations qui en découlent.

4^o La fréquentation par les enfants d'immigrants des écoles publiques américaines et l'étude de l'anglais et des matières scolaires américaines dans les écoles paroissiales des immigrants.

5^o L'influence des prêtres et pasteurs des immigrants qui peuvent encourager ceux-ci à acquérir des propriétés, à fonder un foyer et à se fixer ainsi à demeure dans leur nouveau pays.

Dans cette énumération, comme d'ailleurs dans la plupart des ouvrages traitant ce sujet, figure l'influence des écoles de langue étrangère. On admet généralement aux Etats-

Unis, où les écoles privées de langue étrangère sont très répandues, qu'elles ont fait un tort considérable au pays dans l'ensemble et aux immigrants en particulier.

En conclusion, M. Jenks et Lauck, comme d'ailleurs un grand nombre d'auteurs américains, admettent qu'il est désirable d'exclure les immigrants qui ne peuvent être assimilés parce que la non assimilation engendre des discordes à l'intérieur du pays, nuisibles à son homogénéité et à la cohésion de son action politique intérieure et extérieure d'une part et d'autre part aide à la formation de classes et de castes dans la population. Enfin si les nouveaux venus arrivent à être en majorité dans une région, ils sont amenés fatalement à modifier les institutions créées par les premiers colonisateurs au détriment des descendants de ceux-ci.

M. Edward R. Lewis¹ examinant les conséquences de l'immigration allemande et irlandaise aux Etats-Unis, exprime la même opinion que les auteurs précédents :

« Un grand nombre de ces immigrants constituent aujourd'hui, spécialement dans les grandes villes, des groupes ethniques distincts, conscients d'eux-mêmes. Les membres de ces groupes sont restés germano-américains ou irlando-américains. Ils ne sont pas devenus, comme beaucoup de leurs compatriotes, des Américains de descendance irlandaise ou allemande. Ils pensent encore avec un esprit étranger. Ils désirent contrôler notre politique pour favoriser les buts de leur pays d'origine. Nous verrons que même quand nos problèmes ne concernent pas directement leur pays, leurs tendances ancestrales sont si fortes qu'elles déterminent instinctivement notre politique extérieure d'après ces propres tendances étrangères.

« Encore les Irlandais et les Allemands sont-ils les deux races les plus anciennes venues sur notre sol, autre que la masse

1. E. R. Lewis, *America, Nation or Confusion*, Harper et Brothers, New-York et London, 1928.

dominante britannique. Les Irlandais commencèrent à venir en grand nombre en 1844, les Allemands en 1848. Quatre-vingts ans sont passés et la réaction étrangère persiste encore¹ ».

Il est certain que l'influence des groupes ethniques étrangers est très grande aux Etats-Unis et s'exerce largement sur la politique étrangère de ce pays. Il suffit pour en faire la preuve de rappeler la propagande des Irlandais et des Allemands fortement organisés dans certains états, tels que l'Illinois, le Wisconsin, la Pensylvanie, de 1914 à l'entrée en guerre des Etats-Unis. Cette action politique en opposition avec celle de la nation se continua même pendant la guerre et certaines élections, à Chicago notamment, groupèrent sur les noms de pacifistes ou d'hommes opposés à toute action militaire en Europe, un nombre imposant de voix provenant des groupes étrangers.

Cette action d'inspiration étrangère, ralentie malgré tout par le fait de la guerre et l'union générale qu'un puissant mouvement patriotique avait fait naître et se développer, a repris, dès la cessation des hostilités, sa forme antérieure. Les revirements brusques de la politique américaine à l'égard de l'Europe sont expliqués par cette cause. Les pressions des groupes étrangers se sont naturellement exercées dans un sens favorable à leur pays d'origine, que celui-ci fût un ex-ennemi ou un ex-allié.

La France, qui n'a pas, dans ce pays, de groupe puissamment organisé a particulièrement souffert de cet état de choses. C'est ainsi que M. E. R. Lewis² a pu écrire « que les divers règlements des dettes alliées sont en grande partie expliqués par

1. Dans le même sens, un autre Américain, Robert Hunton, cité dans *Aliens or Americans* (op. cit.) a pu écrire : « Nos colonies étrangères sont dans une grande mesure dans les villes de notre propre pays. Vivre dans l'une de ces communautés étrangères est actuellement vivre sur un sol étranger. Les pensées, sentiments et traditions qui constituent la mentalité de la colonie sont souvent entièrement étrangers à un Américain. »

2. E. R. Lewis, op. cit.

le fait qu'il y a dans ce pays un vote allemand et un vote irlandais opposés à l'Angleterre, un vote allemand opposé à la France et aucun vote français en sa faveur, pendant qu'il y a un vote italien nombreux et conscient pour protéger les intérêts italiens ».

Ces actions politiques diverses et parfois opposées ne sont pas sans soulever l'inquiétude des descendants des premiers colons.

On conçoit dès lors le mouvement en faveur de la restriction qui s'est traduit par les *Acts* de 1921 et 1924. On espère, en réduisant le nombre des arrivants, diminuer leur influence et exercer sur eux et sur les habitants actuels qui ne sont pas assimilés, une pression plus forte qui hâtera leur américanisation.

Les conséquences de la forte immigration étrangère, qui a constitué des groupes ethniques nombreux et organisés sont néanmoins importantes. Elles ont modifié et modifieront encore la race primitive et les divers autres éléments tant que la fusion entre les diverses races n'aura pas été complète.

« De toutes façons il est certain que nous serons modifiés, dit encore M. E. R. Lewis. La modification sera naturellement moindre, si la race primitive se maintient à 50 % de la population totale, son taux actuel, que si elle tombe à 20 %. Nous serons moins modifiés que les immigrants parce que notre nombre et nos institutions nous donnent un avantage; mais nous le serons certainement aux points de vue ethnique, linguistique, politique, dans nos coutumes et nos traditions. Même si l'immigration était arrêtée actuellement, la modification serait sérieuse ».

La cause de cette modification réside principalement dans le fait que l'immigration s'effectue en groupant les individus de même nationalité, en conservant les races, au lieu d'accueillir individuellement les étrangers et de les disperser dans la masse nationale, où, isolés, ils se fondraient rapidement.

Nous citerons encore M. E. R. Lewis :

« Nous avons vu des immigrants venir, non comme individus, mais comme groupes, joindre des groupes déjà constitués et perpétuer et développer ces groupes par le fait de leur propre arrivée nouvelle. Nous avons vu la possibilité pour les nouveaux arrivants de submerger notre population originaire, si les arrivées nouvelles continuaient. Nous avons vu la désunion politique nous menacer et la désunion sociale se développer. Les plus beaux fruits d'une société organisée : une politique ordonnée, une politique nationale cohérente vis-à-vis de l'étranger, le développement de nos lois et de notre littérature, tout cela fut menacé par notre hétérogénéité grandissante.

«... Quant les temps seraient venus, nous n'aurions plus été une nation et maintenant même nous ne deviendrons une nation qu'après de nombreuses générations, lorsqu'une nouvelle fusion sera réalisée ».

Pour éviter de briser leur unité nationale, pour permettre l'assimilation des nouveaux immigrants qui leur sont venus par millions depuis le début du ^{xx}e siècle, les Etats-Unis ont restreint et sélectionné par race l'immigration. Ce fut l'objet de l'*Act* de 1921 et surtout de l'*Act* de 1924, qui réduit l'immigration par pays étranger à 2 %, du nombre des personnes nées dans ce pays et vivant aux Etats-Unis en 1890. Enfin, le 1^{er} juillet 1929, a été mis en vigueur un nouveau contingentement établi sur la base de la nationalité d'origine. « Le contingent d'immigrants en provenance d'un pays étranger quelconque, non américain, sera proportionné à 150.000 comme le nombre d'habitants du territoire continental des Etats-Unis, ayant en 1920 cette même nationalité d'origine, était proportionné cette même année au nombre d'habitants de ce territoire. Toutefois, le contingent minimum ne pourra être inférieur à 100 ». Le but essentiel de ces lois est de conserver la majorité à la race originaire qui a créé les

institutions du pays, ou tout au moins de lui donner une chance de plus de garder cette majorité. Pour cela, il fallait nécessairement limiter l'immigration afin de prévenir l'entrée sur le territoire de masses étrangères de plus en plus nombreuses, surtout après la guerre, et la réduire à des proportions telles qu'elle puisse plus facilement se mêler et se fondre dans la masse des habitants actuels.

L'*Act* de 1924 a été très critiqué, à cause de la préférence marquée qu'il accordait aux immigrants du nord et de l'ouest de l'Europe. La date de 1890 n'avait été prise que dans ce but. Cependant, les *Acts* de 1921 et de 1924 n'étaient que des dispositions transitoires destinées à préparer le nouveau contingentement basé sur la nationalité d'origine. Cette disposition, qui ne met directement en cause aucune race est particulièrement favorable aux Anglo-Saxons puisque ce sont eux qui constituent encore de très loin la principale partie de la population.

Aux autres objections contre les lois de restriction, M. E. R. Lewis répond en se plaçant sur le terrain national. « Notre but essentiel est de préserver notre unité. Quand on nous demande de quel droit ceux qui vinrent les premiers peuvent exclurent les autres, la seule réponse est : par le droit qu'ils avaient de fonder une nation pour eux et pour ceux qui les suivirent et parce que l'existence de cette nation est menacée par la désunion et la diversité ».

Nous avons vu que cette thèse avait triomphée, et que, appuyées sur des motifs autant politiques qu'économiques et sociaux, les lois récentes favorisaient l'introduction des éléments facilement assimilables. Le problème de l'assimilation a donc été résolu aux Etats-Unis par la sélection des individus et des races ainsi que par la restriction numérique de l'immigration. Ces mesures ont permis d'exercer et de développer, à l'intérieur du pays, sur les immigrants choisis, les actions qui les rapprochent des nationaux et les unifient avec eux.

CHAPITRE IV

LES EFFETS SOCIAUX DE L'IMMIGRATION

Importance des questions sociales et économiques. — Les conditions de logement. — La population des taudis. — Accroissement de la population urbaine au détriment de la population rurale. — L'accroissement du paupérisme par l'immigration. — La criminalité. — La maladie. — Le niveau de vie inférieur des immigrants. — Leur éducation.

Les conséquences sociales de l'immigration aussi bien que ses effets économiques ont une influence considérable sur les conditions de l'immigration elle-même. Les aspects sociaux et économiques sont en effet mis plus directement en évidence vis à vis de la population autochtone que ses conséquences ethniques, politiques ou démographiques et il n'est pas douteux que le jugement ou l'opinion de la masse électorale ont une influence très grande sur la politique suivie par la plupart des pays vis-à-vis des travailleurs étrangers.

Nous allons examiner ici quelques aspects sociaux de l'immigration qui sont caractérisés par le niveau de vie général des immigrants et qui concernent particulièrement les conditions de logement, le paupérisme, la criminalité, la maladie, etc... Nous traiterons la question de l'accroissement des salaires, celle du rendement du travail et celle des relations de l'immigrant avec les syndicats, en étudiant les aspects économiques de l'immigration.

Nous n'insisterons pas sur les conditions déplorables de logement des immigrants, qui ont déjà fait l'objet d'études

nombreuses. Nous indiquerons seulement que la population des taudis est représentée par les derniers arrivés, c'est-à-dire par ceux ayant le plus bas niveau de vie. Il est remarquable qu'aux Etats-Unis la population des taudis au cours du dernier siècle, fut constituée successivement par les Irlandais au temps de la vieille immigration, puis l'afflux de nouveaux immigrants amena des Polonais, des Italiens, des Russes, des Grecs, des Levantins, etc... qui remplacèrent successivement les anciens éléments pauvres. Il semble bien que l'entassement dans les logements, des nouveaux immigrants, à quelque race qu'ils appartiennent, soit un fait commun à tous les pays d'immigration et que jusqu'à présent la réaction contre cet état de fait et les déplorables conditions d'hygiène qu'il entretient ne se soit pas encore produite.

La cause de cette congestion réside, à n'en pas douter, dans le développement des centres industriels qui attirent non seulement la majorité des immigrants, mais aussi une partie importante de la population rurale du pays. Devant ce double afflux, le développement de l'urbanisme est impuissant à suivre l'accroissement de la population et il en résulte des conditions d'habitation déplorables pour les dernières couches sociales des populations qui sont en général formées par les derniers immigrants.

L'exemple des Etats-Unis est caractéristique à cet égard. De 1910 à 1920, la population urbaine s'y est accrue de 12 millions 192.826 habitants soit 28,6 %; pendant cette même période la population rurale n'augmentait que de 1.518.016, soit 3,1 % et la population urbaine dépassait pour la première fois la population rurale. Ce changement a été dû pour une grande part à la guerre et aux déplacements de population entraînés par le développement des industries pendant cette période. Il convient cependant de remarquer que bien qu'une portion importante des immigrants appartienne à l'agriculture, la plus grande partie de cette nouvelle main-d'œuvre se fixe dans les villes.

Une croyance généralement répandue dans les pays d'immigration est que les niveaux de la criminalité et du paupérisme sont très élevés dans les rangs des immigrants.

D'après les statistiques et les études faites par la Commission d'Immigration aux Etats-Unis, il semble bien que le paupérisme soit sensiblement accru par l'immigration. Ces résultats sont du moins valables pour l'époque où l'immigration était moins sévèrement contrôlée et plus libre qu'à l'époque actuelle. On peut donc admettre d'une façon certaine que l'immigration non sélectionnée accroît les charges de la communauté par suite de l'aide qui doit être apportée à une proportion relativement élevée d'indigents.

Certains auteurs admettent comme principales causes du paupérisme : le manque d'intelligence, le défaut d'instruction et d'expérience de la vie industrielle, le défaut de prévoyance, la possession d'une famille nombreuse. Il est certain que ces causes existent chez un grand nombre d'immigrants, principalement parmi ceux qui travaillaient dans l'agriculture dans des pays de civilisation moins développée et qui sont brusquement jetés parmi la masse des travailleurs industriels.

En ce qui concerne la criminalité, on doit reconnaître au contraire que les études faites et les statistiques publiées sur ce sujet ne semblent pas démontrer un pourcentage plus élevé chez les immigrants que chez les nationaux. Ce reproche que l'on entend souvent adresser aux immigrants, à la suite de crimes sensationnels commis par des étrangers, ne paraît reposer sur aucun fondement solide. Tout au plus a-t-on remarqué aux Etats-Unis que le genre de crimes commis par les immigrants différait de ceux commis par les nationaux. C'est ainsi que l'on reprocherait plus particulièrement à certaines catégories d'étrangers les associations secrètes de malfaiteurs ou la traite des blanches.

Le pourcentage des malades recueillis dans les hôpitaux semble être plus élevé dans le cas des immigrants que pour

les nationaux. Il paraît d'ailleurs normal que cette proportion suive celle des indigents.

Les observations de la Commission d'Immigration tendent également à confirmer la tendance de certaines catégories et même de certaines races d'immigrants à posséder un pourcentage d'aliénés ou de maladies mentales nettement supérieur à la moyenne du pays et à développer ce genre de maladie chez leurs ressortissants.

Si nous examinons maintenant les conditions générales de vie des immigrants, les statistiques données pour les Etats-Unis dans les rapports de la Commission d'Immigration montrent que les salaires moyens annuels des travailleurs de race blanche, nés dans le pays d'un père américain, nés dans le pays d'un père étranger, ou nés à l'étranger étaient respectivement de 666,566 et 455 dollars.

Certaines catégories d'ouvriers étrangers non spécialisés provenant en général des pays méditerranéens avaient encore des salaires inférieurs, au contraire les nouveaux immigrants spécialisés, en général d'origine nordique ou anglo-saxonne, ont un salaire moyen sensiblement supérieur à la moyenne même des salaires des nationaux.

D'autre part, le travail des femmes et des enfants est beaucoup plus répandu chez les immigrants que chez les travailleurs nés aux Etats-Unis. Il est difficile de dire dans quelle proportion le travail du chef de famille, ou même des divers membres de la famille peut suffire à assurer aux travailleurs un niveau de vie considéré comme normal. Les chiffres relevés par la Commission d'Immigration ne prouvent rien de bien certain et permettent seulement d'arriver aux conclusions générales suivantes : le niveau de vie d'un très grand nombre de familles d'immigrants, s'il dépendait seulement du salaire du chef de famille tomberait au-dessous de la moyenne; beaucoup d'entre elles, même en additionnant les salaires de tous les membres de la famille, ne peuvent atteindre ce niveau moyen.

Les mêmes catégories d'immigrants dont le niveau de vie parvenait difficilement à atteindre un degré convenable se montraient réfractaires à la pratique de la langue anglaise. C'est ainsi que les statistiques de la Commission d'Immigration révèlent que près de cinquante pour cent des travailleurs ou employés bulgares, grecs, sud-italiens, hongrois, polonais, portugais nés à l'étranger ne parlaient pas anglais. On avait d'ailleurs remarqué que le pourcentage de ceux susceptibles de s'exprimer en anglais augmentait naturellement avec la durée de leur résidence aux Etats-Unis. Un pourcentage moyen de 83 % d'employés nés à l'étranger, parlant anglais était atteint au bout de 10 ans de séjour minimum dans le pays.

Il faut remarquer également que les enfants se prêtent mieux à l'étude de la langue du pays d'immigration que les adultes, en raison de leur plus grande capacité d'adaptation et de leur fréquentation des écoles. Ceci est un point particulièrement important pour l'assimilation rapide des jeunes immigrants.

Les constatations faites aux Etats-Unis s'expliquent si l'on considère que ce sont ordinairement les pauvres et les mécontents et d'une manière générale les classes inférieures, qui émigrent. Quels que soient donc l'intérêt et les besoins en main-d'œuvre des pays d'immigration, ils ne doivent pas oublier que l'arrivée de travailleurs étrangers en nombre important entraîne une gêne sociale plus ou moins accusée et plus ou moins ressentie par les nationaux qui résulte de la présence même d'éléments allogènes ayant un niveau général de vie inférieur au leur.

Ceci explique la force avec laquelle ont été réclamées les restrictions aux Etats-Unis et dans les Dominions britanniques, où le maintien d'un niveau de vie élevé et le progrès du bien-être sont considérés par les populations comme le but principal à atteindre.

On peut admettre d'ailleurs, comme le font les partisans

des restrictions que le développement même de cette civilisation aide mieux, par l'exemple donné, les pays d'émigration à élever le niveau de vie de leur population que l'accueil favorable fait à un nombre plus ou moins grand de leurs ressortissants dans les pays d'immigration.

CHAPITRE V

LES EFFETS ECONOMIQUES DE L'IMMIGRATION

I

L'utilité de l'immigration au point de vue du développement industriel. — Objection relative au développement du machinisme et à la *rationalisation*. — L'accroissement du nombre des ouvriers non spécialistes dans l'industrie. — Caractères de la main-d'œuvre étrangère. — Son influence sur le niveau de vie des travailleurs nationaux. — Déplacement de l'activité de ces derniers. — Inconvénients de l'emploi d'étrangers dans les industries. — Rapports des ouvriers nationaux et des ouvriers étrangers. — Les organisations syndicales. — Les conclusions de Mrs Jenks et Lauck sur les conséquences économiques de la nouvelle immigration aux Etats-Unis. — La nécessité des restrictions.

Si en se plaçant aux points de vue démographique, politique et même social, l'immigration libre encourt de graves critiques, ne semble-t-il pas au contraire qu'elle soit justifiée lorsqu'on invoque le point de vue économique, qui, à notre époque, tend à prendre une importance de plus en plus grande.

Il est en effet indiscutable que le développement de l'industrie dans un pays provoque un accroissement de la demande de main-d'œuvre. Dans la plupart des cas, ce développement de l'industrie étant beaucoup plus rapide que celui de la population, la seule solution consiste à faire appel à la main-d'œuvre étrangère, aux immigrants originaires de pays moins développés au point de vue industriel et ayant un excédent démographique. L'exemple de l'Allemagne est caractéristique à cet égard. Ce pays, qui surtout depuis 1848, voyait par centaines de milliers ses nationaux émigrer, principalement aux

Etats-Unis, a, au fur et à mesure de son développement économique, restreint cette émigration et est même devenu un pays d'immigration, sa main-d'œuvre nationale étant devenue insuffisante pour satisfaire aux besoins sans cesse croissants de ses industries. C'est ainsi que des centres polonais importants se sont constitués au voisinage des houillères de Westphalie et surtout de Haute-Silésie. Suivant le mot de M. R. Gonnard « l'Allemagne rurale émigrerait, l'Allemagne industrielle n'émigre plus¹ ».

D'une façon générale, la prospérité d'un pays croissant avec son développement industriel et celui-ci étant fonction de la main-d'œuvre, l'immigration libre favorise donc cette prospérité en mettant à la disposition de l'industrie une main-d'œuvre abondante.

Si donc l'immigration favorise le développement économique d'un pays dans des conditions normales, il faut ajouter, que si ce pays, par suite de guerres, a vu sa population active nationale diminuer dans des proportions telles qu'elle est incapable, seule, de maintenir le niveau industriel existant, l'immigration peut devenir alors une impérieuse nécessité, tout au moins pendant le temps nécessaire à la réparation des pertes matérielles et démographiques subies.

Nous voyons donc l'utilité incontestable de l'immigration. Cette utilité, n'est, du reste, discutée par personne. On se borne à opposer, au point de vue économique, certaines conséquences relatives aux salaires, au développement du machinisme, etc...

Nous examinerons dans ce chapitre les arguments présentés par les partisans des restrictions à l'immigration et par ceux de l'immigration libre. Ces arguments sont développés dans les nombreux ouvrages écrits sur l'immigration, aux Etats-Unis surtout.

1. R. Gonnard, *L'Emigration européenne au XIX^e siècle*.

Nous avons signalé que le développement industriel de certains pays : les Etats-Unis, l'Allemagne, la France par exemple, croissait plus vite que le développement de leur population et qu'il s'ensuivait un appel à la main-d'œuvre étrangère.

Ne pourrait-on objecter à ceci que le développement du machinisme, les progrès de l'industrie tendent au contraire à restreindre l'emploi de la main-d'œuvre et qu'en conséquence il n'est pas nécessairement vrai que le développement industriel d'une nation soit lié à une politique d'accroissement démographique. On peut aussi, pour arriver au même but, réorganiser les méthodes anciennes de travail, augmenter le rendement de l'ouvrier et utiliser mieux ses forces pour lui faire produire davantage.

Nous citerons à ce sujet l'opinion de M. A. Bollack, exprimée à la suite d'un voyage d'études aux Etats-Unis, dans la communication à la séance de rentrée de la Société des Ingénieurs de l'Automobile du 15 octobre 1929.

« La question de la main-d'œuvre ne se pose pas actuellement aux Etats-Unis malgré les restrictions à l'immigration. C'est peut-être le fait des hauts salaires, mais surtout l'effet de la vente à crédit.

« En effet, l'ouvrier américain, avide de confort, trouve à acheter à crédit son automobile, sa maison, ses meubles, etc. La généralisation de cette méthode, si elle apporte à l'ouvrier et à sa famille un confort remarquable, a aussi pour résultat de l'endetter. Pour se libérer, il lui faut travailler et accepter les conditions de travail qui lui sont faites. Il les accepte d'ailleurs d'autant plus qu'elles ont pour résultat d'augmenter ses gains. Il en résulte que l'ouvrier américain accepte facilement les méthodes d'organisation du travail qui développent la production et permettent l'octroi des hauts salaires.

« On arrive ainsi à faire fonctionner les usines sans interruption pendant 24 heures, d'où une production rapide et économique, des prix de revient bas, des salaires élevés ».

C'est ainsi, que, pour citer un exemple classique, les usines Ford peuvent produire 7.800 voitures automobiles chaque jour, et que les salaires de ses ouvriers sont parmi les plus élevés de l'industrie américaine.

De tels résultats obtenus dans certaines branches de l'industrie américaine sont certes intéressants, mais d'une part il ne faut pas se hâter de généraliser — M. Bollack n'a eu en vue que l'industrie automobile — et d'autre part il ne faut pas oublier qu'on ne doit pas perdre de vue les conditions particulières des industries aux Etats-Unis qui constituent un large marché intérieur n'ayant son équivalent chez aucune autre nation, ce qui favorise la concentration des entreprises et une rationalisation très poussée de la production.

Ne pourrait-on dire d'ailleurs que la rationalisation industrielle a eu pour cause la pénurie de main-d'œuvre, aggravée par les lois de restrictions et pour conséquence, de réduire momentanément tout au moins la demande de main-d'œuvre. C'est l'effet qui est actuellement ressenti, mais il n'est pas démontré que les développements futurs de l'industrie américaine n'exigeront pas dans l'avenir un nouvel appel à l'immigration ouvrière. L'expérience a prouvé jusqu'ici que si l'introduction du machinisme en remplacement de la main-d'œuvre avait diminué la demande potentielle de nouveaux travailleurs, la rapidité du développement de l'industrie a été plus grande que les progrès de l'invention et que la quantité de main-d'œuvre employée par l'industrie a toujours été s'accroissant. Il convient donc d'attendre avant de porter un jugement définitif sur l'expérience américaine.

On peut d'ailleurs remarquer, d'une façon générale, que les nouveaux effectifs ouvriers employés dans l'industrie comprennent une proportion de plus en plus grande de non-spécialistes et de manœuvres. Les causes de cet état de choses sont nombreuses et les industriels encouragés et soutenus par les gouvernements de la plupart des pays s'efforcent d'y

remédier par divers moyens, tels que la création de cours d'apprentissage, d'écoles professionnelles, etc. Malgré ces efforts il semble que la proportion d'ouvriers spécialistes continue à décroître. Cet état de fait a eu une répercussion dans l'industrie et a été une cause indirecte du développement du machinisme et du remplacement des ouvriers spécialisés par des non-spécialistes, capables sans apprentissage préalable d'assurer la conduite des machines. Il est certain que la diminution du nombre d'ouvriers qualifiés et le développement du machinisme sont deux faits ayant entre eux une relation étroite et qui réagissent constamment l'un sur l'autre. Il est intéressant de noter que l'immigration ouvrière dans un pays quelconque contient une proportion moindre de spécialistes que la masse ouvrière du pays considéré. Par le fait même de son arrivée, elle tend donc à favoriser le développement du machinisme agissant ainsi contre les intérêts des ouvriers qualifiés nationaux et préparant pour l'avenir une limitation à l'immigration future.

Nous allons examiner dans quelles conditions la main-d'œuvre étrangère se présente généralement dans un pays d'immigration.

La majorité des immigrants appartiennent à la population rurale de leur pays d'origine. Ils ne peuvent donc, sans apprentissage préalable, prétendre à d'autres emplois que ceux de manœuvres dans l'industrie.

Il semblerait logique de diriger la plus grande partie de ces travailleurs vers les emplois agricoles qui, dans tous les pays, souffrent du délaissement des nationaux attirés vers les grands centres. Malheureusement, une des raisons pour lesquelles beaucoup d'immigrants s'expatrient est précisément l'attrait des villes. Ne pouvant trouver dans leur pays d'emploi dans les industries trop peu nombreuses, ils le cherchent à l'étranger et il serait vain de leur demander de retourner à la terre. Ce n'est donc qu'une minorité qui va renforcer l'effectif rural

du pays d'immigration. Encore cette minorité va-t-elle s'amoindrissant et un certain nombre de ceux qui étaient venus comme travailleurs agricoles, rejoignent-ils bientôt les usines. Nous examinerons plus loin les causes de cette désertion des campagne par les immigrants en France.

Un second caractère de l'immigration est l'ignorance complète par la plupart des immigrants, de la langue du pays où ils vont. Ce fait diminue encore leur possibilité d'apprendre un métier et les maintient dans les emplois d'ouvriers non qualifiés.

La plupart des travailleurs étrangers sont d'autre part dépourvus d'importantes ressources budgétaires. Il s'ensuit qu'ils sont obligés d'accepter les premières conditions de travail qui leur sont faites, quelles que soient ces conditions et il en découle souvent une instabilité dans leurs occupations. Ils sont aussi un niveau de vie inférieur à celui de la population nationale causé par leurs propres coutumes et aussi par leurs moindres gains. Ce niveau de vie inférieur entraînant une exigence moindre en ce qui concerne les salaires, il se produit un antagonisme avec les exigences des travailleurs nationaux.

S'il est difficile de dire que l'immigration a fait baisser le taux des salaires, il n'est pas moins incontestable qu'elle l'a empêché de s'élever. Elle est en effet provoquée par une demande de main-d'œuvre, et si le marché national restait fermé ou du moins peu ouvert, cette demande aurait pour conséquence une augmentation sensible des salaires. Cette hausse est évidemment enrayée par l'afflux des immigrants et leur acceptation sans discussion des conditions présentes du marché du travail¹.

1. Nous citerons à cet égard la conclusion de l'étude de Mrs Jenks et Lauck, ayant en vue plus spécialement l'émigration de l'Europe méridionale et orientale.

« Le bas niveau de vie de l'Européen méridional ou oriental, son acceptation facile d'un bas salaire et des conditions de travail existantes, son manque d'intérêt permanent envers la branche de l'industrie où il s'est dirigé, son attitude envers les organisations ouvrières, son progrès lent vers l'assimilation et son

Ceci a été constaté dans tous les pays d'immigration, notamment aux Etats-Unis. C'est ainsi que le professeur Tausig a pu écrire dans ses « *Principles of Economic* » : « La position du travailleur moyen aux Etats-Unis a été maintenue à son niveau le plus bas, seulement par l'arrivée continue du flot immigrant ». L'Américain, du fait de l'immigration, n'avait donc pas le niveau de vie qu'il aurait pu obtenir sans l'arrivée des travailleurs étrangers.

Cette opinion semble être démontrée par le développement considérable de la prospérité et du bien-être dans la masse américaine depuis quelques années, qui coïncide précisément avec l'application des restrictions à l'immigration.

A la vérité, il est juste de dire, que la situation inférieure des immigrants procure à certains nationaux des postes supérieurs qu'ils n'auraient pas occupés si la main-d'œuvre était restée entièrement nationale.

Il se produit en effet un déplacement de l'activité des travailleurs nationaux qui délaissent certaines professions et les abandonnent aux nouveaux venus¹.

manque de volonté qui lui fait accepter indéfiniment sans protester certains salaires et certaines conditions de travail ont rendu extrêmement difficile pour les vieilles classes d'employés l'obtention d'amélioration de leurs conditions ou d'augmentation de leurs salaires, depuis l'arrivée en nombre considérable de salariés européens méridionaux et orientaux.

« ...L'attitude de ces nouveaux éléments a constitué une opposition passive à l'amélioration des conditions de l'ouvrier américain, opposition qui a été des plus effective. »

1. Mrs Jenks et Lauck admettent que ces déplacements d'activité se sont manifestés de trois façons :

1° Un grand nombre de nationaux et d'anciens immigrants ont délaissé certaines industries, telles que les mines de charbon et les aciéries;

2° Une partie des employés nationaux qui sont restés dans ces industries ont monté en grade et occupent des emplois de confiance ou des spécialités techniques;

3° Dans la plupart des industries, telles que les mines, les aciéries, le textile, le verre, les enfants des Américains de vieille souche et des anciens immigrants germaniques ou anglo-saxons ne continuent pas le métier de leurs pères, soit parce que l'éducation technique ou générale qu'ils ont reçue leur permet d'aspirer à des emplois supérieurs, soit parce que les nouvelles conditions de travail résultant de l'emploi de nouveaux immigrants ne leur conviennent pas

Un autre grave défaut de la main-d'œuvre étrangère réside dans le fait qu'elle s'intéresse moins que la main-d'œuvre, nationale à l'œuvre économique à laquelle elle collabore. Ceci peut aisément être compris puisque trop souvent elle n'est que passagère et que son principal but est de gagner quelque argent qui lui permettra de mieux vivre à son retour au pays d'origine. Le seul remède à cet état d'esprit est de hâter les progrès de l'assimilation qui développera l'attachement du travailleur envers sa seconde patrie.

Nous avons déjà vu que le manque de caractère professionnel, d'une grande partie de la main-d'œuvre, et principalement des immigrants avait été une cause du développement du machinisme qui exige moins de qualités professionnelles. On peut ajouter que l'emploi de la main-d'œuvre étrangère est une source de dangers, et entraîne des conditions défectueuses de travail dans certaines industries¹.

Si l'on examine maintenant les rapports de la main-d'œuvre étrangère avec la main-d'œuvre nationale, on constate que dans la plupart des pays elles se sont opposées. La première, moins expérimentée, plus docile, moins organisée est en effet prête à accepter les taux existants des salaires et les conditions présentes de travail.

Aux Etats-Unis, son introduction dans les organisations de travailleurs s'est effectuée lentement et au prix de gros efforts, les immigrants ne manifestant que peu d'intérêt en-

soit enfin parce que l'opinion publique confère aux emplois autres que ceux occupés par les nouveaux immigrants, une plus forte valeur sociale et une plus grande considération.

1. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, au sujet des accidents dans les mines de charbon, le *Geological Survey* (Bulletin 333) exprime l'avis qu'un facteur important des accidents réside en la nationalité des mineurs. La plupart de ceux-ci sont nés à l'étranger; un grand nombre d'entre eux sont incapables de comprendre couramment l'anglais et un plus grand nombre encore de le parler et de l'écrire. Quelques-uns aussi sont inexpérimentés et ne prennent pas les précautions nécessaires pour leur propre sécurité et celle des autres. Ceci devient une menace sérieuse, à moins que les ouvriers ne soient retenus par un contrôle approprié.

vers la doctrine et la politique des syndicats. Dans les industries où la concurrence des immigrants pouvait directement se faire sentir, c'est-à-dire dans les industries employant surtout des manœuvres ou des ouvriers non spécialisés pour la conduite des machines, les organisations du travail ont été dans un grand nombre de cas submergées et amoindries¹. Souvent aussi, du reste, la politique patronale a consisté à employer à la fois des travailleurs de races différentes, de sorte que leur union devenant très difficile, il soit plus aisé de prévenir une action concertée de leur part.

Enfin certains auteurs américains attirent l'attention sur la difficile situation des travailleurs immigrants en cas de crise industrielle. Un grand nombre d'entre eux sont privés d'emploi et ceux qui n'ont pas les moyens ou ne peuvent pour des raisons politiques ou autres retourner dans leur pays d'origine tombent à la charge de la communauté.

Nous citerons les conclusions générales de MM. Jenks et Lauck sur les effets de la nouvelle immigration considérée sous ses aspects économiques. Ces conclusions sont retenues par la plupart des auteurs qui préconisent une politique de restrictions.

1° L'affluence des nouveaux immigrants, en assurant une main-d'œuvre suffisante a rendu possible le remarquable et rapide développement des mines et des manufactures aux Etats-Unis, depuis le début du xx^e siècle.

2° L'emploi développé d'immigrants originaires du sud et de l'est de l'Europe a sérieusement affecté la condition des Américains et des descendants des premiers immigrants originaires de la Grande-Bretagne et de l'Europe septentrionale, en provoquant des changements d'emploi et en retardant l'élévation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

1. Jenks et Lauck, *The Immigration Problem*, op. cit.

3° Le rendement industriel des travailleurs de la « nouvelle immigration » est resté faible par suite de leur manque d'instruction et de leur incapacité à parler anglais.

4° Pour les mêmes raisons, l'assimilation progressive et l'adaptation aux niveaux de vie et aux conditions de travail aux Etats-Unis ont été aussi très lentes.

5° Une conclusion qui revêt une très grande importance, a été développée dans des rapports sur l'enquête générale de la Commission d'Immigration aux Etats-Unis. Elle montre que le point de saturation a déjà été atteint du fait de l'utilisation des nouveaux immigrants dans les mines et manufactures. Etant donnés le rapide développement de l'industrie depuis trente ans et l'accroissement constant du nombre des Européens méridionaux et orientaux sur le marché du travail, l'assimilation politique ou sociale des nouveaux venus est devenue impossible et il est vain de chercher à les élever aux niveaux américains de rendement et de conditions de travail.

6° Les débats sur l'immigration ont été trop souvent placés sur les terrains sociaux et politiques. Ces aspects de la question ont toujours été présents à l'esprit du législateur.

Le problème principal est en réalité un problème essentiellement industriel et doit être considéré principalement sous ses aspects économiques ».

Il résulte de ces conclusions que, pour garantir un niveau de vie et des conditions de travail acceptables aux travailleurs américains, pour répartir équitablement les bénéfices des richesses naturelles américaines, et des progrès de l'industrie, pour maintenir l'esprit d'entreprise et l'émulation dans la recherche du progrès et l'amélioration du rendement, il est nécessaire de limiter le nombre des immigrants aux Etats-Unis.

On remarquera que ces conclusions atteignent principalement ce qui est appelé la nouvelle immigration c'est-à-dire l'immigration provenant des états du sud et de l'est de l'Eu-

rope. Outre les considérations ethniques, sociales et économiques que l'on fait valoir contre elle, on pourrait ajouter que cette immigration est surtout attaquée parce qu'elle est la plus importante et que l'immigration d'origine nordique, germanique ou anglo-saxonne a considérablement diminué et ne semble pas être en mesure de regagner le terrain perdu; elle n'est donc plus dangereuse.

On peut aussi remarquer que les mêmes objections faites actuellement à la nouvelle immigration avaient été faites auparavant à l'ancienne immigration. Les millions d'Irlandais et d'Allemands qui, depuis 1848, vinrent aux Etats-Unis étaient pour la plupart pauvres, dépourvus d'instruction, accoutumés à un niveau de vie très bas. On sait également combien les conditions de travail étaient défectueuses à cette époque. Quant au reproche d'assimilation difficile, nous avons vu précédemment que les organisations d'anciens immigrants, Irlandais et Allemands notamment, qui étaient les mieux constituées, étaient aussi celles qui s'opposaient le plus à la fusion complète et à l'américanisation intégrale de leurs membres.

On peut donc retenir de ceci que les conclusions qui paraissent viser la nouvelle immigration s'appliquent en réalité à toute l'immigration. Le caractère général de leurs objections ne laisse d'ailleurs aucun doute à cet égard.

Il n'est pas douteux non plus que ces observations peuvent s'appliquer aussi à tous les pays d'immigration.

Les immigrants d'une même origine apportent avec eux leurs défauts et leurs qualités, quels que soient les pays qui les reçoivent d'une part et d'autre part les conditions de développement industriel ne sont pas sans présenter quelque analogie dans tous les pays.

II

Les arguments des partisans du libéralisme en matière d'immigration. — Le chômage et l'immigration. — Les causes du chômage. — Relation entre la surpopulation et l'immigration. — Effet de l'immigration sur les salaires. — L'immigration permet certains progrès sociaux. — La guerre et l'immigration. — Son arrêt. — Les résultats de cet état de fait aux Etats-Unis. — Appel à la main-d'œuvre mexicaine. — Mouvements intérieurs de population. — Influence sur le taux des salaires et le niveau de vie. — Accroissement des grèves. — Ces effets malheureux ne peuvent être attribués seulement à la cessation de l'immigration. — Autres effets des restrictions : moindre développement des industries nationales; dépeuplement plus accentué des campagnes.

Nous allons maintenant examiner les arguments de ceux qui restent partisans d'une immigration libre, réserve faite bien entendu de certaines catégories d'individus indésirables pour causes de maladies physiques ou mentales, pour causes morales, etc.

Nous rappellerons tout d'abord que la plupart des partisans comme des adversaires des restrictions à l'immigration s'accordent pour donner aux considérations économiques, le pas sur les autres considérations d'ordre ethnique, social et politique, qui, jusqu'à ces dernières années, avaient principalement retenu l'attention du législateur.

Un tel revirement est certainement dû au fait que le point de vue économique est plus sensible à la grande masse de la population directement atteinte par la concurrence de la main-d'œuvre étrangère — et qui manifeste son opinion par son bulletin de vote.

On peut admettre que ces dernières considérations n'ont pas été étrangères à l'adoption des lois de restrictions aux Etats-Unis et dans les Dominions britanniques, lois qui ont eu pour effet direct la limitation de la concurrence sur le marché du travail.

Certains considèrent l'immigration sinon comme la cause principale du chômage, du moins comme la raison de son aggravation dans un état économique déterminé.

Afin de pouvoir examiner l'influence de l'immigration sur le chômage, il est nécessaire de préciser les causes de ce dernier.

Il faut tout d'abord remarquer que si le chômage dans la forme sous laquelle il nous apparaît, est un phénomène inhérent au mode d'organisation industrielle moderne, ce n'est pas un phénomène nouveau. De tous temps, dans les pays purement agricoles comme dans ceux où l'industrie s'est développée à un degré plus ou moins grand, il y eût des périodes pendant lesquelles l'ensemble des travailleurs ou une partie de ceux-ci n'avaient plus qu'une activité réduite.

On remédiait à cette inactivité temporaire, dans les campagnes par exemple, en se livrant pendant les mois d'hiver à des travaux accessoires qui variaient suivant les pays et les régions.

Vint le développement de l'industrie. L'exode rural qui en résulta fut général dans tous les pays. Les travaux de remplacement à la ferme ou au village, ont peu à peu disparu et n'ont pas trouvé d'équivalent lorsqu'il s'est agi de pallier aux mortes-saisons industrielles.

La cause la plus générale du chômage réside en effet dans les variations d'activité saisonnières. Ces variations dépendent soit de l'état du temps : corporations du bâtiment ; soit des coutumes sociales : modes, habillement, etc. Pendant la période de pleine activité, la demande de main-d'œuvre est en général supérieure à l'offre, de sorte que la durée du travail journalier est souvent augmentée. Dans les périodes d'activité réduite, au contraire, non seulement la durée journalière du travail est ramenée au-dessous de la moyenne, mais un certain nombre de salariés sont réduits à l'inactivité complète. Il faut remarquer cependant que si les variations d'activité sont communes à toutes les industries, le développement de ce que l'on appelle la grosse industrie a réduit au minimum les variations d'emploi de la main-d'œuvre, en régularisant

le travail sur toute la période annuelle et en constituant des stocks pendant les périodes de vente réduite, qui permettent la satisfaction des demandes d'achat au moment voulu.

Le problème demeure cependant entier pour ce qui est de la petite et la moyenne industrie. Seuls les non-spécialistes appartenant aux catégories atteintes par la crise saisonnière peuvent trouver du travail, s'il se trouve à ce moment dans la région des industries qui produisent au maximum. Cette compensation se fait en général dans une mesure assez faible et ne peut être envisagée comme la solution du problème du chômage.

Si l'on considère, d'autre part, qu'il y a constamment dans tout pays industriel un certain nombre de chômeurs, on en vient donc à se demander si une cause du chômage ne proviendrait pas d'un accroissement trop rapide de la population, résultant soit de son accroissement propre, soit de l'apport de l'immigration.

Remarquons cependant que parmi les industries où se produit un chômage régulier, figurent précisément celles qui viennent de se développer rapidement et qui, par suite, ont eu besoin d'un nouveau contingent de main-d'œuvre. L'état normal de chaque industrie semble être en effet de disposer d'une main-d'œuvre non seulement suffisante en nombre mais même légèrement en excès. La conséquence directe de ce régime est l'existence permanente du chômage tenant lieu de réserve de main-d'œuvre pour l'industrie.

« Le chômage, envisagé de ce point de vue, dépendrait donc de la forme ou de la nature de la demande de main-d'œuvre et non pas de sa quantité disponible. Ce problème n'a donc rien de commun avec celui de la surpopulation¹ ».

Il semble toutefois que l'état de chômage latent dont nous avons parlé puisse être, dans certains cas, aggravé par l'im-

1. W. H. Beveridge, *Unemployment, a Problem of Industry*.

migration. C'est ainsi que la Commission d'Immigration aux Etats-Unis constatait dans son rapport que « le point de complète saturation a déjà été atteint dans l'emploi des nouveaux immigrants dans les mines et manufactures » et qu'« avec le remarquable développement de l'industrie dans les dernières années, a été créé un excès de main-d'œuvre non spécialisée, qui s'accuse dans la régression du nombre de jours de travail ».

En conséquence, l'immigration qui apporte surtout un contingent de manœuvres tendrait donc à renforcer le chômage existant.

On peut d'autre part considérer le chômage et l'immigration comme les conséquences d'un état économique à un moment donné. Ce qui produit le développement des affaires, réduit le chômage et attire les immigrants, ce qui réduit le volume des affaires, augmente le chômage et réduit l'immigration d'une part en diminuant le nombre de ceux qui arrivent et d'autre part en augmentant le nombre de ceux qui retournent dans leur pays d'origine.

Il n'est donc pas exact de dire que l'immigration est la principale cause du chômage et il ne semble pas non plus que sa restriction puisse le supprimer puisqu'il dépend en grande partie de la régularité de l'activité des industries¹. En résumé, l'immigration ne ferait donc que combler le déficit de main-d'œuvre d'un pays.

Si l'on étudie maintenant l'effet de l'immigration sur les salaires, on ne peut assurer davantage qu'elle les réduit. Tout au plus est-elle un frein à une hausse excessive qui

1. Citons à l'appui de cette thèse l'exemple de l'Australie dans les années précédant 1914. Avec une population totale inférieure à celle de l'Etat de New-York, elle avait un chômage supérieur à celui de cet Etat qui, cependant, recevait des masses d'immigrants. En Australie, d'autre part, l'émigration dépassait l'immigration. Le chômage était donc dû à une économie défavorable et non pas à l'affluence d'étrangers.

serait d'ailleurs néfaste au développement de l'industrie et qui de ce fait servirait elle-même de frein et ramènerait les salaires à un taux normal. Nous avons au contraire déjà indiqué qu'un certain nombre de travailleurs nationaux occupent du fait de l'immigration une situation plus élevée et voient donc leur situation s'améliorer.

Au point de vue social, en mettant à la disposition de l'industrie une main-d'œuvre plus nombreuse, l'immigration a permis la réduction des heures de travail, sans diminution correspondante du gain journalier grâce au perfectionnement du machinisme et à l'augmentation du rendement de l'ouvrier, provoquée elle-même indirectement et partiellement par la moindre durée du travail.

Enfin, nous mentionnerons, sans développer ce point, que dans un grand nombre de cas les immigrants sont entrés largement dans les associations ouvrières existantes et qu'ils ont montré un esprit de solidarité efficace avec leurs camarades d'origine nationale.

En résumé, il ne se poserait donc pas un problème de l'immigration, mais un problème d'organisation du travail.

L'expérience de la guerre a, dans la plupart des pays, créé un champ favorable à la restriction de l'immigration et de nombreuses études ont été faites à ce sujet afin de mettre en évidence les conséquences d'une restriction trop absolue.

La guerre a en effet signifié un arrêt presque complet de l'émigration européenne, puisque la plupart des Etats européens et principalement ceux de l'est et du sud qui fournissaient le plus fort contingent d'émigrants : la Russie, l'Autriche-Hongrie, les pays balkaniques, l'Italie, se trouvèrent engagés dans les hostilités, et que, de plus, le blocus exercé par les belligérants rendait à peu près impossible la continuation des relations normales entre les continents.

D'autre part, l'appel sous les armes d'une partie de la population masculine et les besoins d'organisation industrielle

et de production intensive de matériel de guerre créèrent une demande impérieuse de main-d'œuvre qu'il fallut satisfaire.

Dans les pays européens, les remèdes apportés à cet état de choses furent un appel à la main-d'œuvre féminine et au travail des hommes âgés et des enfants. Dans les pays qui conservaient la liberté de communications maritimes, en France notamment, on fit venir des travailleurs coloniaux et chinois.

Les pays européens cependant ne faisant pas appel à une immigration importante avant la guerre, ne furent pas sensiblement touchés par sa disparition. Au contraire, même, les pays d'émigration engagés dans les hostilités trouvèrent dans cet arrêt, certaines ressources en main-d'œuvre qui leur permirent de contrebalancer en partie les effets de la mobilisation.

Les effets de la cessation brutale de l'immigration, du fait de la guerre, peuvent être le mieux étudiés aux Etats-Unis. Ce pays, qui prohibait déjà l'entrée de son territoire aux Asiatiques, vit son immigration européenne réduite à un niveau très bas.

Nous donnons, ci-dessous, les chiffres de l'excédent de l'immigration sur l'émigration aux Etats-Unis de 1910 à 1920 d'après l'*Annual Report of the Commissioner General of Immigration*.

<i>Années</i>	<i>Excédent en milliers</i>	<i>Années</i>	<i>Excédent en milliers</i>
1910	840	1916	169
1911	584	1917	229
1912	505	1918	16
1913	890	1919	17
1914	915	1920	142
1915	123		

(Les chiffres afférents à chaque année, se rapportent à l'année fiscale, c'est-à-dire finissant au 30 juin).

Nous voyons donc que l'excédent de l'immigration qui, pour l'année se terminant au 30 juin 1914 était de 915.000 unités tombe à 123.000 en 1915 puis 169.000 en 1916, 229.000 en 1917, 16.000 en 1918 et 17.000 en 1919.

Or, à partir du printemps 1916, les Etats-Unis devinrent un gros producteur de matériel pour les alliés. La demande de main-d'œuvre dépassa largement l'offre. L'année suivante, leur entrée en guerre retira plus de deux millions de travailleurs à l'industrie.

Dans ces conditions un appel fut fait à la main-d'œuvre mexicaine et de 1917 à 1920, 50.800 Mexicains vinrent travailler aux Etats-Unis sous le contrôle de l'Administration. Il se produisit également un déplacement considérable des travailleurs dans tous les Etats vers les centres industriels. En particulier un grand nombre de nègres des Etats du Sud vinrent travailler dans les Etats du Nord où les salaires offerts étaient supérieurs.

D'une façon plus générale d'ailleurs il se produisit un mouvement de la population rurale vers les villes. Les régions agricoles ne furent pas sans souffrir de cet exode, particulièrement les Etats du Sud.

Comme en Europe, l'emploi des femmes et des enfants se développa également dans l'industrie. Les mêmes causes les attirèrent : d'une part l'attrait des salaires élevés, d'autre part la nécessité de trouver des ressources pour faire face au coût sans cesse croissant de la vie.

Il semblerait donc que le taux des salaires ait dû s'accroître pendant cette période et c'est en fait ce qui se produisit. Mais le coût de la vie s'accrut plus vite encore et il résulte des nombreuses études faites sur cette question¹, suivant l'expression du professeur Litman « qu'il ne semble pas que

1. En particulier : A. M. Bing, *War time Strikes*; Paul H. Douglas et Francis Lamberson, *The Movement of Real Wages*; Simon Litman, *Prices and Price Control in Great Britain and the United States during the World War*.

les salaires se soient élevés aussi rapidement que le prix des denrées ».

Les travailleurs luttèrent afin de garder leur niveau antérieur de vie, et dans cette lutte, ils ne furent pas toujours heureux. Les grèves furent sensiblement plus nombreuses qu'avant la guerre. La plupart d'entre elles, furent conduites par les syndicats; la moyenne annuelle du nombre de grévistes de 1916 à 1918 s'éleva à 1.210.000.

« Le retard des salaires à s'adapter à la hausse générale des prix ne peut donc, comme l'écrit M. J. A. Hourwich¹ être expliqué par la passivité des immigrants salariés qui, dit-on, sont prêts à accepter les conditions que leur font les employeurs ».

Une autre preuve que le travailleur ne peut être tenu pour responsable de l'abaissement du salaire réel réside dans le fait que les salaires des manœuvres des industries du fer et de l'acier s'élevèrent très sensiblement alors que ceux d'autres spécialités employant de préférence des ouvriers américains, tels les mécaniciens de locomotives, furent insuffisants pour maintenir un niveau de vie normal.

Il semble donc d'un point de vue général que la suppression quasi absolue de l'immigration aux Etats-Unis pendant la guerre n'ait eu en définitive que peu de conséquences heureuses. Elle entraîna en effet la réduction du pouvoir d'achat des salaires, l'augmentation de la journée de travail, le développement du travail des femmes et des enfants, un exode rural vers les villes et l'appauvrissement de la main-d'œuvre agricole.

Il serait injuste toutefois d'attribuer tous ces résultats uniquement à la réduction de l'immigration.

Ces effets furent ressentis dans tous les pays qui prirent une part active à la guerre. L'immigration eut-elle continué

1. Isaac A. Hourwich, *Immigration and Labor*, B. W. Huebsch, Inc. New-York, 1922. D'après cet auteur, le pouvoir d'achat des salaires de 1918 ne serait que les 77 centièmes des salaires de 1913.

dans les mêmes proportions qu'avant la guerre, qu'elle n'eût été qu'un palliatif insuffisant et les mêmes effets se furent produits, bien que sur une moindre échelle, ou bien encore l'activité de la production se serait développée dans la proportion même de l'arrivée des immigrants et les conséquences énoncées plus haut seraient restées les mêmes.

Il nous paraît donc difficile de tirer des conclusions définitives du fait de la guerre. Les arguments des partisans et des adversaires des restrictions s'opposent sur ce point. Tout ce que l'on peut dire, c'est que dans de tels cas de surproduction intensive, la venue de nouveaux travailleurs qui peut empêcher l'augmentation de la durée journalière du travail, l'emploi des femmes et des enfants dans les industries malsaines ou pénibles, une attirance trop grande des travailleurs des champs vers les villes est à désirer pourvu qu'elle s'accompagne d'une réorganisation, ou, pour employer la terminologie en cours, d'une rationalisation des industries afin d'éviter les maux qu'apporte la période de dépression qui s'ensuit.

Les partisans de la liberté d'immigration apportent encore à l'appui de leur thèse, un argument basé sur l'internationalisation du capital. Nous citerons encore M. Hourwich.

« Les lois sur l'immigration peuvent empêcher le capitaliste américain d'employer la main-d'œuvre étrangère aux Etats-Unis. Mais dans les conditions commerciales présentes, il peut trouver intérêt à employer la même main-d'œuvre en Europe, pour la fabrication de marchandises destinées au marché mondial. La réduction de la demande de main-d'œuvre sera compensée alors par une offre moindre aux Etats-Unis ».

Il résulterait de ce raisonnement que l'ouvrier américain ne pourrait attendre de la réduction de l'immigration aucune amélioration de sa condition puisque la proportion entre l'offre et la demande de main-d'œuvre tend à rester constante.

Cependant le développement récent et la réorganisation

de l'industrie aux Etats-Unis ont permis au contraire, en réduisant l'emploi de la main-d'œuvre, d'augmenter le rendement, d'intensifier la production, d'abaisser le prix de revient et de pouvoir ainsi offrir à l'ouvrier un salaire plus fort conduisant à une élévation de son niveau de vie.

Enfin, disent encore les partisans de la liberté, quand on parle du chômage, il faut avoir bien soin de diversifier les industries. Par exemple la terre peut manquer de bras et certaines industries saisonnières avoir des chômeurs. Il serait dangereux d'arrêter l'immigration en ne s'inspirant que d'un seul point de vue. Les problèmes sont multiples et il faut donc des solutions multiples, et par suite, une législation souple, plutôt que des règles absolues.

Il paraît bien que ce point de vue, plus sage que les doctrines rigides exposées ci-dessus, soit plus proche de la vérité. S'il n'a pas triomphé aux Etats-Unis, son application en France, a, comme nous le verrons ultérieurement, donné des résultats satisfaisants.

Nous résumerons pour terminer, les objections présentées par les adversaires des restrictions à l'immigration aux Etats-Unis. D'après ces auteurs¹, les restrictions auraient en définitive pour conséquences un moindre développement de l'industrie et donc un accroissement possible du chômage, qui atteindrait alors les nationaux, le remplacement par les éléments ruraux de la main-d'œuvre étrangère absente et donc un dépeuplement plus accentué des campagnes, l'accroissement du travail des femmes et des enfants, le moindre développement de certaines industries qui exigent une main-d'œuvre nombreuse, le ralentissement de certaines autres et, par suite, une tendance au maintien et même à l'abaissement des salaires actuels.

Il faut reconnaître que les résultats de l'expérience faite,

1. En particulier Isaac A. Hourwich, *op. cit.*

n'ont pas vérifié ces sombres pronostics, du moins en ce qui concerne le développement industriel et la question du niveau de vie ouvrière. Si l'on considère, d'autre part, que, malgré les restrictions, la crise économique présente entraîne le chômage partiel ou total de plusieurs millions de travailleurs aux Etats-Unis on doit convenir, tout en en déplorant l'application brutale et certaines tendances, que les lois de restrictions américaines peuvent être justifiées aux points de vue économique et social.

CHAPITRE VI

VUE D'ENSEMBLE DU PROBLÈME DE L'IMMIGRATION

Nous avons examiné dans les pages précédentes quelques aspects caractéristiques de l'immigration et de ses effets dans les pays de grande immigration, particulièrement aux Etats-Unis. Les partisans des restrictions considèrent ces effets politiques, sociaux ou économiques, comme défavorables à l'intérêt général de la nation et leur propagande, couronnée de succès par le vote des diverses lois de restrictions dans les pays de race anglo-saxonne, s'est efforcée d'attirer l'attention sur les inconvénients de l'immigration libre. Leurs arguments sont d'ailleurs de valeur inégale. Certains se référant à l'accroissement du paupérisme et des charges publiques causé par l'immigration et concluant à l'exclusion de certaines catégories d'immigrants indésirables pour diverses raisons, ont été admis par tous les pays d'immigration. Ces pays ont donc pris des mesures pour fermer l'entrée de leur territoire à ces catégories et réduire ainsi le nombre de ceux susceptibles de tomber à la charge de la communauté.

Les objections faites à l'immigration encouragée et même provoquée par les agences et les compagnies de transport étaient également justifiées. Si certains immigrants sont encore attirés par les facilités que leur offrent des parents ou amis

émigrés avant eux, du moins la plus grande partie d'entre eux ne part-elle qu'assurée de trouver du travail et de répondre aux besoins économiques du pays d'immigration et non plus pour le seul profit d'intermédiaires.

Nous ne dirons rien du reproche fait à l'immigration de modifier le type physique et les caractères de la race du pays. La modification du type physique semble se faire d'ailleurs plutôt chez les immigrants. On cite à l'appui de cette thèse l'étude du professeur américain Franz Boas sur « les changements dans les formes du corps des descendants des immigrants ». Quant aux caractères et aux vertus de la race, les avis sont partagés et il ne semble pas que nos connaissances actuelles sur le mélange des races permettent de se prononcer sur l'amélioration ou au contraire sur la régression de la race originaire.

On s'est aussi élevé contre l'entrée en grand nombre des immigrants et leur concentration dans certaines régions, fait général en tout pays. On peut répondre à cela, que la concentration des ouvriers étrangers dépend des besoins économiques, comme doit en dépendre du reste leur entrée même dans le pays. C'est en conséquence aux pouvoirs publics à prendre des mesures pour régulariser et diriger cette immigration selon les conditions locales.

Aux inconvénients d'ordre économique qui concernent le chômage, la régression du niveau de vie ouvrier, on peut remédier par une meilleure répartition des nouveaux travailleurs. Il faut aussi considérer que l'aide apportée par l'immigration au développement général du pays concourt à améliorer la situation de tous ses habitants.

Il reste donc enfin l'argument le plus sérieux des partisans des restrictions : l'argument politique, le défaut d'assimilation rapide et la création de minorités allogènes au milieu du pays.

Certes, lorsque l'on constate la présence de colonies étrangères

de races diverses, vivant selon leurs coutumes, avec les institutions qui leur sont propres et pratiquement isolées des nationaux, comme cela s'est produit aux Etats-Unis, il faut admettre que l'assimilation de tels éléments est nécessairement très lente et que des mesures s'imposent pour conserver à la nation son caractère ethnique et la continuité de sa politique nationale. Ces problèmes sont évidemment des plus délicats à résoudre, mais à notre avis, ils ne doivent pas être un obstacle à la satisfaction des besoins de l'économie générale du pays.

TROISIÈME PARTIE

Les effets de l'immigration en France

CHAPITRE PREMIER

CONSIDERATIONS GENERALES SUR L'IMMIGRATION EN FRANCE

Les causes générales de l'immigration en France ont été décrites par de nombreux auteurs. Nous nous référerons particulièrement à l'étude détaillée et très documentée de M. W. Oualid concernant les principales causes : démographiques, économiques et politiques de l'immigration ouvrière¹.

Nous rappellerons brièvement que les causes démographiques sont dues au ralentissement de la natalité française, à l'augmentation de la population des pays d'émigration, principalement des pays de l'Europe méridionale et orientale, enfin aux difficultés d'accès aux anciens pays d'immigration. Les causes économiques se manifestent surtout par une augmentation sensible de la population urbaine par rapport à la population rurale, par un accroissement de la production industrielle, par la nécessité du relèvement rapide des régions dévastées par la guerre. Enfin, au point de vue social, c'est par une certaine *aristocratisation* de la classe ouvrière française qui abandonne certains métiers, particulièrement pénibles, aux travailleurs étrangers; c'est aussi l'effet de la

1. W. Oualid, *L'Immigration ouvrière en France et ses causes* (*Revue d'Economie politique*, novembre-décembre 1928).

mise en application de certaines lois, comme la loi de huit heures, qui ne sont pas suivies ou précédées d'un perfectionnement de l'outillage ou d'une organisation meilleure de la production, permettant de maintenir un rendement constant à la journée de travail de l'ouvrier. Les causes politiques sont nées des conséquences de la guerre et des bouleversements politiques qui en sont résultés dans de nombreux pays : Russie, Hongrie, Grèce, Pologne, Espagne, Italie.

Il résulte de l'étude de ces causes, que les sources de l'immigration ouvrière en France sont constituées précisément par les pays de l'Europe méridionale et orientale qui présentent à la fois un excédent démographique, un développement économique insuffisant et dont les troubles politiques ont en outre favorisé la tendance à l'émigration chez certains éléments.

Réserve faite de l'immigration due à des causes politiques, qui, en général, se compose d'individus d'un niveau plus élevé que la moyenne, nous devons remarquer que les autres catégories d'immigrants ne doivent nous apporter que des éléments dont le niveau de vie et la culture sont inférieurs aux nôtres. Du reste, cette immigration est précisément celle que les Américains désignent sous le nom de *nouvelle immigration* et qui a fait l'objet, à divers points de vue, des reproches que nous avons précédemment examinés.

Il convient donc d'étudier si, étant donné les conditions particulières de leur adaptation sur le sol français, ces éléments méritent qu'on leur adresse les mêmes objections et qu'on soit amené par suite à envisager sinon une restriction partielle, du moins une sélection et un contrôle plus rigoureux de l'immigration.

CHAPITRE II

LES EFFETS DEMOGRAPHIQUES DE L'IMMIGRATION EN FRANCE

L'immigration et le taux de natalité en France. — La proportion de population étrangère dans les recensements de 1891 à 1926. — Le déficit de la population nationale. — La nécessité de l'immigration compensatrice. — La nuptialité française et étrangère. — Le taux de natalité française et le taux de natalité de la population immigrée. — Les causes des différences. — La population scolaire étrangère en France.

Nous avons vu que, selon certains auteurs, par suite de la réduction du taux de la natalité américaine, attribuée au développement de l'immigration étrangère, la population des Etats-Unis n'est actuellement pas plus élevée et peut être même moins que si la population originaire s'était librement développée et accrue selon un rythme constant.

Bien que les conditions soient profondément différentes entre les Etats-Unis d'alors, pays neuf, vaste, peu peuplé et la France d'aujourd'hui où la densité de la population est de 74 habitants au km², on ne pourrait nier qu'une immigration intensive, apportant avec elle la menace du chômage ou même simplement la crainte de ne pouvoir élever le niveau de vie présente, n'ait une influence déprimante sur le taux de la natalité des populations ouvrières.

On ne saurait prétendre cependant que le facteur de l'immigration ait une influence prépondérante. Au contraire, étant donné le taux de la natalité actuelle en France (186

pour 10.000 habitants), il semble qu'il ne pourrait être encore sensiblement réduit, particulièrement pour la population ouvrière urbaine. Même si l'on supposait une diminution de ce taux, il est vraisemblable que l'immigration étrangère produirait quand même un excédent net de population ouvrière, défalcation faite des pertes dues à une décroissance éventuelle de la natalité.

De plus, on peut admettre avec certitude, que les nouveaux éléments adjoints à la race française, étant plus prolifiques que les autochtones, ce qui est un fait d'expérience générale, le taux de natalité moyen aurait des chances de progresser ensuite, pourvu que des mesures soient prises pour réglementer l'immigration, si elle était trop forte, et parer aux inconvénients qu'elle aurait pu engendrer.

Il ne semble donc pas, en définitive, qu'une immigration, même abondante, mais contrôlée et réglementée puisse être une cause permanente d'abaissement du taux de la natalité dans un pays comme la France.

Examinons, maintenant, les conséquences présentes de l'immigration étrangère. Les statistiques publiées par le Ministère de l'Agriculture¹ montrent que la population étrangère se répartissait comme suit aux divers recensements depuis 1891.

Date des recensements	Nombre des étrangers	Pourcent. de la pop. totale
1891	1.101.798	2,87
1896	1.027.491	2,67
1901	1.037.778	2,67
1906	1.009.414	2,56
1911	1.132.696	2,86
1921	1.550.449	3,96
1926	2.507.635	6,15

1. Ministère de l'Agriculture : *Statistiques de l'Immigration de 1918 à 1926* (Imprimerie Nationale, 1927); *Enquête sur les étrangers* (Imprimerie Nationale 1929); *Annuaire statistique de la France*.

L'accroissement de la proportion du nombre des étrangers, très accusé depuis 1921, a provoqué les inquiétudes de certains et donné à la question de l'immigration étrangère un intérêt sans cesse croissant.

La population totale étant de 38.343.000 habitants en 1891 et de 40.743.000 en 1926, on doit remarquer que cette augmentation de 2.400.000 unités se compose, en chiffres ronds, de 1.000.000 de Français contre 1.400.000 étrangers venus depuis 1911. Si l'on considère d'autre part que les départements recouvrés du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle sont compris dans le recensement de 1926 et comptent 1.630.000 Français, on voit que le déficit démographique de la France, sur le territoire de 1914, s'élevait à 630.000 unités, sur les chiffres du recensement de 1891.

Certes, la guerre et ses conséquences néfastes, doit être tenue pour responsable de cette situation, mais telle que celle-ci apparaît, elle suffit à mettre en évidence la nécessité d'un appel prolongé à la main-d'œuvre étrangère, aussi bien pour réparer les désastres matériels causés par l'invasion, que pour permettre le développement économique du pays et l'exploitation normale de ses richesses. La menace de la concurrence des autres pays, qui, beaucoup moins éprouvés par la guerre, présentent, au contraire du nôtre, un excédent démographique important et sont ainsi favorisés sur le terrain de la production, est aussi un facteur qui doit nous encourager à attirer chez nous une population laborieuse étrangère sans laquelle notre production agricole et industrielle serait insuffisante, ce qui nous contraindrait à importer des produits étrangers pour la satisfaction de nos besoins nationaux et le développement de notre domaine colonial. Ne vaut-il pas mieux produire sur notre territoire, à l'aide d'une main-d'œuvre étrangère ce dont nous avons besoin plutôt que de l'importer ? Dans un cas comme dans l'autre, certes, les produits sont fabriqués par des ouvriers étrangers, mais les avantages de la production

agricole ou industrielle en France, contrôlée par des capitaux et dirigée par des cadres français sont si évidents aussi bien pour la prospérité générale du pays que pour les intérêts particuliers des nationaux intéressés à un titre quelconque à ces industries, ou à ces cultures, que la nécessité d'une immigration satisfaisant les besoins économiques qui se manifestent ne fait aucun doute. Nous voyons donc que le recours à une immigration ouvrière, compensatrice du déficit démographique créé par la guerre est indispensable.

Nous avons indiqué, aussi, que placé dans des conditions totalement différentes des Etats-Unis du xix^e siècle, il y avait peu de chances pour que cette immigration se traduise en définitive par le remplacement quelques années à l'avance d'éléments français par des étrangers. Il apparaît au contraire vraisemblable, que si l'immigration étrangère est soigneusement contrôlée et admise strictement pour couvrir des besoins déterminés, le taux de la natalité en France ne peut s'en ressentir d'une façon défavorable.

Il nous reste donc, à voir, au point de vue démographique, ce que donnent les éléments étrangers introduits en France.

On trouvera à l'annexe J les statistiques des ouvriers étrangers introduits et rapatriés de 1920 à 1929.

Si nous prenons comme base l'année 1926, nous rappellerons que sur une population totale de 40.743.851 habitants, on comptait 38.236.216 Français et 2.507.635 étrangers. Pendant la même année, sur 345.415 mariages, il y eut 3.282 mariages de Français avec une étrangère; 11.556 mariages de Françaises avec un étranger et 12.883 mariages d'étrangers entre eux. Il y eut 650.226 individus français qui contractèrent mariage, soit 17 ‰ contre 40.604 étrangers soit 16 ‰. La proportion est donc sensiblement la même.

Par contre, correspondant à cette population en 1926, sur 744.000 naissances en 1927 on évaluait approximativement

684.000 Français et 60.000 étrangers, soit pour une moyenne de 182 naissances pour 10.000 habitants, 180 naissances françaises et 237 naissances étrangères pour ce même nombre. Il y a donc un écart très sensible entre les deux taux de natalité, et d'ailleurs, comme nous l'avons déjà remarqué, conforme à l'expérience de tous les pays d'immigration.

Les causes de cette différence doivent être trouvées d'abord dans le fait que les immigrants appartiennent en général à des races plus prolifiques que celle du pays d'immigration. Il s'y ajoute, surtout en France où l'immigration est relativement récente, des conditions d'âge, les immigrants ayant une proportion plus élevée d'adultes que la population nationale, surtout après les pertes de la guerre. Cette dernière cause est prépondérante dans notre pays. Les statistiques montreraient du reste que la fécondité des femmes françaises et étrangères de même catégorie d'âge est sensiblement la même. D'ailleurs les intermariages qui représentent une proportion importante des mariages d'étrangers facilitent cette unification de la natalité.

Il semble donc bien que le développement démographique plus grand chez les étrangers que chez les Français provient surtout de la sélection naturelle par l'âge. Cette forte proportion d'adultes chez les immigrants est d'ailleurs un facteur précieux pour nous puisque précisément c'est cette catégorie de nationaux qui a été la plus éprouvée par la guerre. L'immigration d'adultes étrangers contribue ainsi à maintenir et accroître notre taux de natalité, déficitaire par rapport à celui des nations voisines.

Signalons aussi que sur un total de 1.648.516 enfants en âge de scolarité au 1^{er} janvier 1927¹; 1.390.861 étaient français et 257.655 étrangers soit pour ces derniers une proportion de 15,6 %. Ce chiffre, très supérieur à la proportion générale

1. Ministère de l'Agriculture : *Enquête sur les étrangers*, 1929, *op. cit.*

des étrangers dans la population française, renforce encore les considérations précédentes et montre que nous devons tenir compte de plus en plus de l'appoint étranger à l'avenir.

A ces divers points de vue, et à condition que ces nouveaux éléments fusionnent dans la race française, l'immigration étrangère peut produire un effet bienfaisant. Nous touchons ainsi au problème de l'assimilation que nous étudierons dans un prochain chapitre.

CHAPITRE III

LES CARACTERES ETHNIQUES DE L'IMMIGRATION EN FRANCE

La constitution de la nation française. — Les caractères de la race. — La composition ethnique de l'immigration. — L'immigration latine. — L'immigration polonaise. — L'immigration coloniale.

Nous avons vu que certains pays, notamment l'Australie et la Nouvelle-Zélande, s'efforcent de réserver à la race anglo-saxonne le monopole de l'immigration; d'autres, tels les Etats-Unis et le Canada, favorisent l'entrée des Européens septentrionaux et occidentaux; d'autres enfin, comme les Républiques de l'Amérique du Sud, font indistinctement appel aux immigrants de toutes races et de toutes nationalités.

Comme ces derniers pays, la France est restée fidèle à la doctrine de libéralisme et aucune exclusion n'est portée contre les travailleurs étrangers en raison de leur race ou de leur nationalité. La nation française a d'ailleurs cette particularité, d'être constituée par l'apport successif de divers peuples de race latine, germanique, nordique, arabe etc. qui ont successivement traversé et séjourné sur son territoire, laissé au cours de leur passage certains de leurs caractères particuliers et contribué de sorte à former les types français actuels. C'est ainsi que les éléments latins et la civilisation latine qui donnent à notre pays son caractère général le font ranger parmi les nations de race latine tandis que d'autres caractères emprun-

tés aux races anglo-saxonnes et germaniques classent ses nationaux avec ceux d'autres pays du nord et de l'ouest de l'Europe dans la catégorie de l'immigration *désirable* aux Etats-Unis et au Canada.

La variété des races qui se sont amalgamées pour constituer la race française, permet donc à la France de voir sans appréhension des individus d'origine très différente : des Slaves, des Latins, des Germains, des Grecs, des Arabes mêmes venir s'établir au sein du pays et fusionner avec ses habitants. Même si l'immigration devait revêtir une importance numérique comparable, toutes proportions gardées, à celle connue par les Etats-Unis dans les premières années de ce siècle, il ne semble pas qu'en définitive cette immigration pourrait modifier de façon appréciable les caractères de la race. Il convient toutefois d'ajouter ici, à condition que la fusion puisse s'accomplir, c'est-à-dire de réserver le cas des agglomérations urbaines étrangères qui ont tendance à s'isoler et à garder leurs caractères propres plutôt qu'à pénétrer et à se fondre dans la population française.

Si nous examinons maintenant la composition de cette population étrangère au point de vue ethnique, si nous nous attachons notamment à la nationalité des étrangers actifs qui, par leur situation, même ont une influence dominante, nous voyons¹ que les 1.614.716 étrangers actifs recensés en 1927 appartiennent à plus de douze nationalités différentes. Celles qui sont représentées par les éléments les plus nombreux sont les Italiens (29, 7 %), les Belges (15, 6 %), les Polonais (14, 4), les Espagnols (12, 4 %). Nous remarquons donc que les éléments principaux (Italiens, Belges, Espagnols) appartiennent à des races qui présentent avec la nôtre de nombreuses affinités et qui fournissent chaque année un nombre important

1. Cf. tableau p. 162.

de naturalisations. Ces éléments, après quelque temps de séjour, s'intègrent naturellement dans la race française et malgré les nouvelles politiques pratiquées par certains pays d'émigration ne sauraient nous causer d'inquiétude à ce point de vue. Ils forment d'ailleurs depuis longtemps la plus grande partie de l'immigration étrangère en France.

Parmi les nouveaux éléments, les Polonais dominent. Il est encore trop tôt pour porter un jugement sur cette nouvelle immigration. Les résultats n'en pourront être constatés que dans quelques années. Il est vraisemblable que les éléments placés directement en contact avec le milieu français s'y incorporeront naturellement, aucune opposition ne s'élevant entre les deux races et la communauté de besoins, de travail, de vie conduira nécessairement au rapprochement et à la fusion.

Il pourrait en être autrement si les centres étrangers constitués dans certaines villes industrielles ne s'ouvraient pas largement à la culture, aux méthodes, à la civilisation, à la vie françaises. Non pas, qu'en tout état de cause ces groupements puissent constituer des centres d'irrédentisme militant, comme certains l'ont soutenu, la nature des relations du pays d'origine avec le nôtre et la communauté d'intérêt international nous garantissant contre cet état de chose. Mais la constitution même de communautés étrangères, ne peut être tolérée dans un pays comme la France, obligé de faire constamment appel à la main-d'œuvre étrangère et exposé par suite à une sorte d'invasion suivie de conquête pacifique s'il n'impose pas des règles fortes à tous ceux sans exception qu'il admet sur son territoire. L'exemple des Etats-Unis doit ici nous éclairer et si nous acceptons la venue d'éléments allogènes, c'est à condition d'être certains que leur existence au milieu de nous ne sera la cause d'aucune modification importante des caractères déterminants de notre race. Il faut donc que ces éléments acceptent, de leur plein gré, les règles de notre civilisation et de nos coutumes et s'y conforment.

Il importe donc, afin d'éviter la formation de minorités allogènes, de ne rechercher et surtout de n'admettre que des immigrants présentant avec notre peuple des caractères communs de telle sorte qu'eux-mêmes ou leurs descendants puissent s'assimiler aisément. A ce point de vue, il ne semble pas qu'aucune exclusion de principe puisse frapper les étrangers originaires des pays européens et plus généralement appartenant à la race blanche. Le problème des races de couleur ne s'est pas encore posé dans notre pays. Cependant l'appel fait pendant la guerre aux travailleurs africains et asiatiques l'a en quelque sorte révélé et il nous paraît sage de songer à éviter les inconvénients qui résulteraient de la présence d'éléments trop nombreux de ces races sur le sol français.

A ce sujet, M. Ch. Lambert¹ nous semble avoir défini très exactement la politique à suivre par notre pays dans l'appel aux éléments étrangers :

« Un choix judicieux s'impose donc. Il faut éviter de mélanger des races qui ne peuvent se fondre. Sans être, en principe, hostile à l'assimilation des Asiatiques ou des Africains, sans avoir à leur égard la rude hostilité des Etats-Unis, nous estimons qu'en fait, ce mélange n'est pas souhaitable. Le but d'une politique de rénovation de la race française doit avant tout viser l'assimilation d'individus similaires. C'est de l'Europe même et presque exclusivement, que nous devons sortir les paysans nécessaires à nos campagnes ».

1. Charles Lambert, *La France et les étrangers*, Delagrave, Paris, 1928.

CHAPITRE IV

LES EFFETS POLITIQUES DE L'IMMIGRATION EN FRANCE

La répartition géographique de l'immigration étrangère. — La formation de groupes étrangers. — Les départements frontière et l'immigration. — La concentration économique et démographique. — L'assimilation des immigrants. — La nécessité de l'incorporation de nouveaux éléments dans la population française. — Développement économique et développement démographique. — Les naturalisations. — Statistiques de 1926 et 1927. — Commentaires. — L'effet de la loi du 10 août 1927. — Les facteurs favorables à l'assimilation. — Les facteurs défavorables. — Comparaison avec les Etats-Unis. — La modification de l'élément français et de l'élément étranger.

A l'aide des résultats du recensement de 1926, montrant la distribution des éléments étrangers dans les départements français, nous pouvons former le tableau ci-dessous, des départements comprenant au moins 50.000 étrangers.

Départements	Pop. franc.	Pop. étr.	Pop. totale	Pourc. p. étr.
Seine	4.195.448	433.189	4.628.637	9,3
Nord	1.736.156	233.026	1.969.182	11,8
Bouches-du-Rhône .	749.431	180.118	929.549	19,3
Pas-de-Calais	1.018.737	153.175	1.171.912	13
Alpes-Maritimes	294.605	140.648	435.253	32,5
Moselle	519.052	114.409	633.461	18
Seine-et-Oise	1.053.584	83.940	1.137.524	7,3
M.-et-Moselle	470.419	81.668	552.087	14,7
Rhône.....	930.763	63.152	993.915	6,3
Var	287.268	60.664	347.932	17,4
Hérault	444.105	56.470	500.575	13,2
Isère	506.679	51.400	558.079	9,2

Alors qu'en dans l'ensemble de la population totale en 1926, l'élément étranger représentait 6,15 % nous voyons que dans 8 départements, la proportion d'étrangers est supérieure à 10 %. De plus, dans de nombreux cas, cette population étrangère est groupée en colonies compactes, de même nationalité, « vivant en commun, parlant uniquement leur langue, exerçant leur culte par l'intermédiaire de prêtres nationaux, groupés en syndicats selon leurs affinités ethniques et politiques et nullement selon leurs besoins économiques, émettant la prétention d'entretenir des écoles où l'enseignement est donné dans la langue maternelle et selon des programmes imbus d'un nationalisme exalté, créant et développant sous couleur de sport, de mutualité, des sociétés ou groupements (cercles, patronages, mutualités, orphelinats, etc.)¹.

On voit donc que les formations de colonies étrangères rencontrées aux Etats-Unis, se constituent également chez nous. On pourrait donc, à juste titre, redouter pour notre pays les effets qui ont été l'une des causes principales de la campagne menée contre l'immigration libre aux Etats-Unis et des restrictions qui y ont été apportées.

Si l'on remarque d'autre part, qu'en général, les départements français qui possèdent la plus forte proportion d'éléments étrangers sont des départements frontière et que, particulièrement, les quatre départements qui viennent en tête : les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, la Moselle et le Var, avec respectivement 32,5; 19,3; 18 et 17,4 % de population étrangère renferment une proportion importante de ressortissants des pays immédiatement voisins; si l'on considère de plus que ces pays, en particulier l'Italie, pratiquent comme nous l'avons vu une politique tendant à protéger, surveiller, conserver les nationaux obligés de s'expatrier, on peut craindre semble-t-il la cristallisation de mino-

1. W. Oualid, *Cours de Législation industrielle*, 1928-1929; *Les aspects juridiques et politiques de l'immigration ouvrière en France*.

rités étrangères en des régions particulièrement sensibles du territoire national.

Certes, les nécessités économiques qui exigent la concentration de masses ouvrières dans des centres déterminés sont à la base de cette répartition et, comme l'immigration elle-même répond avant tout à des besoins économiques, il apparaît bien que la dilution des éléments étrangers sur l'ensemble du territoire ne soit pas pratiquement réalisable.

L'aspect politique que nous venons d'indiquer représente pour certains un motif, sinon de prohibition, du moins de restriction de l'immigration de certaines nationalités. Nous ne le pensons pas pour notre part. Si des mesures convenables sont prises pour assimiler les éléments allogènes à la première ou tout au moins à la seconde génération, pour attirer et retenir de préférence, les éléments ethniques les plus proches de notre race, pour empêcher enfin la constitution organisée de minorités étrangères dans les régions frontalières, la répartition actuelle de la main-d'œuvre étrangère, dictée par des conditions économiques qui ne peuvent se transformer que lentement, ne présente pas un danger pour l'unité nationale.

La majorité des éléments étrangers du nord et de l'est ressortit en effet à des Etats dont la politique paraît devoir être, pour un temps très long, liée intimement à la nôtre, ce qui exclut toute friction sur ce point important. Pour les éléments belges, la communauté d'aspiration, de vie sociale, de langage est de plus complètement réalisée. L'assimilation des autres éléments, des Polonais en particulier, qui prêtent aux critiques exposées ci-dessus est une œuvre de longue haleine dont nous parlerons plus loin.

Il serait aussi exagéré de présenter comme un danger l'immigration italienne, particulièrement dans nos départements du Sud-Est. Certes, l'activité des autorités italiennes, tend à maintenir la nationalité de l'émigrant et à exalter son patriotisme. Il n'en est pas moins vrai que nombre de

réfugiés politiques échappent à cette emprise. Les restrictions apportées d'autre part à la liberté d'émigration, si elles sélectionnent les éléments à qui l'on permet de s'expatrier diminuent aussi le nombre de ceux qui viendraient grossir les groupes de minorités éventuelles. Enfin, l'Italien, très proche de nous par sa mentalité, sa culture, sa vie sociale, est un élément qui s'intègre facilement dans la communauté française. Il convient aussi de rappeler que bien que des accords politiques liaient l'Italie aux Empires centraux en 1914, de nombreux Italiens s'engagèrent sous nos drapeaux bien avant l'entrée en guerre de leur pays, à nos côtés. Il nous apparaît en définitive, qu'en dépit de difficultés politiques passagères, nous avons toutes raisons de faire confiance aux éléments de ce pays qui poussés par les nécessités économiques viennent chercher du travail et se fixer en France.

Nous avons vu précédemment que l'influence des groupes ethniques étrangers avait eu une action déterminante sur certains aspects de la politique étrangère aux Etats-Unis. Jusqu'à présent rien de tel ne s'est produit en France. D'une part, en effet, les étrangers non naturalisés ne participent en France à aucun acte politique, ce qui exclut toute influence électorale de leur part sur la politique nationale. D'autre part, la naturalisation française n'est concédée que dans des conditions déterminées et lorsque l'étranger est déjà pratiquement assimilé. Il a d'ailleurs tout intérêt à pénétrer plus complètement encore dans la communauté française plutôt que de rester attaché à son pays d'origine. Il faut aussi remarquer que la grande majorité des naturalisations provient encore des nationaux des pays comme l'Italie, la Belgique, l'Espagne, qui, aux points de vue ethnique et social sont proches du nôtre.

Même avec l'accroissement des naturalisations, conséquence de la loi du 10 août 1927, il ne semble donc pas que les élé-

ments français d'origine étrangère puissent avoir dans l'avenir une influence déterminante sur l'action de la politique française étant donné le mécanisme des naturalisations et le fait que, dans tous les cas, les individus naturalisés sont assimilés.

L'influence indirecte qui résultera de ces naturalisations et de l'action politique des naturalisés ne pourra, semble-t-il que s'exercer dans le sens d'un rapprochement entre le pays d'origine et le pays d'adoption et non pas comme aux Etats-Unis dans le but de favoriser une politique déterminée d'un pays étranger au profit ou au détriment d'un autre pays étranger.

Il nous reste maintenant à examiner, par rapport à notre pays, le problème de l'assimilation des étrangers et à voir si les critiques faites en d'autres pays, aux Etats-Unis notamment, sont valables ici.

Ce problème est en effet pour la France un problème primordial. Le faible excédent annuel des naissances sur les décès, qui s'est même transformé en 1929 en un déficit de 12.564 naissances (728.540 naissances contre 741.104 décès) est insuffisant pour combler l'énorme déficit démographique provoqué par la guerre et ses conséquences, et satisfaire aux besoins économiques croissants du pays. D'autre part, le développement démographique des pays voisins oblige la France pour des raisons politiques évidentes à pratiquer une politique d'expansion démographique et à chercher à assimiler les éléments étrangers attirés sur son sol. « C'est ainsi que M. Albert Thomas déclare¹ que « c'est pour augmenter la population du pays dans son ensemble, non pour obtenir des concours temporaires de main-d'œuvre, que des éléments étrangers doivent être systématiquement introduits ».

1. Albert Thomas, préface de *l'Immigration en France*, Marcel Paon. Payot, 1926.

Cette opinion est combattue en son principe par d'autres auteurs qui considèrent l'immigration comme un fait économique, lui donnent d'abord pour but de résoudre le problème économique de la main-d'œuvre déficitaire en France et accessoirement seulement celui de fournir de nouveaux éléments à la population française.

Il nous apparaît pour notre compte que les deux questions sont intimement liées : une politique d'activité et d'extension économique ayant nécessairement pour conséquence une politique de développement démographique, de même qu'une telle politique, que la France, de par sa situation présente en Europe doit nécessairement pratiquer, entraîne un accroissement de l'activité économique. Le problème économique et le problème démographique ont donc pour solution commune l'attraction d'abord, l'assimilation ensuite des éléments étrangers sélectionnés. Aussi nous adoptons volontiers la conclusion de M. A. Pairault¹ : « Politique de production et politique d'assimilation, voilà ce que doit être en définitive, une politique française d'immigration ». Examinons maintenant, d'après les derniers renseignements officiellement parus, dans quelle mesure les éléments étrangers s'intègrent dans la nation française.

Les statistiques nous montrent qu'en 1926, la population étrangère s'élevait à 2.507.635 individus, soit, 6,15 % de la population totale, en augmentation de 957.187 sur les chiffres de 1921 et de 1.374.939 sur ceux de 1911. Pendant la même année, l'introduction des travailleurs étrangers s'éleva à un total de 162.109 contre 48.683 rapatriés, soit une immigration nette de 113.426 individus. De la même façon, en 1927, le nombre des travailleurs introduits atteignant 64.325 contre 89.982 rapatriés, le chiffre total des immigrants diminuait donc de 25.657.

1. André Pairault, *L'Immigration organisée et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France*. Les Presses Universitaires, Paris.

Pendant ces deux années, les naturalisations se sont élevées au total respectivement à 45.361 unités en 1926 et 86.393 en 1927. Ces naturalisations se répartissent de la façon suivante :

NATIONALITÉ	Nombre des naturalisations en 1926				Nombre des naturalisations en 1927			
	Hommes	Femmes	Mineurs	Total	Hommes	Femmes	Mineurs	Total
Alsaciens-Lor...	159	8	176	343	88	—	195	283
Italiens	2.702	2.175	9.547	14.424	9.077	8.814	18.811	36.702
Allemands	1.446	1.949	1.700	5.095	2.505	3.092	2.895	8.492
Belges	848	928	2.665	4.441	3.059	3.595	4.331	10.985
Luxembourgeois	85	77	164	326	188	309	213	710
Suisses	311	331	750	1.392	753	983	1.192	2.928
Espagnols	981	779	3.568	5.328	2.427	2.233	5.357	10.017
Anglais	123	104	237	464	156	201	257	614
Autrichiens ...	54	53	206	313	103	126	143	372
Hongrois	9	16	38	63	58	47	52	157
Russes	755	566	3.185	4.506	1.290	981	2.005	4.276
Grecs	85	67	212	364	201	144	265	610
Hollandais.....	36	38	67	141	72	94	97	263
Roumains	213	190	856	1.259	332	280	626	1.238
Ottomans	326	310	1.050	1.686	401	348	1.623	2.372
Polonais.....	332	264	1.890	2.486	612	537	2.102	3.251
Tunisiens, Maroc.	514	281	882	1.677	437	262	933	1.632
Alg. et colon. ...	112	18	39	169	159	40	77	276
Divers	230	181	483	894	316	507	392	1.215
Totaux.....	9.321	8.335	27.715	45.371	22.234	22.593	41.566	86.393

En 1926, le chiffre des naturalisations s'est élevé à 7.100 pour les hommes en 3.995 pour les femmes, soit au total 11.095. Ces chiffres sont portés respectivement à 9.321 et 8.335 (chiffres du tableau ci-dessus) en y comprenant les naturalisations tunisiennes, algériennes, marocaines, coloniales, les réintégrations, les déclarations d'acquisition de la nationalité française, etc...

De même, sur 27.715 mineurs naturalisés, 23.020 ont acquis irrévocablement la nationalité française tandis que 4.685 conservent la faculté de la répudier à leur majorité.

Pour l'année 1927, les chiffres des naturalisations se sont élevés à 19.862 hommes et 10.597 femmes, soit au total 30.459. Les chiffres respectifs de 22.234 pour les hommes et 22.593 pour les femmes comprennent en plus les naturalisations nord-africaines et coloniales, les réintégrations, les déclarations d'acquisition, etc.

Sur les 41.566 mineurs devenus français, 30.988 le furent irrévocablement alors que 10.578 conservaient la faculté de répudier cette nationalité à la majorité.

L'examen des conditions de séjour, de naissance, d'âge, de situation matrimoniale, montre que, sur les 7.100 naturalisations françaises d'hommes en 1926 et 19.862 en 1927 respectivement 5.472 et 16.407, soit 77 et 82 % avaient une durée de séjour en France supérieure à 10 ans. Sur ces chiffres également 7.033 et 19.240, soit 99 et 97 % étaient nés à l'étranger.

Enfin, toujours sur ces mêmes nombres, 3.982 et 12.030 naturalisations, soit respectivement 56 et 60 % furent faites par des hommes âgés de plus de 40 ans, alors que 1.027 et 2.493, soit 14 et 12 % étaient faites par des hommes âgés de moins de 30 ans.

Au point de vue matrimonial, les étrangers hommes naturalisés en 1926 et 1927 peuvent être groupés sous le tableau suivant :

	1926	1927
Célibataires	1.362	2.840
Mariés à des françaises	2.676	7.798
Mariés à des étrangères	2.735	8.250
Veufs ou divorcés	327	874

Enfin, ajoutons que 2.033 et 4.245, soit 28 et 21 % ont payé des droits de naturalisation; remise totale ou partielle de ces droits fut faites aux autres.

L'augmentation considérable du nombre des naturalisations en 1927 doit être attribuée à l'effet bienfaisant de la loi du 10 août 1927 sur la nationalité. Cette loi, en simplifiant les formalités de naturalisation, en les rendant moins coûteuses, en admettant plus facilement la nationalité de naissance, en restreignant la faculté de répudiation, a accentué le courant qui amenait les étrangers séjournant depuis quelque temps en France, que, seuls des souvenirs rattachaient à leur patrie d'origine et dont l'assimilation pratique était déjà faite, à solliciter la qualité de français.

Toutefois, il ne faut pas se dissimuler que les chiffres de 1927 sont certainement, pour la présente période tout au moins, des chiffres records, obtenus, en grande partie aussi, grâce à l'impulsion donnée au service des naturalisations, à l'accélération de l'examen et à la liquidation de nombreuses demandes qui restaient en instance. Enfin, l'option d'un an accordée à la femme française mariée à un étranger pour recouvrer sa nationalité française, et les conséquences qui découlent de cette décision sur ses enfants mineurs, si elle réside en France, a expiré en août 1928 et il est certain que cette disposition transitoire de la loi du 10 août 1927 a permis à un grand nombre de personnes intéressées de demander leur réintégration dans la nationalité française ce qui a augmenté d'autant les chiffres des statistiques de 1927 et 1928. Les chiffres des nationalisations proprement

dites et des naturalisations totales donnés ci-dessus font d'ailleurs ressortir les effets de cette mesure. Il semble donc que bien que l'on puisse justement escompter un accroissement des naturalisations sur les chiffres antérieurs à 1927, on ne doit pas prendre les chiffres obtenus cette année pour base et espérer incorporer un aussi fort contingent annuel d'étrangers dans la famille française.

Nous avons vu précédemment que la proportion de la nuptialité pour les Français et étrangers est sensiblement la même. Nous devons rappeler à ce sujet que le nombre des mariages d'étrangers avec des Français est supérieur au nombre des mariages d'étrangers entre eux. L'art. premier de la loi du 10 août 1927 donnera donc la nationalité française à un nombre important des descendants d'étrangers, — plus du tiers — qui sont venus s'établir en France.

En nous plaçant maintenant à un autre point de vue, examinons quelle est en France la valeur des facteurs qui, aux Etats-Unis notamment, sont favorables ou défavorables à l'assimilation des étrangers.

Nous pouvons constater qu'en France tous les facteurs considérés comme favorables à l'assimilation des étrangers se rencontrent chez les immigrants en particulier, les associationssyndicales et autres et surtout les intermariages entre français et étrangers qui, comme nous l'avons vu sont particulièrement nombreux, et ont les conséquences les plus heureuses pour l'assimilation rapide aussi bien des contractants que de leurs descendants. Or, il n'est pas douteux que, d'une façon générale, on ne puisse considérer la facilité avec laquelle familles françaises et étrangères s'allient comme la meilleure preuve de la faculté d'assimilation de notre immigration étrangère. De même, il faut considérer l'école publique comme un des principaux facteurs, sinon le principal, de l'assimilation des jeunes générations. Or, l'« Enquête sur les étrangers » faite par le Ministère de l'Agriculture nous révèle qu'au 1^{er}

janvier 1927, sur 257.655 enfants étrangers en âge de scolarité en France, 201.532 soit 78,2 %, fréquentaient les écoles publiques, 33.964, soit 13,2 % les écoles privées et 22.159, soit 8,6 % ne fréquentaient pas l'école. Si l'on considère d'autre part que dans une fraction importante des écoles privées, les élèves étrangers sont en contact avec leurs camarades français et que la force d'assimilation s'y exerce comme dans les écoles publiques, on voit que la fréquentation scolaire prépare plus des quatre cinquièmes des jeunes générations d'étrangers à l'assimilation et à l'acquisition du titre de citoyen français. Nous n'aurons donc pas de ce côté les difficultés que des pays comme les Etats-Unis ont rencontrées pour l'assimilation de leurs immigrants.

Cet aspect du problème de l'assimilation est d'autant plus important qu'ainsi que nous l'avons déjà signalé les enfants étrangers en âge de scolarité au 1^{er} janvier 1927 représentaient 15,6 % de la totalité des enfants français et étrangers de même condition, soit une proportion de plus de deux fois et demie supérieure à celle de l'ensemble de la population étrangère en France. Il est donc d'autant plus indispensable de veiller à ce que ces jeunes générations puissent s'intégrer aussi facilement que possible dans la nation française.

Si nous examinons maintenant les facteurs qui peuvent retarder l'assimilation de l'immigrant, nous n'en pouvons retenir que deux qui soient communs à la France et aux Etats-Unis; soit l'isolement de certaines parties des populations étrangères et l'influence des églises et écoles nationales des immigrants qui tendent à leur conserver leur nationalité d'origine. Encore ces deux facteurs ne sont-ils surtout applicables qu'aux ressortissants polonais qui, dans certaines villes du nord et de l'est, forment des communautés distinctes et séparées en quelque sorte des communautés françaises voisines. Il serait d'ailleurs injuste de ne pas souligner que ce sont les conditions économiques des régions françaises qui

ont amené la formation de ces communautés étrangères et non la volonté même des immigrants. Il ne faudrait pas non plus méconnaître les services indirects rendus par les prêtres et moniteurs polonais qui ont maintenu l'organisation morale et sociale de leurs compatriotes qui, sans eux, n'ayant pas de directeurs français parlant leur langue et connaissant leurs coutumes pour les guider auraient pu aussi bien devenir des éléments de perturbation sociale. Enfin, il n'est pas douteux qu'au point de vue ethnique, les éléments slaves ne soient plus éloignés et, partant, plus difficiles à assimiler que les autres éléments étrangers. Dans ces conditions, n'est-il pas sage de préparer plus longuement, plus patiemment leur venue dans le giron national, certains que nous sommes de leur loyalisme et de celui de leur patrie envers notre pays. D'autre part, l'obligation de la fréquentation de l'école française, les relations amicales et familiales qui se nouent entre Français et étrangers, les dispositions nouvelles de la loi du 10 août 1927 ne nous garantissent-elles pas l'assimilation certaine de la plus grande partie des descendants des immigrants. Dès lors, même si certains de ceux-ci sont réfractaires pour eux-mêmes à la francisation et veulent garder fidélité à leur patrie d'origine tout en se soumettant loyalement aux lois de notre pays, sachons comprendre et respecter ces sentiments que nous exalterions s'ils étaient ceux de Français obligés de vivre sur une terre étrangère.

Sachons aussi nous rappeler que nous avons donné certains exemples et que, sans parler des Canadiens de race française, les habitants des îles anglo-normandes et de l'île Maurice, par exemple, s'ils gardent une fidèle allégeance envers la Couronne et l'Empire britannique n'en ont pas moins conservé la langue et les coutumes de leurs pères.

En ce qui concerne les autres causes s'opposant à l'assimilation des étrangers, relevées par MM. Jenks et Lauck, soit l'indifférence ou la malveillance des nationaux envers les

immigrants, l'analphabétisme, l'ignorance générale, l'incapacité de s'exprimer dans la langue du pays de ces derniers, nous ne croyons pas qu'elles revêtent une grande importance dans notre pays.

Le premier de ces facteurs n'est pas à retenir; il n'est pas à démontrer les qualités hospitalières de notre race et de notre pays, qui a toujours servi de refuge aux persécutés et aux proscrits des diverses nations. Si parfois, lors d'une crise économique provoquant le chômage des nationaux ou devant les conditions difficiles du logement il s'est élevé des protestations ayant un caractère général contre l'introduction des éléments étrangers, en aucun cas, ces sentiments ne se sont appliqués à des particuliers. L'analphabétisme, non plus que l'ignorance générale ne sont, quand ils existent, un facteur de retard à l'assimilation, bien au contraire. Le milieu français qui reçoit les immigrants est en effet beaucoup plus proche d'eux, soit par la similitude de langage (Italiens et Espagnols dans notre Midi), soit par les coutumes et les conditions générales de travail, que le milieu américain. Il s'ensuit que ces immigrants, placés dans un milieu supérieur qui les comprend et les attire sont, au contraire portés bien d'avantage à se détacher de leur patrie d'origine et à devenir citoyen du pays qui les accueille et les élève à un niveau de vie supérieur à celui qu'ils avaient.

L'incapacité de s'exprimer en français n'est pas une difficulté pour les pays voisins : belge, italien, espagnol, qui nous fournissent la grande majorité des immigrants, les dialectes ou patois des provinces frontières étant généralement compris des ressortissants des pays voisins; quelques mois de séjour en France font le reste pour la compréhension générale du français.

La difficulté n'est réelle que pour les autres immigrants, dont les Polonais constituent la majorité. Bien que cette difficulté s'ajoute à celles que nous avons déjà vues, il faut tenir

compte ici encore de la facilité générale qu'ont les Slaves à pratiquer les langues étrangères. Quoiqu'il en soit, il n'est pas douteux que, dans l'immigration française, l'élément polonais est celui sur lequel s'exercent le plus de forces tendant à empêcher ou retarder son assimilation.

Comme nous l'avons indiqué dans l'exposé des conditions ethniques de l'immigration en France, il importe d'éviter dans notre pays, ce qui s'est produit aux Etats-Unis, c'est-à-dire la modification des caractères profonds de notre race. Certes, un apport étranger, surtout lorsqu'il a l'importance qu'il revêt en France (6,15 % d'étrangers dans la population totale) produit fatalement une certaine transformation dans les mœurs. Les conditions du travail sont modifiées pour certaines catégories de nationaux; certaines habitudes des immigrants contribuent à rendre populaire quelques détails de leurs coutumes, etc. En un mot le pays d'immigration comme les immigrants, subit l'attraction des nouveautés qu'apporte l'élément étranger. Mais la force d'attraction étant incomparablement plus puissante de la part d'un pays ayant une culture et une civilisation supérieures que de celle d'éléments divers provenant en général des milieux pauvres et frustes des pays voisins, les réactions et les changements opérés chez les nationaux et les étrangers doivent se faire dans les mêmes proportions, c'est-à-dire porter sur des détails de coutumes chez les uns et sur l'ensemble des caractères individuels chez les autres. Autrement dit, puisque pour effectuer la fusion des nationaux et des étrangers il doit y avoir modifications des uns et des autres, il est logique que ces modifications portent sur les caractères profonds des étrangers tandis qu'elles n'influent que sur les caractères superficiels des nationaux.

Il ne pourrait en être autrement que si on laissait les éléments étrangers se grouper, s'organiser, se développer à côté de la civilisation nationale en gardant leurs caractères

particuliers. La fusion de ces communautés dans la nation ne pourrait alors s'effectuer comme elle l'a fait en d'autres pays, qu'au prix de modifications plus importantes du caractère national et c'est ce que tout pays ayant acquis enfin au cours d'une longue histoire une homogénéité précieuse, une culture supérieure et forgé son unité au prix des plus durs sacrifices ne peut accepter.

Nous croyons certes que l'interpénétration des cultures, des mœurs, des civilisations des diverses nations européennes doit s'effectuer en vue du bien-être même et du développement économique, intellectuel et social de ces nations. Mais cette interpénétration des coutumes, des cultures et des civilisations doit être librement consentie et non pas imposée comme nous l'écrivions, par une sorte de conquête pacifique s'opérant à la faveur de la concentration industrielle et se maintenant contre le gré du pays d'immigration.

Il résulte de ceci que si l'existence de communautés étrangères peut être admise en vue de maintenir l'armature sociale des immigrants et de les amener, ainsi que leurs descendants, à fusionner progressivement avec les nationaux, elle ne doit pas être tolérée lorsqu'elle a pour but caché ou avoué de les garder de tout contact et d'éviter toute assimilation avec le milieu environnant. Quels que soient les services économiques rendus par ces travailleurs, les difficultés politiques et sociales que feraient naître de telles minorités, rendraient leur concours trop onéreux pour envisager leur maintien sur le sol national.

Nous avons dit déjà qu'il était trop tôt pour porter un jugement sur les formes des diverses immigrations. Leurs effets ne se font sentir qu'à la longue, mais nous pouvons voir s'en développer les causes et au besoin modifier la direction de certains courants s'il apparaît qu'ils sont de nature à nuire dans l'avenir à la sécurité politique et sociale du pays.

CHAPITRE V

LES EFFETS SOCIAUX DE L'IMMIGRATION EN FRANCE

Les conditions d'habitation des immigrants. — La région parisienne. — L'effort réalisé dans divers centres industriels en province. — La question de la criminalité. — La santé publique. — Le paupérisme. — L'influence de l'immigration sur le niveau de vie ouvrier. — Proportion des patrons et des ouvriers français et étrangers. — Les stipulations des traités bilatéraux d'immigration. — Les salaires par profession en 1911 et en 1928. — Les indices des prix. — Les opérations des Caisses d'Epargne. — Le niveau de vie de l'immigrant. — Egalité théorique avec le travailleur français. — Critiques.

Les conditions différentes de l'immigration en France et aux Etats-Unis ont amené des conséquences sociales et économiques également différentes

De plus l'expérience des Etats-Unis a été mise à profit et dans certains cas on a pu, sinon éviter, du moins amoindrir certains effets fâcheux de l'immigration.

C'est ainsi que, bien que dans certains centres miniers et industriels la population étrangère se soit accrue rapidement au point de dépasser, parfois, la population nationale, on n'a pas constaté en France les conditions déplorables d'habitation et les entassements généralisés d'immigrants dans des logements trop petits. Il faut d'ailleurs ajouter que si cette affirmation peut être maintenue d'une façon générale, elle n'est malheureusement pas exacte dans quelques villes en province, et dans la région parisienne. Dans ce dernier cas en particulier, l'ouvrier étranger a été abandonné à lui-même

et a dû subir, comme le travailleurs français, les effets de la crise du logement et par suite se plier aux exigences des logeurs, chercher refuge dans les taudis et subir toutes les conséquences morales, hygiéniques et sociales qui découlent de cet état de fait.

L'ouvrier étranger s'est même vu rendu responsable, en partie tout au moins par l'opinion publique, sinon de la crise même, du moins de sa durée. Il est en effet exact que, pour répondre aux nombreuses demandes des industries de la région parisienne, un nombre considérable de travailleurs étrangers se sont installés aux environs de Paris, soit en arrivant directement de leur pays, soit après avoir séjourné dans d'autres régions françaises, attirés par l'appât de plus hauts salaires. Il est effectivement résulté de cette attraction vers la région parisienne un accroissement démographique considérable sans accroissement équivalent du nombre des logements. La crise de l'habitation en dépit de nombreuses constructions nouvelles n'a pas été résolue, et même en certaines périodes, sa gravité s'est accentuée. On a donc assisté à des campagnes menées contre l'immigration étrangère, qui semblaient justifiées de prime abord.

La cause de cet état de choses réside à notre avis dans l'incessante demande des industriels de la région pour cette main-d'œuvre, sans lui offrir ou organiser en même temps des logements répondant à ses besoins.

La raison de ceci est que les petites et les moyennes industries, fort nombreuses à Paris et aux environs ne peuvent comme les grandes firmes, effectuer des dépenses de construction de logements qui immobilisent un capital important. De plus, dans nombre de ces industries, soit pour des raisons économiques saisonnières, soit à cause du recrutement défectueux, la main-d'œuvre est constamment en mouvement, ce qui complique singulièrement le problème de l'habitation ouvrière dans un lieu donné.

Il semble en définitive que mieux qu'aux petits et moyens industriels, c'est aux pouvoirs publics et aux municipalités à examiner et prendre les mesures nécessaires pour assurer le logement d'une population ouvrière déterminée, soit en assumant directement la construction des habitations soit en l'encourageant dans certaines conditions.

L'Etat et la commune profitent en effet directement du développement des industries et il apparaît équitable qu'ils le favorisent en prenant des mesures d'urbanisme appropriées, et apportent leurs concours à ce problème, si important à tous les points de vue, du logement ouvrier.

Il est juste d'ailleurs de reconnaître que des efforts ont été faits dans ce sens par les autorités pour remédier dans certains cas à une situation regrettable.

C'est ainsi qu'il a été créé, à Paris et dans la banlieue, des foyers spéciaux destinés aux Algériens — dont plus de 190.000 travaillent actuellement en France. Ces travailleurs trouvent là des facilités nombreuses : dortoirs, restaurant, service médical et une aide utile pour se procurer un logement le cas échéant.

On peut également citer dans le même ordre d'idées la construction d'habitations à bon marché ou à loyers moyens par la Ville de Paris, destinés principalement à la population française.

Contrairement à ce qui existe dans la région parisienne, l'immigration étrangère dans de nombreux centres industriels, parce qu'elle a été recrutée par certaines industries : métallurgie, mines de fer, charbonnages, n'a pas connu les inconvénients que nous avons cités plus haut. Un effort considérable a été fait et dans nombre de cas, le logement a été assuré aux travailleurs étrangers et à leur famille dans des conditions non seulement très supérieures à celles que ces étrangers connaissent dans leur pays mais même dans des conditions meilleures que celles que connaissent beaucoup d'ouvriers français

en particulier les ouvriers agricoles. Il faut ajouter que la grande industrie s'est préoccupée de faire venir autant que possible des familles de façon à assurer une plus grande stabilité au personnel. Les effets heureux de cette politique, s'ils sont immédiats aux points de vue social, ne peuvent manquer, le temps aidant, de porter également leurs fruits au point de vue politique ainsi qu'à celui de la démographie générale de la France.

Un effort analogue se développe actuellement pour la main-d'œuvre rurale. Il faut espérer qu'ainsi l'une des principales causes de la désertion des campagnes par les travailleurs agricoles étrangers, notamment les Polonais, disparaîtra, et que ces nouveaux éléments seront encouragés à se fixer sur notre sol et à contribuer aussi au rétablissement de l'équilibre entre les populations urbaines et rurales, rompu actuellement au préjudice de ces dernières.

En ce qui concerne l'accroissement de la criminalité, nous avons vu qu'aux Etats-Unis les statistiques n'étaient pas plus défavorables à cet égard pour les nationaux que pour les étrangers. Il semble qu'en France, au contraire, la proportion d'étrangers coupables de délit soit sensiblement plus élevée que celle des nationaux¹. Il est d'ailleurs vraisemblable,

1. M. Ch. Lambert, dans son livre *La France et les étrangers*, 1928, donne pp. 67 et 68 les chiffres suivants :

Etrangers arrêtés à Paris par la Sûreté générale :

Années	1921	1922	1923	1924	1925
Etrangers arrêtés	1.092	1.183	1.821	1.829	1.921
Total des arrestations . .	11.805	11.895	12.942	13.138	11.844
Pourcentage des étr. . .	10 %	10 %	12 %	14 %	16 %

Effectif des étrangers dans les prisons du département de la Seine :

	Effectif total	Effectif étr.	Pourc. étr.
Au 31 décembre 1924	3.307	669	20 %
Au 31 décembre 1925	3.252	494	15 %
Au 31 décembre 1926	3.594	559	15 55 %

comme l'a fait remarquer M. Oualid à son cours¹ que la proportion élevée des délits commis par des étrangers provient en partie de ce que les indigènes de nos colonies sont assimilés aux étrangers (contraventions à la police de circulation et de séjour, infractions aux arrêtés d'expulsion, etc.). En tenant compte de ces cas particuliers, il est vraisemblable que la délinquance étrangère serait réduite à de plus justes proportions et se rapprocherait sensiblement de celle des nationaux.

Il apparaît de même que la proportion des hospitalisés dans les centres sanitaires est plus forte pour les étrangers que pour les Français. C'est ainsi que le budget du ministère du Travail en 1929 accusait un nouvel accroissement des subventions accordées aux hôpitaux pour les soins donnés à des étrangers ou à des indigènes de l'Afrique du Nord (3 millions et demi en 1928 et 5.400.000 francs en 1929). Un remède à cet état de choses pourrait vraisemblablement être trouvé dans un examen plus sévère et une sélection plus rigoureuse des immigrants qui se présentent aux frontières.

Il ne semble pas par contre que le paupérisme ait été accru en France par l'immigration ouvrière étrangère. Contrairement à ce qui se passait, à certaines époques, aux Etats-Unis, les travailleurs étrangers, qui se sont présentés en France ont dans la grande majorité des cas, trouvé un emploi immédiat. L'offre de travail est depuis la guerre, sauf de rares et courtes interruptions dues à des crises économiques passagères, nettement supérieure à la demande en France². De plus, au moment même des crises économiques, un mouvement de reflux de l'immigration se produit, c'est-à-dire qu'il sort de France plus d'étrangers qu'il n'en rentre. Les causes de chômage prolongé sont donc nulles et le travail est assuré pratiquement en

1. W. Oualid, *Les aspects économiques et politiques de l'immigration ouvrière en France*, 1928.

2. Voir annexe L, tableau des chômeurs secourus par les fonds publics de chômage.

permanence à tous les travailleurs. Les causes de paupérisme sont donc réduites au minimum.

Si l'on excepte certains éléments dont l'émigration a été provoquée par des causes politiques, en particulier une grande partie de l'élément russe, l'immigration ouvrière étrangère en France comme dans les autres pays provient des classes les moins favorisées et par suite, il n'est pas douteux que dans l'ensemble le degré de culture des immigrants soit inférieur à la moyenne de la population française.

Il ne nous paraît pas d'ailleurs, contrairement à certaines opinions américaines, qu'il faille considérer cet état de moindre développement culturel chez les immigrants comme un inconvénient majeur. Il est vraisemblable au contraire qu'ils seront d'autant plus aptes à l'assimilation que les liens qui les rattachent à leur pays d'origine sont plus faibles et il n'est pas douteux que l'éducation intellectuelle élémentaire ne soit un lien puissant qui retient l'exilé à son pays natal ou au contraire l'attache à sa nouvelle patrie suivant le lieu où il l'a reçue.

Il nous reste maintenant à examiner quelle est l'influence de l'immigration sur le niveau de vie de la population ouvrière.

La comparaison de la répartition sociale de la population étrangère en 1921, avec celle de la population française¹ montre que si le nombre de patrons et d'employés est proportionnellement supérieur chez les nationaux, la proportion d'ouvriers d'origine étrangère dépasse de près de 50 % celle des ouvriers français : 445.334 ouvriers étrangers soit 638 ‰ et 99.159 ouvrières soit 465 ‰ contre 5.488.955 ouvriers français soit 442 ‰ et 2.728.234 ouvrières soit 325 ‰. C'est par suite dans cette catégorie sociale que les effets de l'immigration étrangère font le plus sentir leur influence sur les conditions générales et le niveau de vie.

1. Ministère de l'Agriculture : *Statistiques de l'Immigration de 1918 à 1926*, 1927 ; W. Oualid, *Les travailleurs étrangers en France : leur répartition professionnelle et sociale* (*Revue Internationale du Travail*).

Les traités bilatéraux conclus depuis 1919 entre la France et les principaux pays qui nous envoient leurs nationaux : la Belgique, l'Italie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, etc., prévoient l'égalité de traitement des travailleurs nationaux et étrangers de même catégorie, à capacité professionnelle égale.

En outre, toutes les obligations des employeurs en matière de prévoyance sociale et de réparation des accidents du travail sont appliquées aux travailleurs étrangers comme aux travailleurs français. L'égalité absolue au point de vue économique et social est donc en principe réalisée pour tous les travailleurs¹. Regardons maintenant, d'après les renseignements statistiques, comment ont varié les salaires ouvriers, les prix des denrées de première nécessité et l'épargne ouvrière.

L'examen des salaires comparés par profession en 1911 et 1928, d'après les évaluations des Conseils de prud'hommes ou des maires² montre que, la base 100 étant prise en 1911, l'indice d'ensemble des salaires pour 21 professions de la région parisienne est de 600 en 1928, pour le salaire horaire et de 526 pour le salaire journalier. De même, pour l'ensemble des villes autres que Paris l'indice moyen des professions masculines est de 750 pour le salaire horaire et 619 pour le salaire journalier, alors que l'indice moyen des professions féminines est de 856 pour le salaire horaire et 701 pour le salaire journalier.

Dans les mêmes conditions, l'indice d'ensemble des professions masculines dans les chefs-lieux de département serait de 615 pour le salaire journalier. Enfin les salaires moyens de

1. Une convention franco-polonaise signée le 21 décembre 1929 élargit la protection dont jouissaient jusque-là les ouvriers mineurs; en effet, non seulement cette convention garantit la complète égalité de traitement des ressortissants appartenant aux pays signataires, mais en outre elle assimile pour les salariés ayant été occupés dans leur pays, le travail accompli dans les mines françaises au travail accompli dans les mines polonaises et réciproquement (B. I. T., *Informations sociales*, 7 avril 1930).

2. Statistique générale de la France, *Annuaire statistique*, 1928, pp. 216 et suiv.

quelques catégories d'ouvriers agricoles seraient les suivants en 1928.

Hommes						Femmes			
Journalier		Valet de ferme		Charretier		Journalière		Servante de ferme	
par an	par jour	par an	par jour	par an	par jour	par an	par jour	par an	par jour
5.642	20,60	5.993	18'94	6.699	21,56	3.595	14,20	4.324	13,58

D'autre part, les indices des prix de vente au détail, dans l'ensemble des chefs-lieux de départements et villes de plus de 10.000 habitants, étaient en novembre 1928 pour les articles suivants, qui peuvent être considérés comme de première nécessité, le chiffre 100 étant la base prise en août 1914 : pain : 488; farine de blé : 637, viande de bœuf : de 483 à 602; viande de veau : de 590 à 632, viande de mouton : de 511 à 557; viande de porc : de 615 à 649; beurre : 848; œufs : 1.002; lait : 578; pommes de terre : 561; haricots : 961; sucre : 550; huile comestible : 518; vin : 620; charbon de terre : 535¹.

On voit donc que l'indice moyen des salaires masculins étant passé à la même époque à 526 pour la région parisienne, 619 pour l'ensemble des villes autres que Paris et 615 dans les chefs-lieux de département, a suivi sensiblement la progression moyenne du coût de la vie, si l'on admet que les bases des indices de 1911 pour les salaires et de 1914 pour les prix des denrées sont très sensiblement comparables.

Si nous considérons maintenant les opérations de la Caisse nationale d'Epargne et des caisses d'Epargne privées, nous voyons qu'au 31 décembre 1913 il y avait en France 15 millions 086.008 livrets ayant un montant total de 5.835.438.250 francs, soit une moyenne de 386 francs par livret².

Au 31 décembre 1927, la Caisse nationale d'Epargne totalisait 7.750.180 livrets avec un montant de 6.674.327.000 fr.

1. *Ibid.*, p. 165.

2. Annuaire statistique de la France 1914-1915, p. 295 et suiv.
Ibid., 1928, p. 223 et suiv.

soit une moyenne de 861 francs par livret. A la même date, il y avait dans 558 Caisses d'Epargne privées 9.041.200 livrets et les sommes dues aux déposants s'élevaient à 14.606,2 millions de francs (chiffres provisoires). Le total des livrets de caisse d'épargne au 31 décembre 1927 serait donc de 16 millions 791.480 environ avec un montant total de 21.280.527 milliers de francs, soit une moyenne de 1260 francs environ chacun.

En tenant compte des valeurs respectives des monnaies, nous voyons que le total des sommes déposées en 1927 n'atteignait pas les trois quarts de celles déposées en 1913. Les économies ouvrières alimentant dans une grande proportion les caisses d'épargne, il semblerait donc que la prospérité de la classe ouvrière soit en régression sensible depuis 1913. Si le fait est exact d'une façon absolue, il faut remarquer que sa cause réside avant tout dans la dévalorisation de la monnaie nationale. Il semble d'ailleurs que l'esprit d'épargne qui caractérise notre race ait été remis en honneur ainsi que paraît l'attester le montant des versements aux caisses dans les dernières années. Une comparaison entre ces versements et ceux effectués avant la guerre, ne démontrerait rien étant donné les conditions variables du coût de la vie et des salaires pendant les années pour lesquelles les chiffres ont été publiés. Au contraire, son intérêt sera évident, à partir de la période actuelle où une certaine stabilité de prix semble enfin s'établir. Pour juger de l'abaissement ou de l'élévation du niveau de vie ouvrière, nous ne tiendrons donc compte que des indices des salaires comparés aux indices du coût de la vie.

Nous avons déjà vu que ces indices s'étaient suivis très sensiblement. Bien que la pénurie de la main-d'œuvre ait été une conditions exceptionnellement favorables pour l'élévation de son niveau de vie, on voit qu'en définitive, cet accroissement ne s'est pas produit dans l'ensemble, si on le mesure à l'indice des salaires moyens. Il n'est donc pas dou-

teux que l'immigration étrangère intensive depuis la fin des hostilités n'ait été un frein puissant à l'élévation du « *standard of living* » moyen de l'ouvrier en France. Il est juste aussi de remarquer que, grâce aux précautions prises, aux conventions passées, à l'« immigration organisée » en un mot, ce « *standard* » ne s'est pas abaissé, contrairement à ce qui se serait certainement produit, si cette immigration massive s'était effectuée en toute liberté et sans être contrôlée.

Enfin, il faut rappeler qu'un déplacement s'est opéré dans les professions au profit des ouvriers français, ceux-ci occupant de plus en plus les fonctions les moins pénibles et les plus lucratives. Si l'on tient compte de ce fait, il n'est pas douteux, qu'en définitive, l'indice du salaire moyen de l'ouvrier français dépasse l'indice du coût de la vie et marque ainsi un progrès du niveau de vie, dans nombre de professions.

Il convient également de ne pas oublier que l'emploi des femmes et des enfants s'est sensiblement développé pendant et depuis la guerre. Etant données l'importance et l'urgence des besoins économiques pendant ces dernières années, il n'est pas douteux qu'à défaut de l'immigration étrangère, l'appel à cette main-d'œuvre eût été encore beaucoup plus intense, ce qui, tant au point de vue social qu'aux points de vue familial et démographique présente les plus graves inconvénients. C'est en effet un fait d'expérience que les foyers où la femme est contrainte d'occuper un emploi qui l'en éloigne, sont en général stériles ou ne comptent qu'un enfant. Les immigrants étrangers remplacent donc fort à propos les femmes françaises qui seraient à leur place employées dans l'industrie et, de ce fait, sont un facteur indirect de l'accroissement de notre population.

A ce point de vue, une politique d'immigration étrangère qui tendrait à remplacer en grande partie le travail des femmes et des enfants pourvu qu'elle s'accompagne d'une hausse des salaires de l'ouvrier qui permette à sa femme de

rester au foyer et de se consacrer principalement à ses devoirs familiaux, serait au plus haut point désirable. Une telle politique porterait d'ailleurs en elle-même ses fruits puisque, grâce à l'accroissement de population française ainsi réalisé elle permettrait dans l'avenir de diminuer de plus en plus le nombre des ouvriers étrangers en même temps qu'elle présiderait à une rénovation de la race française.

Nous avons envisagé jusqu'ici principalement le point de vue de l'ouvrier français. Nous avons indiqué que, théoriquement, l'égalité absolue était réalisée pour tous les travailleurs mais que pratiquement les français bénéficiaient d'une sorte de situation acquise et occupaient les emplois les plus agréables et les mieux rétribués. Il s'ensuit donc logiquement que le niveau moyen de vie sociale de l'immigrant étranger est inférieur au niveau moyen du travailleur français pris dans l'ensemble. Ceci est d'ailleurs un fait commun à tous les pays d'immigration. Il n'en est pas moins vrai que, non seulement l'immigrant étranger trouve en France une situation supérieure à celle qu'il occuperait dans son pays d'origine — sans quoi il n'émigrerait pas — mais encore que son niveau social est intimement lié à celui du travailleur national parce qu'il est au moins égal au niveau minimum existant chez lui. Ce niveau s'étant maintenu, on ne peut reprocher aux immigrants d'avoir introduit en France des conditions de vie inférieures à celles qui existaient avant leur arrivée.

Cependant, des critiques se sont élevées. Nous citerons notamment celles de M. l'abbé Kaczmarck dans son livre : *L'Emigration polonaise en France*, chap. VI. Le principe de l'égalité de traitement prévu dans la convention franco-polonaise ne serait en réalité pas appliqué surtout dans l'agriculture, de sorte que les conditions matérielles de l'ouvrier polonais seraient inférieures à celles de ses camarades français; l'assistance sociale serait aussi insuffisante. On retrouve les mêmes critiques dans un article de M. Stéphane Wloszc-

zewski¹, qui analyse les problèmes intéressant les 500.000 travailleurs polonais actuellement en France. Ces problèmes concernent :

1° L'enseignement de la langue polonaise dans les écoles.

2° L'amélioration des conditions de travail et de vie de l'ouvrier agricole polonais sur les points suivants : le logement considéré actuellement comme trop souvent défectueux ; le salaire souvent inférieur aux salaires des travailleurs français ; les méthodes de travail et en particulier la question du repos dominical.

3° La pension réclamée en cas de cessation forcée du travail.

4° Le pressentiment des autorités polonaises au cas d'expulsion d'un de leurs nationaux.

5° La question de l'installation de Polonais comme métayers ou petits fermiers dans certaines régions françaises (Sud-Ouest en particulier).

L'examen de ces divers problèmes dépasserait le cadre de cette étude. Nous avons tenu à les signaler, car plusieurs affectent directement l'aspect social de l'immigration. D'autre part, des controverses ont eu lieu à leur sujet, et des améliorations notables ont été apportées, par la suite, à certaines conditions de l'ouvrier agricole polonais.

Ces critiques ne changent donc rien à nos observations générales et leurs auteurs n'ont eu d'ailleurs pour objet que de signaler certains malaises et d'attirer l'attention des autorités françaises sur ce que les conditions sociales et économiques, de l'immigration pouvaient présenter de défectueux à leurs yeux, dans le but d'amener une compréhension plus large et une collaboration plus étroite entre les immigrants et les Français.

2. *La Pologne politique, économique, littéraire et artistique*, 1^{er} novembre 1929.

CHAPITRE VI

LES EFFETS ECONOMIQUES DE L'IMMIGRATION EN FRANCE

Nécessité de l'immigration pour la satisfaction des besoins économiques. — Le point de vue agricole. — Différences entre les conditions de l'immigration en France et aux Etats-Unis au point de vue économique. — Immigration individuelle et immigration collective. — Avantages et inconvénients. — Les étrangers en France dans l'agriculture. — Commentaires sur les résultats de l'Enquête sur les Etrangers, du ministère de l'Agriculture (1927). — Les étrangers dans l'industrie. — Leur répartition par nationalités, par catégories professionnelles, par départements.

Nous avons déjà vu que si, sous divers aspects, l'affluence des travailleurs étrangers dans un pays pouvait susciter des critiques et même dans des conditions particulières, provoquer sinon un arrêt, du moins des restrictions à cette immigration il n'en était pas de même au point de vue économique. Aux causes générales qui rendent l'immigration étrangère bienfaisante et souhaitable dans les pays où l'industrie se développe, il faut ajouter, dans le cas de la France, le fait de la guerre avec les dévastations matérielles et les pertes de substance démographique considérables qui en ont été les conséquences. Comme l'a dit fort justement M. Paon¹ : « Il s'agit, pour la plus grande part, de remplacer les individus adultes emportés dans le plein épanouissement de leur force productive; et l'immigration seule peut nous y aider ».

1. Marcel Paon, *L'Immigration en France*, Payot, Paris, 1926.

L'aspect économique de l'immigration étrangère a fait l'objet d'études nombreuses parmi lesquelles nous rappellerons celles de MM. Oualid, Paon, Pairault, etc. Il nous semble difficile d'ajouter quelque chose de nouveau à ces études et d'ailleurs l'immigration est pleinement justifiée de ce seul point de vue. Par ailleurs, les arguments des partisans des restrictions délaissent cet aspect du problème et nous n'y insisterons pas.

Nous voudrions indiquer seulement un effet particulier de l'immigration agricole. Nous avons mentionné, en examinant les effets sociaux de l'immigration, les plaintes de certains travailleurs agricoles, les Polonais notamment, dont le salaire serait inférieur à celui de leurs camarades français. Il est d'autre part exact que le salaire moyen des ouvriers ruraux est dans un grand nombre de cas très inférieur au salaire moyen des ouvriers des villes voisines. Les conséquences de cet état de choses sont doubles. D'une part, l'ouvrier agricole étranger, à l'expiration de son contrat, et même avant la date de cette expiration, quitte la ferme, va à la ville, où il trouve facilement à s'embaucher et à gagner davantage, la pénurie d'ouvriers de toutes catégories se faisant généralement sentir. Ceci est un fait que l'on a trop souvent constaté. D'autre part, le propriétaire pouvant se procurer une main-d'œuvre à des taux inférieurs à ceux demandés par les ouvriers français est porté à engager de préférence les étrangers, d'où une nouvelle cause de désertion des campagnes par les travailleurs français. Des enquêtes ont été faites et des mesures prises en vue de donner satisfaction aux doléances légitimes des étrangers. Il est trop tôt encore pour juger des résultats obtenus. Il est en tout cas à souhaiter ardemment que l'élément français qui est encore attaché à la terre, comme l'élément étranger que l'on a engagé pour y travailler, y restent afin d'une part que notre agriculture puisse maintenir et développer sa production, question vitale pour notre pays,

et que l'assimilation des étrangers s'effectue dans les conditions les plus favorables.

Les conditions d'utilisation et d'acclimatation des étrangers ont été aussi parfois défectueuses. D'après Mme Régina Rybinska¹, « le métayage et l'utilisation de la main-d'œuvre polonaise comme maître-valets n'ont donné jusqu'ici que des résultats fâcheux, l'incompétence des ouvriers dirigés dans des régions où les travaux agricoles diffèrent essentiellement de ceux pratiqués en Pologne et la mauvaise foi de certains employeurs ont été la cause de nombreuses réclamations aussi bien de la part des ouvriers que de celle des employeurs ».

Les considérations générales que nous avons déjà exposées, notamment sur les effets de l'immigration, sur les conditions de travail des ouvriers, les changements de méthode dans l'industrie, l'emploi des femmes et des enfants, le remplacement des nationaux dans certains milieux par des étrangers, les syndicats ouvriers, s'appliquent à tous les pays objets d'une forte immigration et peuvent être aussi retenues pour la France.

Il est à remarquer toutefois, que si dans leur ensemble les conclusions de MM. Jenks et Lauck sont exactes, appliquées à l'immigration américaine, elles ne sauraient être valables dans le cas de l'immigration française sans faire l'objet de sérieuses réserves. En particulier, s'il est vrai que les immigrants étrangers ont pratiquement accaparé certaines professions, celle de mineur dans plusieurs régions par exemple, il ne serait pas exact de dire que ce changement s'est fait au détriment des Français. Comme nous l'avons vu, ces derniers sont allés de préférence vers les emplois plus lucratifs ou plus commodes, laissant les autres aux étrangers. De même si le rendement de certaines catégories d'immigrants est inférieur au rendement des ouvriers français, la

1. Régina Rybinska, cf. *La Pologne politique, économique, littéraire et artistique*, 1927.

sélection qui préside à l'immigration collective et permet d'éliminer les plus mauvais éléments, ainsi qu'une certaine communauté de sentiments, de mœurs, de façon de vivre, spécialement chez les Belges et Italiens qui constituent la partie la plus importante de notre immigration, réduisent considérablement les inconvénients qui furent remarqués aux Etats-Unis. Pour les mêmes raisons, nous n'éprouvons pas les difficultés rencontrées aux Etats-Unis dans l'assimilation de ces immigrants et nous croyons être loin encore du point de saturation de l'immigration aussi bien au point de vue économique qu'au point de vue politique.

Il résulte de ceci que nous n'avons pas de raison majeure de fermer nos portes ou même de restreindre dans des proportions importantes l'arrivée des travailleurs étrangers. Tout au plus pourrait-il apparaître souhaitable que l'immigration de certaines races ou de certaines nationalités plus proches de nous soit favorisée de préférence. Mais n'avons-nous pas besoin de toutes les catégories de travailleurs, et au point de vue politique n'est-il pas sage de contrebalancer l'influence que pourraient exercer certains éléments étrangers par l'addition d'autres contingents qui aideront à maintenir l'équilibre dans le corps national, même si ces derniers éléments ont un rendement industriel quelque peu inférieur ?

Nous n'ajouterons rien non plus aux commentaires que nous avons donnés sur les arguments des partisans de l'immigration libre. Nous indiquerons, ce qui renforce leur thèse, appliquée au cas de la France, que le chômage dans notre pays est pratiquement inexistant¹. Seule l'année 1927, marquée par un ralentissement de l'industrie, et un chômage, d'ailleurs très inférieur en proportion à celui qui sévissait et sévit encore dans les pays voisins, a vu aussi l'immigration décroître et tomber très en-dessous de l'émigration des

1. Voir à l'annexe L, les statistiques du chômage en France de 1925 à 1929.

travailleurs étrangers, que les conditions économiques défavorables incitaient à retourner dans leur pays. Ce fait confirme donc bien les développements déjà exposés.

Nous ne voudrions cependant pas conclure au point de vue économique à une liberté complète de l'immigration. Nous croyons, en effet, que la plupart des maux dont se plaignent les Etats-Unis par exemple, sont provoqués par l'immigration individuelle. Cette immigration, suivant l'expression de M. Rochut¹ « s'insinue quotidiennement au travers des frontières, ingénieuse, insaisissable, malsaine. Elle alourdit en toutes circonstances le marché du travail, le bouleverse en temps de crise. Echappant à toute sélection préalable, elle nous encombre d'incapables; elle compromet de la manière la plus grave, la santé et la sécurité publiques ».

Bien que ce tableau soit peut-être poussé au noir, il n'en contient pas moins une grande part de vérité. Si, en France, où elle est considérable, cette immigration n'a pas provoqué jusqu'à présent certains effets désastreux qui ont fait naître aux Etats-Unis la vive campagne restrictionniste que l'on connaît, c'est vraisemblablement parce que les besoins de notre pays en main-d'œuvre ont été tels que tous ces travailleurs ont pu être absorbés sans grande difficulté par les industries diverses. Elle s'est néanmoins révélée, en peuplant nos hôpitaux d'une proportion plus forte de malades que celle de la population française et nos prisons d'une proportion également beaucoup trop élevée de délinquants.

Bien que nous pensions que l'immigration étrangère doive continuer, pendant un certain temps encore tout au moins, à procurer à notre agriculture et à notre industrie les éléments qui, sans elle, lui feraient défaut, pour satisfaire aux besoins de la métropole et de nos colonies, nous croyons que nos efforts doivent tendre à favoriser l'introduction d'immigrants

1. Rochut, *L'Immigration, fait économique*, février 1927.

sélectionnés professionnellement et contrôlés médicalement dans leur pays d'origine plutôt que d'encourager l'arrivée individuelle de travailleurs étrangers. Certes, comme le fait remarquer M. Paul Raphaël¹, les bons éléments venus par immigration individuelle sont plus assimilables que ceux recrutés collectivement, mais par contre l'immigration individuelle compte plus d'éléments indésirables et l'immigration collective diminue le nombre des déchets sociaux. C'est ainsi que, d'après le Docteur Léon Bernard, « les Polonais et les Tchécoslovaques soumis avant départ à un contrôle médical sévère sont refusés dans la proportion de 34 %. La contre-visite à l'arrivée ne dépiste que 0,8 pour mille de malades ».

Nous pensons donc que la politique d'immigration en France doit tendre à assurer, dans toute la mesure où cela est possible sans nuire au droit de chaque individu à se déplacer librement, sous condition qu'il se soumette à la législation de l'Etat où il réside, l'introduction de travailleurs sélectionnés dans leur pays d'origine et aptes à remplir les besognes pour lesquelles ils sont demandés.

Afin de donner une idée de l'importance de l'élément étranger dans la vie économique de notre pays, nous rappellerons brièvement les résultats de l'Enquête sur les Etrangers (janvier 1927), faite par le Ministère de l'Agriculture et publiée en 1929.

On comptait en janvier 1927 dans l'agriculture, 33.285 propriétaires étrangers exploitant 149.148,88 hectares parmi lesquels 14.719 Italiens exploitant 53.749,22 hectares; 8.045 Espagnols exploitant 19.825,43 hectares, 4.797 Belges exploitant 40.723,88 hectares, et 3.413 Suisses exploitant 18 mille 621,43 hectares. On comptait également 58.419 fermiers ou métayers exploitant 437.155,40 hectares, parmi lesquels 24.333 Italiens exploitant 97.385 55 hectares, 20.457 Belges

1. Paul Raphael, *Le Problème des étrangers en France* (*La Grande Revue*, avril 1926).

exploitant 261.081,58 hectares; 7.256 Espagnols exploitant 32.248,39 hectares et 4.746 Suisses exploitant 28.309,41 hectares. On arrive donc à un total de 91.704 cultivateurs étrangers, propriétaires exploitants, fermiers ou métayers exploitant ensemble 586.304,28 hectares.

Les départements qui dénombrent les plus grandes superficies exploitées par les cultivateurs étrangers (propriétaires, fermiers ou métayers) sont les suivants :

Aisne	avec	44.663,85 h. exploités par	2.274 cultivateurs étrangers
Oise	—	44.543,49	— 3.079
Gers	—	41.539,66	— 4.964
Lot-et-Garonne	—	30.055,78	— 6.450
Nord	—	26.590,15	— 5.077
Ardennes	—	26.549,53	— 2.373
Somme	—	25.239,50	— 1.838
Haute-Garonne	—	23.695,74	— 4.474
Eure	—	21.909,14	— 1.942
Seine-et-Marne	—	21.054,75	— 1.166

Enfin, on avait recensé 162.799 travailleurs agricoles ou forestiers étrangers parmi lesquels 51.650 Espagnols; 41.264 Italiens; 31.943 Polonais; 18.822 Belges et 6.883 Suisses. Ces travailleurs étaient particulièrement nombreux dans les départements méditerranéens: Hérault (15.931); Aude (15.643 Alpes-Maritimes (10.878); Pyrénées-Orientales (10.436); Var (10.145).

Si l'on examine maintenant l'ensemble des étrangers actifs dans l'industrie et l'agriculture, on peut dresser les deux tableaux suivants :

Tableau des étrangers actifs par nationalité en 1927

Nationalité	Nombre	%	Nationalité	Nombre	%
Italiens ...	479.044	29.7	Tchécoslova .	32.200	2.0
Belges	251.503	15.6	Arméniens ...	26.275	1.6
Polonais ...	233.271	14.4	Portugais	26.185	1.6
Espagnols ..	200.373	12.4	Luxembourg .	21.979	1.4
Suisses	87.479	5.4	Grecs	15.685	1.0
Russés	63.942	4.0	Divers	14.577	8.8
Allemands..	34.203	2.1			
			Total....	1.614.716	100

Tableau des étrangers actifs par catégories professionnelles

	Nombre	%
Industries diverses	382.000	23.7
Construction et terrassement	326.000	20.2
Métallurgie et travail des métaux	265.000	16.4
Agriculture	254.000	15.7
Mines de houille	139.000	10.6
Mines métalliques et autres	32.000	10.6
Manœuvres	216.000	13.4

Sans tenir compte des 254.000 étrangers occupés à l'agriculture, le nombre des travailleurs étrangers employés dans l'industrie dans les départements, c'est-à-dire à l'exclusion de la région parisienne, s'élève à 923.119. Les départements possédant plus de 20.000 de ces travailleurs sont les suivants : Nord (137.896); Pas-de-Calais (79.432); Moselle (67.702); Alpes-Maritimes (55.200); Meurthe-et-Moselle (47.138); Seine-et-Oise (40.737); Rhône (39.013); Bouches-du-Rhône (32.419); Isère (29.162); Var (22.651); Loire (21.056). On voit donc que nos régions frontalière du Nord, de l'Est et de la Méditerranée soit celles qui font le plus appel au travail étranger. Il n'est pas douteux que leur développement industriel et agricole dépende en grande partie de cette main-d'œuvre et que son emploi ne corresponde pas seulement à un besoin plus ou moins réel mais à une impérieuse nécessité.

CHAPITRE VII

LA POLITIQUE FRANÇAISE D'IMMIGRATION

Doit-on restreindre l'immigration ? — Les introductions de travailleurs étrangers. — Les préoccupations du gouvernement et des organisations industrielles. — L'accroissement de l'immigration depuis 1929. — La prédominance de l'élément polonais. — L'extension des sources de recrutement de travailleurs. — Nouveaux accords avec des pays de l'Europe centrale. — La politique de la France doit être une politique de sélection. — L'immigration temporaire.

Après avoir passé en revue, sous leurs différents aspects, les effets de l'immigration étrangère en France, il nous reste maintenant à examiner si cette immigration doit se continuer et dans ce cas si les mesures qui régissent son introduction sont suffisantes ou s'il ne convient pas de prendre modèle sur des législations étrangères plus restrictives.

Ce problème a depuis longtemps préoccupé les Français intéressés par cette question et les opinions les plus diverses ont été émises¹.

1. Citons, notamment, à ce sujet, un extrait de la préface, écrite par M. E. Herriot, du livre de M. Ch. Lambert, *La France et les Etrangers*, Delagrave, Paris, 1928, qui nous semble traduire les sentiments de beaucoup de Français.

« La question des étrangers est assurément l'une de celles qui doivent retenir le plus l'attention du législateur et qui commandent une solution urgente.

« La présence sur notre sol de 3 millions de non-Français pose à nos esprits un redoutable problème de la solution duquel dépend, pour notre pays, dans une large part, la mort ou la vie.

« Il est bien évident, en effet, que le laissez-faire qui semble avoir été trop souvent notre unique règle de conduite en ce domaine peut nous mener aux pires déconvenues. Ainsi des entités nationales étrangères se constituent sur différents

En ce qui concerne le fait même de l'immigration, certains prétendent que le remplacement des pertes démographiques subies du fait de la guerre serait dès maintenant effectué à peu près totalement et qu'il conviendrait donc de fermer nos portes et de limiter à de faibles contingents son volume annuel.

Pour notre part, nous ne partageons pas cette manière de voir. Nous pensons en effet que l'on doit prévoir le déficit des Français adultes, dans les années prochaines, causé par la natalité insuffisante des années de guerre. D'autre part, nous avons un empire colonial à développer et à mettre en valeur. Cet effort ne demandera pas seulement des capitaux et du matériel mais aussi et surtout de la main-d'œuvre spécialisée et des cadres. Si, comme il est souhaitable, ce sont les éléments nationaux qui fournissent ces spécialistes et ces cadres, ils devront être remplacés dans la métropole par des éléments étrangers équivalents. Enfin, l'exécution d'un tel programme ne peut manquer de développer certaines branches de l'industrie nationale et donc de provoquer une demande de main-d'œuvre supplémentaire. Nous croyons donc que l'appel à la main-d'œuvre étrangère ne cessera pas de sitôt en France, puisque malheureusement pour des causes diverses, surtout économiques, le taux de notre natalité ne semble pas devoir se relever et qu'un équilibre approximatif s'établit annuellement entre le chiffre des décès et celui des naissances.

Examinons maintenant les résultats de la politique française d'immigration. Le total des ouvriers introduits de 1920

points de notre sol; l'immigration souhaitable pour nos campagnes se répand au contraire dans nos villes déjà pléthoriques; des indésirables, au physique et au moral, franchissent sans contrôle nos frontières; en cas de conflit extérieur, nous serions fort embarrassés de ces millions d'individus que nous n'aurions la possibilité ni d'expulser, ni de mettre dans des camps de concentration, ni de surveiller, nous privant de l'aide industrielle et agricole de ceux d'entre eux qui apportent à notre vie nationale une appréciable contribution.

« Vous inspirant de l'exemple illustre des Etats-Unis, vous préconisez une vaste politique d'immigration ayant pour but l'incorporation à notre race, affaiblie par tant de saignées successives de ceux de ces étrangers qui, soigneusement choisis, représentent un apport utile pour nous. »

à 1926¹ a été respectivement de : 193.942 ; 80.055 ; 193.113 ; 273.527 ; 265.355 ; 176.261 et 162.109. A la suite de la crise économique de 1927, les introductions de travailleurs étrangers ont été de 64.325 en 1927 et 97.742 en 1928. Pendant les mêmes années, les rapatriements se sont élevés respectivement à 89.982 et 53.759, c'est-à-dire que l'excédent net de l'immigration sur l'émigration des travailleurs étrangers ne s'est élevé pendant ces deux années qu'à 18.326 alors qu'il avait dépassé un million de 1920 à 1926. En 1929 le total des introductions est remonté par contre à 168.020 contre 38.870 rapatriements seulement.

Lors de la discussion du budget de 1929² des craintes ont été exprimées au sujet de l'immigration agricole, sur la concurrence faite par des travailleurs étrangers aux français et le danger d'un exode de ces derniers vers les villes. On a proposé de relever le taux des salaires minima mensuels d'une part et d'autre part d'assurer le refoulement des étrangers venus pour être occupés dans l'agriculture et qui ont abandonné cette profession.

Au point de vue immigration industrielle, le rapporteur de la commission de la Chambre, M. Landry, déclarait que les demandes de main-d'œuvre des industries minières, métallurgiques et mécaniques parvenant au ministère du Travail étaient de plus en plus nombreuses.

Le budget de 1929 prévoyait également un développement des services de contrôle de l'immigration par l'adjonction, notamment, de quatre nouveaux inspecteurs mobiles chargés de renforcer la surveillance des étrangers déjà introduits et d'enquêter au sujet de leurs réclamations.

Les rapports présentés à la session du 22 décembre 1928 du Conseil national de la main-d'œuvre, faisaient ressortir un

1. Voir tableaux annexes J et K.

2. *Journal officiel de la République française*, Chambre des députés, 19-20 novembre 1928.

chômage inexistant dans presque toutes les industries. Ils préconisaient l'introduction de familles entières d'immigrants en vue de stabiliser l'immigration¹.

D'après un rapport présenté au début de 1929, à l'assemblée générale de l'Union des industries métallurgiques et minières, la politique des autorités tendait à renforcer l'action des offices de placement et à lier la question de l'immigration ouvrière à celle du logement, du taux des salaires ainsi qu'à la formation sur place d'une main-d'œuvre qualifiée similaire à celle dont l'introduction est réclamée.

Il était aussi demandé une réduction des délais et formalités exigés pour faire venir les travailleurs étrangers. Enfin les sources anciennes de main-d'œuvre, notamment l'Italie et la Belgique, ne paraissant plus devoir fournir suffisamment d'ouvriers, des efforts étaient envisagés par la Société Générale d'Immigration pour recruter en d'autres pays, en particulier en Pologne, Tchecoslovaquie, Autriche, Yougoslavie, Roumanie les compléments de main-d'œuvre nécessaire².

Le Comité directeur de la Fédération patronale française du Bâtiment et des Travaux Publics, devant l'arrêt presque complet de l'émigration italienne et la pénurie de main-d'œuvre nationale, a, vers le milieu de l'année 1929, ouvert également une enquête sur les possibilités de recrutement des ouvriers en Europe centrale, particulièrement en Yougoslavie, Hongrie et Tchecoslovaquie³.

L'organisme constitué pour ce recrutement qui fonctionne déjà dans la péninsule ibérique est intitulé « Association cor-

1. *Revue de l'Immigration*, janvier 1929. Dans cette même session le Conseil national de la main-d'œuvre a décidé que des démarches devraient être entreprises pour obtenir une application plus stricte de la loi du 11 août 1926 punissant le débauchage et pour arriver au vote d'une loi aidant effectivement à améliorer le logement des travailleurs ruraux.

2. *Revue de l'Immigration*, mars-avril 1929; *Revue mensuelle de l'Union des industries métallurgiques et minières*, février 1929.

3. *Journée industrielle* du 14 août 1929.

porative d'immigration de main-d'œuvre pour le bâtiment, les travaux publics et les matériaux de construction ».

On voit donc la préoccupation générale des diverses industries françaises relatives au déficit de main-d'œuvre au cours de l'année 1929. Cet état d'esprit s'est traduit dans les organes économiques industriels et commerciaux par des demandes répétées de travailleurs étrangers et l'énumération des dommages causés indirectement à l'économie nationale par le manque de travailleurs.

Les demandes des industriels, ont en partie reçu satisfaction et l'année 1929 a été marquée par un accroissement sensible de l'immigration sur les deux années précédentes. C'est ainsi que, sur un total de 168.020 travailleurs introduits, 57.149 ont été affectés à l'agriculture et 110.871 à l'industrie, soit pour cette dernière catégorie un chiffre légèrement supérieur à celui de 1925. Enfin, le nombre des rapatriés ne s'est élevé qu'à 38.870, chiffre le plus bas depuis 1921.

Il est aussi intéressant de noter un changement de direction des courants migratoires vers notre pays. C'est ainsi que l'immigration italienne, qui, depuis longtemps, nous fournissait le plus fort contingent de travailleurs, et était du reste fort appréciée à cause de la similitude de race, de mœurs, de mentalité, a cédé le premier rang à l'immigration polonaise dont le contingent destiné à la France augmente de plus en plus. Nous rappellerons que de 1920 à 1925, sur un total de 1.180.000 travailleurs introduits, on comptait : 420.000 Italiens soit 35 %; 221.000 Espagnols, soit 18,5 %; 200.000 Belges, soit 17 %, et 190.000 Polonais soit 16,6 %. Si l'on déduit les départs, c'est-à-dire si l'on fait apparaître l'immigration nette, les Polonais passaient avant les Espagnols et atteignaient à peu près les chiffres de l'immigration belge (voir tableaux annexes).

En 1926, l'immigration polonaise passe au premier rang avec 53.500 entrées, soit 2,8 %, contre 41.500 Belges (2,5 %) et

38.000 Italiens (23, 5 %). On enregistre dans le même temps le départ de plus de 26.000 Italiens.

En 1927, on compte 33.000 entrées belges, contre 7.500 départs; 10.000 entrées polonaises contre 12.000 départs et moins de 10.000 entrées italiennes contre plus de 32.000 départs.

En 1928, les Belges viennent toujours en tête avec 34.000 entrées, soit 35 % de l'immigration totale et 3.300 départs; suivent les Polonais avec 24.600 entrées (25 %) et 11.900 départs et les Italiens avec 18.100 entrées (17 %) et 16.800 départs.

En 1929, les Polonais prennent nettement le premier rang avec 52.637 entrées (31, 3 %) et 10.578 départs, contre 23.902 entrées belges (14, 2 %) et 1993 départs et 28.749 entrées italiennes (17, 1 %) et 9.096 départs.

Il convient de noter pour cette dernière période, l'importance croissante que prend l'immigration de certaines nationalités qui ne nous fournissaient jusqu'à présent qu'un nombre plus restreint de travailleurs : Allemands, Tchécoslovaques, Portugais, Suisses, Yougoslaves. Il semble bien que, dans l'avenir immédiat tout au moins, le premier rang de l'immigration étrangère en France, continuera d'appartenir à l'élément polonais. C'est ainsi que le programme de recrutement arrêté lors de la Conférence franco-polonaise tenue du 17 au 22 décembre 1929, prévoit la venue en France en 1930 de 61.000 travailleurs répartis de la façon suivante :

	20.000 hommes	pour les mines de charbon,	
	6.000	—	— de fer
	1.500	—	— de potasse
	3.000	—	industries du bâtiment
	14.000	—	industries diverses
	1.000 femmes	—	professions diverses
			autres que l'agriculture,
	16.000 hommes	—	l'agriculture.
Total	60.000 hommes	et 1.000 femmes.	

On voit donc que loin de suivre l'exemple de certains pays, la politique française favorise au contraire l'accroissement numérique de l'immigration. Nous avons déjà souligné que cette tendance paraît pleinement justifiée par le développement des besoins économiques du pays.

Signalons enfin, qu'au début de la présente année, de nouveaux accords bilatéraux ont été conclus.

Le 28 janvier 1930, un traité de travail franco-roumain a été signé à Bucarest par les deux pays et ratifié par le Parlement roumain le 19 février. Il reproduit les principales clauses des traités analogues conclus avec la Belgique, la Pologne et la Tchécoslovaquie et comporte également sur plusieurs points des solutions nouvelles¹.

On peut donc s'attendre à un développement important de l'immigration roumaine en France. D'après diverses informations parues, il semblerait qu'une partie importante de cette immigration ne doive affecter qu'un caractère saisonnier.

Signalons aussi que des accords seraient en voie de conclusion entre l'Autriche et la France au sujet de l'immigration autrichienne en France². Un accord relatif au recrutement des travailleurs industriels hongrois serait également intervenu entre les gouvernements français et hongrois et entré en vigueur le 28 février 1930. Les contrats de travail seraient établis pour une durée de 6, 9 ou 12 mois³.

Enfin, rappelons que des négociations eurent également lieu en août 1929 entre la France et la Yougoslavie. Dans ce dernier pays, une commission mixte franco-yougoslave a entrepris l'élaboration d'une convention d'immigration et d'emploi de la main-d'œuvre en France⁴.

1. B. I. T., *Informations sociales*, 17 mars 1930.

2. B. I. T., *Informations sociales*, 19 mai 1930.

3. B. I. T., *Informations sociales*, 23 juin 1930.

4. B. I. T., *Informations sociales*, 16 septembre 1929. Nous rappellerons également qu'aux termes d'une convention consulaire et d'établissement signée

Nous voyons donc que la politique française en matière d'immigration s'oriente, sous la pression des besoins économiques, vers la recherche de nouvelles sources de main-d'œuvre¹.

Cette orientation de la politique, jointe à un accroissement sensible du nombre des immigrants pendant l'année 1929, qui paraît devoir continuer en 1930², montre bien qu'en dépit de la crise économique mondiale dont elle ressent certains effets, la France compte recevoir pendant longtemps encore une certaine immigration ouvrière et paysanne. Ceci ne veut pas dire du reste, que des variations dans le volume de cette immigration, causées soit par une prolongation de la crise actuelle, soit par des modifications économiques dans certaines régions, etc., ne se produiront pas. Mais la facilité d'absorption de l'immigration actuelle par l'économie nationale, dans les circonstances présentes prouve que le point de saturation des besoins économiques en main-d'œuvre est loin d'être atteint.

L'organisation actuelle de l'immigration en France a fait

par la France et la Yougoslavie, à Paris le 30 janvier 1929 et entrée provisoirement en vigueur le 15 mai suivant, les ressortissants de chacun des deux pays jouiront, sur le territoire de l'autre, sous réserve des lois et règlements relatifs à la police et au régime des passeports, du traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'accès, le séjour, l'établissement, l'exercice du commerce, de l'industrie, de la navigation, des métiers et des professions, y compris les droits et intérêts y afférents. En outre le gouvernement français assurera aux ressortissants yougoslaves ce même traitement en matière d'accès, de séjour et d'établissement dans les colonies françaises (B. I. T., *Informations sociales* du 22 juillet 1929).

Il n'est pas douteux que la conclusion d'un tel accord n'ait eu l'influence la plus heureuse sur le mouvement de l'émigration yougoslave vers la France que nous avons signalée plus haut.

1. Remarquons à ce sujet, que les mesures restrictives prises par l'Italie à l'égard du départ de ses nationaux semblent devoir se relâcher et qu'on enregistre actuellement de nombreuses entrées d'ouvriers italiens en France. C'est ainsi que pendant le 1^{er} trimestre 1930, le nombre des immigrants italiens atteignait 7.712, soit 25,7 % du total, contre 8.727 Polonais soit 29,1 % du total. Les immigrations polonaise et italienne paraissent donc devoir continuer à fournir à la France la majorité des ouvriers agricoles et industriels dont elle a besoin.

2. On a enregistré en effet pendant le premier trimestre 1930 l'entrée de 29.918 immigrants contre 16.217 pendant le 1^{er} trimestre 1929. Le nombre des rapatriements pendant les mêmes périodes a été respectivement de 11.598 et 9.966 laissant une immigration nette de 18.320 pour le 1^{er} trimestre 1930 contre 6.251 pour le 1^{er} trimestre 1929.

l'objet d'études approfondies¹ que nous ne reprendrons pas ici.

Nous reproduirons simplement à titre indicatif, à l'annexe H, les principales conditions de l'immigration en France, indiquées dans la *Réglementation des Migrations*, vol. II, Genève, 1928.

Ajoutons seulement que l'immigration en France a évolué et que d'individuelle, libre et non contrôlée elle tend de plus en plus à devenir collective, organisée et contrôlée. Les accords passés dès l'après-guerre avec l'Italie, la Pologne, la Tchécoslovaquie et plus récemment, avec d'autres pays de l'Europe centrale marquent le développement normal de cette politique.

Rappelons aussi la réponse du Gouvernement français, au questionnaire de la Commission internationale de l'émigration, qui précise les idées directives et les bases de la politique française d'immigration :

«... Pour l'immigration, les principes directeurs du Gouvernement français sont inscrits dans le traité de travail avec l'Italie et dans les conventions sur l'émigration et l'immigration avec la Pologne et la République tchécoslovaque... »

« En résumé, la France est favorable à l'immigration des ouvriers étrangers. Elle pose simplement comme règle que cette immigration doit être rationnelle et réglementée pour ne pas nuire aux légitimes intérêts des ouvriers français et ne pas risquer de troubler l'équilibre du marché du travail national ».

Nous avons vu les effets produits en France par l'immigration. Devons-nous, dans l'avenir, continuer la politique d'admission suivie jusqu'à présent qui nous a valu ces résultats ou au contraire nous inspirer de législations plus rigides, plus pro-

1. Consulter en particulier sur ce sujet l'ouvrage très documenté de M. Pairault *L'Immigration organisée et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France*, Les Presses Universitaires, Paris.

tectionnistes des caractères ethniques, moraux de la nation, comme celle des Etats-Unis par exemple. Nous ne le croyons pas. Certes la réglementation française de l'immigration n'est pas parfaite et certaines dispositions imitées de la législation américaine, concernant notamment le recrutement et les conditions d'admission physiques et morales des immigrants pourraient utilement la compléter¹. Prise dans l'ensemble, cependant, la base de la politique américaine, qui repose sur le contingentement des races et la division des immigrants en catégories ne saurait convenir à un pays comme la France, qui se doit de conserver sa réputation de gardienne des libertés individuelles et de nation accueillante à tous, quels que soient les caractères politiques ou ethniques de ceux qui se présentent à elle.

Ceci n'infirme nullement d'ailleurs ce que nous avons dit concernant la sélection des races qui favorise l'assimilation et les préférences qui doivent nous guider dans la recherche des travailleurs. Au surplus le nombre des immigrants individuels appartenant à des races dont l'assimilation serait difficile est relativement faible, et il paraît plus adroit et plus humain aussi de restreindre indirectement cette immigration en limitant les débouchés qui l'attirent, en renforçant certaines conditions d'admission que de prendre des mesures générales vis-à-vis d'une race ou d'une nation. On laisse ainsi aux individus d'élite qu'il faut accueillir, indépendamment de toute au-

1. Signalons à ce sujet, qu'au cours de la séance de la Chambre des députés du 29 novembre 1929 M. Charles Lambert a préconisé la constitution d'un Office de l'immigration analogue à celui qui fonctionne aux Etats-Unis depuis 1913.

Il a également insisté sur l'insuffisance des précautions prises en matière de sélection, d'examen sanitaire, de contrôle et de répartition des immigrants. Il a signalé que sauf en Pologne et en Tchécoslovaquie, aucune organisation de recrutement méthodique des émigrants n'existait. Même pour l'immigration polonaise le contrôle lui paraît parfois insuffisant. M. Lambert demande enfin que l'émigration de familles nombreuses et de paysans vers la France soit encouragée et intensifiée considérablement. (*Journal officiel* du 30 novembre 1929, Débats parlementaires n° 98.)

tre question, la possibilité d'entrer et de mettre leurs capacités au service du pays.

Il nous semble en définitive que la politique française d'immigration doit être une politique de sélection. Sélection des individus, en éliminant les tarés aux points de vue physique et moral, en choisissant les professions; sélection des races en favorisant, sans écarter les autres, les ressortissants des nations proches de la nôtre par la mentalité, les mœurs, les coutumes, la culture, la civilisation. Cette sélection peut du reste aussi bien s'exercer sur des individus illettrés que sur ceux ayant déjà reçu une certaine culture, et ce que l'on appelle la sélection intellectuelle ne nous paraît pas nécessaire. Nous avons déjà dit, au contraire, qu'à notre avis les immigrants frustes, étaient d'autant plus aptes à l'assimilation rapide que les liens qui les rattachaient au pays d'origine étaient plus faibles.

Cette politique de sélection souple, attirant les éléments étrangers quand le besoin s'en fait sentir ou au contraire les décourageant en cas de crise, afin de préserver des risques sociaux la main-d'œuvre nationale, ne peut évidemment s'appliquer qu'à ceux qui viennent avec l'intention de se fixer dans le pays.

Elle ne saurait régir de la même façon ceux qui ont seulement l'intention d'y séjourner le temps de leur contrat, puis de retourner dans leur pays d'origine. Nous nous trouvons là en présence d'un autre genre d'immigration, uniquement déterminé par des besoins économiques, avec des incidences sociales moindres et des conséquences ethniques et politiques plus faibles.

Il semble d'ailleurs que ce nouveau genre d'immigration tende à se développer. Bien que les nécessités économiques contraignent à y avoir recours, un des buts principaux de l'immigration en France, la reconstitution partielle de la population française décimée, n'est pas atteint. De plus, en cas de troubles politiques nationaux ou internationaux, ces

éléments peuvent offrir des inconvénients sérieux. Enfin, au point de vue économique, la marche de certaines industries établies en France, dépend ainsi de la volonté de groupements étrangers, syndicats ou gouvernements, situés hors du pays, n'ayant que peu d'intérêts communs avec ces industries et sur lesquels aucune action efficace ne peut s'exercer. A ces divers points de vue, et dans l'état actuel politique et économique de l'Europe, une telle immigration ne nous paraît pas désirable. Il en serait autrement, dans le cas d'une Europe unie et consciente de la solidarité des divers intérêts des nations qui la composent. On pourrait alors comparer ces migrations temporaires, à celles, qui se produisent à l'intérieur du pays ou entre les pays voisins, chaque année en certaines saisons et qui constituent un moyen de rapprochement aussi bien entre les diverses provinces du pays qu'avec les peuples voisins.

CONCLUSION

Nous avons passé en revue les politiques des principaux pays d'immigration. Nous avons vu ensuite pour quelles raisons ethniques, sociales, politiques, économiques certains pays pratiquaient, sous diverses formes, une politique de restrictions. Nous avons enfin examiné si les effets produits ailleurs pouvaient se développer en France et indiqué les besoins du pays et l'orientation de la politique française d'immigration.

Nous avons montré que cette politique basée sur le principe de la liberté contrôlée, afin de maintenir l'équilibre du marché du travail national et de la sélection des immigrants, que certains voudraient voir encore plus développée suffisait pour assurer la satisfaction des besoins économiques. Elle réserve en même temps la solution des questions politiques ethniques et sociales posées par l'existence d'une proportion importante d'étrangers dans un pays présentant une insuffisance démographique et un taux de natalité relativement faible.

Il semble bien que cette politique de liberté réglementée, incomparablement plus souple que les principes rigides dans lesquels s'enferme aujourd'hui la législation américaine, doive éviter à notre pays les inconvénients dont ont souffert les Etats-Unis, tout en permettant le développement harmonieux de la production nationale. D'une façon générale nous croyons d'ailleurs, aussi bien dans l'intérêt du pays d'immigration que dans celui des immigrants, que les politi-

ques qui s'inspirent d'un esprit strictement national et unilatéral devront être modifiées de façon à tenir compte des *desiderata* légitimes des pays d'émigration. La conclusion de traités bilatéraux analogues à ceux conclus par la France avec divers pays européens constitue une première étape dans cette voie.

Il semble bien du reste comme l'écrivait M. Varlez¹, que « la période des traités bilatéraux d'émigration et de travail n'est pas encore close. Mais on se demande aujourd'hui, s'il n'y a pas lieu de leur substituer des conventions multilatérales qui pourraient remplacer le principe des avantages particuliers par un régime plus général d'égalité ou de réciprocité pour les immigrés ».

On donnerait ainsi des solutions internationales à des questions revêtant des aspects internationaux. Toutefois, une telle conception rencontre encore de fortes oppositions aussi bien dans les pays d'émigration que dans ceux recevant les émigrants.

« La lutte entre les deux tendances, dit encore M. Varlez², législations nationales et conventions internationales, n'est pas terminée et l'avenir seul pourra dire laquelle de ces deux tendances dominera dans les années prochaines ».

Depuis le moment où M. Varlez écrivait cet article, la France a conclu de nouveaux traités bilatéraux alors que les Etats-Unis et les Dominions britanniques ont accentué leur politique de restriction et renforcé leur législation sur l'immigration.

En mettant à part les états sud-américains, qui continuent à pratiquer le libéralisme d'avant-guerre, avec toutefois des conditions d'admission plus sévères, mais sans limitations numériques, ethniques ou nationales, nous voyons

1. L. Varlez, *Emigration. Immigration. L'importance internationale des mouvements de population* (Europe nouvelle du 13 octobre 1928).

2. L. Varlez, *loc. cit.*

que deux conceptions migratoires s'opposent : la conception anglo-saxonne et la conception européenne. Dans la première, la loi est faite par le seul pays d'immigration qui impose ses conditions d'entrée, sélectionne les immigrants, contingente chaque pays selon ses caractères ethniques et les possibilités d'assimilation de ses nationaux. La protection des immigrants est assurée par ses lois. Les pays d'émigration ne sont pas consultés et n'interviennent — officiellement tout au moins — en aucune manière après le départ de leurs ressortissants.

Une telle politique, dictée par le souci de la défense de la race, par le désir de maintenir un niveau de vie, actuellement très supérieur à celui des autres peuples, par la crainte de la formation de colonies étrangères au sein du pays n'est pas sans présenter des dangers. Certes, un peuple puissant et nombreux comme le peuple américain peut imposer ses volontés et défendre contre de nouveaux venus la possession d'un territoire dont la conquête a été souvent pénible. Mais le cas est-il le même, par exemple, pour les quelques millions d'Australiens qui prétendent réserver pour eux seuls les richesses d'un continent dont l'étendue est comparable à celle de l'Europe entière ?

Certes, une politique de réglementation et de restrictions est justifiable quand les intérêts économiques ou le développement social des nationaux des pays d'immigration sont menacés, ou bien quand des difficultés politiques peuvent être créées par certains étrangers, mais n'est-ce pas une erreur pour un peuple de vouloir sans cesse augmenter son bien-être et sa puissance sans inviter à participer à ce développement d'autres peuples moins favorisés par la nature.

D'autre part, ne faut-il pas tenir compte des sentiments des pays surpeuplés dont l'excédent de population ne demanderait qu'à s'établir hors des frontières, mais qui ne peut le faire parce que les débouchés territoriaux lui sont fermés par

des peuples grands, certes, par l'énergie et la civilisation et forts de leur puissance matérielle mais dont le développement démographique est faible par rapport aux territoires qu'ils occupent. Un tel contraste ne renferme-t-il pas une menace cachée pour la paix mondiale en dépit des engagements internationaux ?

Aussi bien, si leur éloignement des autres pays permet aux Etats-Unis et aux Dominions britanniques de maintenir une telle politique, la situation de l'Europe, composée de nations ayant des intérêts politiques et économiques étroitement solidaires, malgré certaines divisions politiques et nationales regrettables, oblige les pays européens à pratiquer une politique migratoire qui tienne compte davantage des intérêts internationaux.

Déjà, pour ce qui concerne la protection de l'émigrant par des mesures internationales, M. Oualid a pu justement écrire¹ :

« Sous nos yeux se constitue pièce à pièce, un statut juridique conventionnel et diplomatique de l'émigrant, inspiré de principes généraux, réalisés en partie par les traités bilatéraux d'émigration et de travail et stipulés et coordonnés, documentés et suscités, projetés ou établis par l'organisation internationale du travail, mais dont l'élaboration est fort lente, et dont surtout l'effet social, indiscutablement bienfaisant, laisse entier l'aspect politique du problème ».

Quant à la politique internationale migratoire que les Conférences de Rome en 1924, de Cuba en 1928 avaient inscrite à leur programme, elle ne progresse encore que lentement. « La plupart des pays craignent que les réunions internationales, trop idéalistes et trop peu compétentes, n'oublient les exigences d'une politique réaliste et négligent les garanties dont un pays est en droit de s'entourer contre

1. W. Oualid, *Rapport introductif sur les principes directeurs d'une politique internationale des migrations de travailleurs* (Documents du Travail, mars-juin 1930).

des éléments jugés indésirables; d'autres, surtout, redoutent l'atteinte à leur souveraineté et au libre droit de chaque nation de pratiquer la politique migratoire adaptée à ses besoins : départ et choix des émigrants, admission ou assimilation des immigrants; sélection des races, etc...¹ ».

Nous croyons cependant que, seule, une politique animée de cet esprit international, qui, suivant la belle définition de l'éminent juriste Nicolas Murray Butler « n'est autre que l'habitude de penser aux relations et aux affaires extérieures et l'habitude de les traiter en considérant les diverses nations du monde civilisé comme des égales et des amies, coopérant au progrès de la civilisation, au développement du commerce et de l'industrie à la diffusion de la lumière et de l'éducation dans le monde », peut résoudre les problèmes délicats posés par les migrations de travailleurs et concilier les positions souvent opposées prises par les pays d'émigration et d'immigration.

L'application de tels principes n'enlèverait nullement à ces pays le droit de protéger leurs ressortissants et de se protéger eux-mêmes contre les risques sociaux, économiques et politiques inhérents à tout mouvement migratoire impor tant.

1. W. Oualid, *Rapport introductif sur les Principes directeurs d'une politique internationale des migrations de travailleurs*, op. cit.

Signalons aussi la résolution de l'Assemblée des Comités nationaux de l'Association de progrès social, qui s'est tenue à Liège en juillet 1930 et dont nous donnons ci-dessous un extrait.

« Il appartient aux organismes internationaux de formuler les principes directeurs du droit international des migrations humaines proposés aux nations en vue de leur application dans les lois, conventions ou traités. Ces principes viseront les trois aspects du problème migratoire. Du point de vue social : poursuite et accentuation de la protection du migrant durant ses déplacements et égalité du traitement économique et social des travailleurs étrangers et nationaux. Du point de vue économique : perfectionnement et achèvement de l'organisation du marché international du travail par une centralisation et une diffusion des renseignements concernant les besoins et les ressources de main-d'œuvre. Du point de vue politique enfin, engagement réciproque, de la part des pays d'émigration, de ne rien faire pour contrarier l'adaptation et l'assimilation éventuelle de leurs émigrants aux populations du pays d'immigration et à s'abstenir, au contraire, de toute action tendant à la consolidation des liens naturels de l'émigrant à sa patrie et, de la part des pays d'immigration, à ne rien faire pour provoquer la dénationalisation forcée des immigrants et de s'abstenir, au contraire, de toute action tendant à précipiter leur libre détermination de transformer leur pays d'établissement en patrie d'adoption. » (William Oualid, *Revue de l'Immigration*, juillet 1930.)

Les pays d'immigration doivent donc maintenir les restrictions physiques et sanitaires, professionnelles et économiques, morales et politiques, visant à la protection du corps social.

La sélection des individus et l'élimination des infirmes, des malades; le souci d'éviter l'encombrement des professions et le développement exagéré des industries, générateur de chômage; la lutte contre la propagation des idées malsaines et la formation de minorités allogènes au cœur du pays, devront donc demeurer au premier rang des préoccupations des gouvernements intéressés.

On voit d'ailleurs que ces restrictions, en leur principe même, s'opposent pas les intérêts des pays d'immigration et de leur nationaux à ceux des pays d'émigration et de leurs ressortissants. Leur application en sera d'autant plus aisée que l'esprit international, défini plus haut, sera plus développé dans les divers pays.

Vu, le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu, le Président de la Thèse,
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le recteur, l'Inspecteur de l'Académie,
J. PÉRROY.

ANNEXES

ANNEXES

Annexe A

CONDITIONS d'ADMISSION DES IMMIGRANTS AUX ETATS-UNIS

1° CONDITIONS DE POLICE ET DE MORALITÉ

D'après l'article 3 de la loi de 1917 sur l'immigration, sont exclues : Les personnes qui ont été reconnues ou reconnaissent être coupables d'un crime capital ou de tous autres crimes et délits impliquant une dégradation morale; les polygames ou les personnes qui croient en la polygamie ou la préconisent; les prostituées ou les personnes entrant aux Etats-Unis dans l'intention de se livrer à la prostitution ou à toute autre fin immorale; les personnes qui directement ou indirectement font le métier d'entremetteur ou essaient de procurer ou d'introduire des prostituées; les personnes qui vivent ou touchent des bénéfices de la prostitution; les anarchistes; les personnes qui sont en faveur du renversement par la force ou la violence du gouvernement des Etats-Unis ou de toute autre forme d'ordre établi; les personnes qui sont opposées au principe du gouvernement organisé, qui préconisent l'assassinat des fonctionnaires publics ou la destruction illégale de la propriété.

La loi de 1917 n'exclut pas les personnes qui remplissant, par ailleurs les conditions d'admission, ont commis un délit purement politique.

2° CONDITIONS RELATIVES AU VOYAGE

Sont exclues (art. 3, loi de 1917), les personnes dont le billet ou le passage est payé avec l'argent d'autrui ou qui reçoivent l'assistance d'autrui pour venir aux Etats-Unis, à moins qu'il ne soit établi à la satisfaction des autorités que ces personnes n'appartiennent pas à une des catégories exclues ou qu'elles ne sont pas des person-

nes dont le billet de passage est payé par une corporation, association, société, municipalité ou gouvernement étrangers, soit directement soit indirectement.

3° CONDITIONS DE RACE, NATIONALITÉ, RELIGION

Sont exclues (art. 3 de la loi de 1917), les personnes provenant de la zone asiatique dite « barrée » à l'exception des agents gouvernementaux, des membres du clergé, des missionnaires, juristes, pharmaciens, ingénieurs civils, professeurs, étudiants, hommes de lettres artistes, commerçants et touristes ainsi que de leurs femmes et enfants mineurs. Si ces personnes, abandonnent postérieurement à leur entrée, la profession ou occupation qui leur a permis de pénétrer aux Etats-Unis, elles pourront être obligées de quitter ce territoire.

L'art. 13 de la loi de 1924 stipule qu'aucun étranger non admissible à la qualité de citoyen ne peut être autorisé à entrer aux Etats-Unis. Font exception à cette règle : a) les personnes revenant d'un séjour temporaire à l'étranger; b) les ecclésiastiques, les professeurs ou étudiants; c) les personnes n'étant pas considérées comme immigrants. Les femmes et les enfants d'ecclésiastiques et de professeurs peuvent être également admis. L'admissibilité à la qualité de citoyen est réservé aux personnes libres de race blanche, aux étrangers libres d'origine africaine et aux individus libres de descendance africaine.

La loi du 13 septembre 1888, complétée par une loi du 29 avril 1902 réglemente la question de l'immigration chinoise. L'immigration des travailleurs chinois, qualifiés ou non, est interdite. Les professeurs, fonctionnaires, étudiants, commerçants et touristes peuvent pénétrer aux Etats-Unis. Aucun travailleur chinois ayant résidé aux Etats-Unis et ayant quitté ce pays n'a le droit d'y retourner sauf :

a) s'il a aux Etats-Unis une épouse, un enfant ou un parent légalement reconnu;

b) s'il possède aux Etats-Unis des biens d'une valeur de 1.000 dollars au moins, ou

c) s'il a aux Etats-Unis des dettes se montant à 1.000 dollars au moins.

La loi du 29 avril 1902 étend la portée des dispositions relatives à l'exclusion des Chinois aux territoires insulaires placés sous la juridiction des Etats-Unis et interdit l'immigration des travailleurs chinois de ces îles dans le territoire continental des Etats-Unis.

Un accord réglemente l'entrée des Japonais.

4° CONDITIONS D'INSTRUCTION

Sont exclus (art. 3 loi de 1917) les étrangers âgés de plus de 16 ans, physiquement capables de lire, qui ne savent pas lire l'anglais, ou une autre langue ou dialecte y compris l'hébreu ou le yiddish.

Chaque immigrant peut indiquer la langue ou le dialecte spécial sur lequel il désire subir l'examen.

Les catégories suivantes d'étrangers, âgés de plus de 16 ans sont exemptées par la loi de l'examen du degré d'instruction.

- a) les personnes qui sont physiquement incapables de lire;
- b) les personnes indiquées ci-après, et qui sont des ascendants ou des descendants en ligne directe des citoyens des Etats-Unis, d'étrangers remplissant les conditions d'admission, ou de résidents étrangers légalement admis aux Etats-Unis, lorsque ces derniers les amènent ou les envoient chercher : les père et grand-père s'ils sont âgés de plus de 55 ans, les épouse, mère, grand'mère, fille célibataire ou veuve;
- c) les personnes qui cherchent à entrer aux Etats-Unis pour éviter des persécutions religieuses dans les pays où elles ont résidé d'une manière permanente en dernier lieu;
- d) les personnes convaincues d'avoir commis un délit purement politique ou qui font une déclaration dans ce sens;
- e) les personnes qui ont résidé antérieurement aux Etats-Unis après y avoir été légalement admises, qui y ont résidé d'une manière ininterrompue pendant cinq ans et qui sont retournées aux Etats-Unis dans les six mois à dater de leur départ de ce pays;
- f) les personnes qui ne font que traverser les Etats-Unis;
- g) les personnes exposant, ou employées dans les foires et expositions autorisées par le Congrès (Règlement 3 M. 1927).

5° CONDITIONS DE FORTUNE

Sont exclus, (art. 3, loi de 1917) les indigents, mendiants professionnels et vagabonds, personnes susceptibles de tomber à la charge de l'Etat.

La loi dispose en outre que dans le cas où des étrangers feraient usage d'un passeport afin de pénétrer sur le territoire continental des Etats-Unis où leur présence influencerait défavorablement sur les conditions du marché du travail, le Président leur refusera la permission de pénétrer dans le pays.

Pour faciliter le contrôle de l'immigration, tous les passagers, doivent indiquer sur le formulaire qui leur est remis par le capitaine

du navire, qu'ils possèdent au moins 50 dollars ou, à défaut, quelle somme ils possèdent et s'ils ont des billets de chemin de fer pour se rendre à leur destination ou l'argent nécessaire pour les acheter.

Le paiement d'une taxe d'entrée de 8 dollars est exigée pour chaque étranger pénétrant aux Etats-Unis.

6° CONDITIONS PROFESSIONNELLES

Aux termes de l'art. 3 de la loi d'immigration de 1917, l'entrée des Etats-Unis est interdite aux individus porteurs d'un contrat de travail, qui ont été incités à émigrer aux Etats-Unis par des offres de travail ou à la suite d'une convention à l'effet d'accomplir un travail quelconque dans ce pays.

La loi du 26 février 1885 interdisant l'entrée des travailleurs engagés par contrat, stipule que tous les contrats ou accords relatifs au travail conclus avant l'immigration des travailleurs engagés sont nuls et sans effet.

L'importation de travailleurs qualifiés peut être autorisée exceptionnellement lorsqu'il est impossible de se procurer aux Etats-Unis des travailleurs de la profession envisagée; le ministère du Travail décide, dans chaque cas particulier, s'il est nécessaire de recourir à l'immigration des dits travailleurs qualifiés. Les demandes à cet effet doivent être soumises en temps utile aux autorités de l'immigration du district dans lequel l'emploi du travailleur qualifié est envisagé, par la personne, la société ou l'organisme sollicitant cette dérogation.

Les autorités de l'immigration font alors une enquête détaillée, avec le concours de l'Inspecteur du Travail. L'ensemble des dossiers établis doit être résumé et soumis au département, avec une recommandation appropriée.

Si la décision est favorable, une copie en est transmise aux autorités du port par lequel le travailleur étranger se propose de pénétrer aux Etats-Unis.

Les personnes désignées sous l'appellation de «travailleurs étudiants» munies de contrats de travail, peuvent être temporairement admises, si elles sont engagées par des employeurs désireux d'instruire des étrangers dans leurs établissements, à condition que ces «travailleurs étudiants» remplissent toutes les conditions d'admission — sauf le fait qu'ils pénètrent aux Etats-Unis porteurs d'un contrat de travail — et qu'une caution de 500 dollars au moins soit fournie, pour chaque étranger de cette catégorie, afin de garantir que ce dernier ne travaillera pas autrement qu'en qualité d'étudiant pendant la durée de son séjour aux Etats-Unis, et qu'il quittera immédiatement le pays à la fin de son instruction.

La loi du 19 octobre 1888 promet, aux personnes fournissant des informations concernant les infractions aux règles relatives à l'immigration de travailleurs engagés par contrat, une participation équitable aux amendes infligées, jusqu'à concurrence de 50 pour cent au maximum, de la somme perçue.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux déplacements des étrangers en transit direct et continu à travers les Etats-Unis à destination d'un pays étranger limitrophe.

Les acteurs de profession, artistes, conférenciers, chanteurs, infirmières, ecclésiastiques de toute religion, professeurs de collège ou lycée, ainsi que toutes les personnes exerçant une profession libérale, ou travaillant comme domestique, ne sont pas visés par les dispositions de la loi relative « aux travailleurs porteurs d'un contrat ».

Enfin, aucune disposition de la loi se rapportant aux travailleurs porteurs d'un contrat, ou à l'épreuve de lecture imposée aux immigrants ne s'oppose à ce que les étrangers exposants ou titulaires d'une concession ou d'un privilège pour toute exposition ou foire autorisée par le Congrès amènent aux Etats-Unis les ouvriers qualifiés, agents ou autres employés originaires du pays du dit exposant, nécessaires pour l'installation ou la conduite de leur entreprise, conformément aux règlements et dispositions que le commissaire général de l'immigration pourra établir. (art. 3 de la loi de 1917).

7° CONDITIONS D'AGE ET DE SEXE

Des dispositions spéciales visent les enfants de moins de 16 ans non accompagnés de leur père ou de leur mère, ou des deux à la fois ou n'allant pas rejoindre un de ceux-ci aux Etats-Unis.

Sans préjudice des autres restrictions imposées à l'ensemble des immigrants qui leur sont également applicables, ces enfants sont soumis à un examen préliminaire et ne sont admis que si le fonctionnaire compétent des services de l'immigration constate : 1° qu'ils se trouvent en état de parfaite santé physique et morale; 2° qu'ils n'ont pas été l'objet de l'assistance privée lorsqu'ils résidaient à l'étranger; 3° qu'ils se rendent chez des proches parents qui sont capables et désireux de les entretenir et de prendre soin d'eux comme il convient; 4° qu'il est dans l'intention de ces parents de les envoyer dans un externat, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 16 ans; 5° qu'ils ne seront pas soumis à un travail disproportionné à leur âge; ou a) que l'enfant sera placé dans une institution d'apprentissage connue, et qu'à cet effet des dispositions ont été prises à l'avance; ou b) que l'enfant passe simplement en transit et que la personne qui l'accompagne le conduira durant tout le voyage et

jusqu'à sa sortie des Etats-Unis; ou c) que l'enfant compte faire un séjour temporaire près de quelque membre de sa famille.

Au cas où toutes les conditions précitées ne sont pas remplies, mais s'il apparaît au fonctionnaire de l'immigration susmentionné que le requérant remplit d'autre part les conditions d'admissibilité, le cas peut être transmis au service d'immigration compétent et si ce dernier est également convaincu de l'admissibilité du requérant, le cas sera ainsi tranché. Sinon il sera renvoyé à un conseil d'enquête spécial.

8° CONDITIONS PHYSIQUES

Sont exclues (art. 3. loi de 1917) les personnes atteintes de tuberculose sous une forme quelconque ou d'une maladie contagieuse, dangereuse ou repoussante; faibles d'esprit, épileptiques, aliénés, personnes ayant eu antérieurement une ou plusieurs crises d'aliénation mentale; personnes en état d'infériorité psycho-pathologique chronique; personnes atteintes d'alcoolisme chronique; personnes qui après examen du médecin, sont déclarées atteinte d'une infirmité physique susceptible d'entraver leurs possibilités de se procurer des moyens d'existence.

L'art. 7 de la loi de 1893 autorise en outre, le Président des Etats-Unis à interdire momentanément l'immigration de personnes en provenance de pays dans lesquels règne une épidémie de choléra ou d'une autre maladie contagieuse ou infectieuse.

Des exceptions inspirées par un souci d'humanité, ou établies au profit de la femme et de l'enfant d'un étranger habitant les Etats-Unis ou naturalisé ont été instaurées par l'article 18 de la loi de 1917 et par le règlement n° 16 de 1927. Ils ne modifient pas les dispositions générales de la législation en vigueur.

9° LIMITATIONS NUMÉRIQUES

La loi d'immigration de 1924 fixe le contingent annuel des immigrants arrivant aux Etats-Unis. Tous les étrangers entrant aux Etats-Unis sont répartis, aux fins d'application de cette loi en trois catégories :

Les *non-immigrants* (touristes, voyageurs traversant les Etats-Unis en transit ininterrompu; étrangers légalement admis qui ultérieurement se rendent d'une partie à l'autre des Etats-Unis en traversant un territoire étranger contigu, marins étrangers pénétrant sur le territoire des Etats-Unis dans le seul but d'exercer leur profession de marin).

Les *immigrants non-contingents* (enfant célibataire de moins de

18 ans ou épouse d'un citoyen des Etats-Unis résidant dans le pays; immigrant précédemment autorisé; tout étranger né dans les pays de l'Amérique Centrale, du Sud ou du Nord à l'exception des colonies européennes, ainsi que sa femme et ses enfants âgés de moins de 18 ans; immigrant exerçant certaines professions libérales: professeurs, ecclésiastiques ainsi que le cas échéant sa femme et ses enfants de moins de 18 ans, si cet immigrant ne pénètre aux Etats-Unis que pour y exercer sa profession; tout étudiant de 15 ans au moins qui vient aux Etats-Unis pour étudier).

Les *immigrants contingentés* (tous ceux qui ne rentrent pas dans la catégorie précédente). Dans cette dernière catégorie, le contingent de chaque nationalité admis aux Etats-Unis, était, jusqu'au 1^{er} juillet 1929 de 2% du nombre des personnes, nées à l'étranger, appartenant à cette nationalité et résidant sur le territoire continental des Etats-Unis — ce nombre étant calculé d'après le recensement de 1890 et le contingent minimum étant de 100.

D'après une loi nouvelle du 29 mai 1928, pouvaient entrer en qualités d'immigrants non contingentés, outre les catégories déjà spécifiées, les enfants de moins de 21 ans ou la femme d'un citoyen des Etats-Unis, ou encore le mari d'une citoyenne des Etats-Unis lorsque le mariage a eu lieu avant le 1^{er} juin 1928, ainsi que les femmes qui furent citoyennes des Etats-Unis et qui par suite de leur mariage antérieur au 22 septembre 1922, perdirent leur nationalité américaine, mais qui ne sont plus mariées au moment où elles demandent le visa d'immigration.

L'ordre suivant lequel les visas seront accordés aux immigrants contingentés sera dorénavant le suivant :

1° Cinquante pour cent du contingent annuel de chaque nationalité doivent être réservés chaque année pour la délivrance de visas aux catégories suivantes d'immigrants sans priorité de préférence pour ces catégories :

a) Aux immigrants contingentés qui sont père et mère, ou encore époux par suite d'un mariage ayant eu lieu après le 31 mai 1928, d'un citoyen des Etats-Unis âgé d'au moins de 21 ans;

b) Dans le cas où le contingent annuel d'une nationalité est de 300 ou davantage, aux immigrants contingentés qui sont des agriculteurs qualifiés et à leur femme ainsi qu'à leurs enfants âgés de moins de 18 ans se trouvant à leur charge, soit que ces personnes accompagnent l'immigrant, soit qu'elles aillent le rejoindre.

2° Les autres cinquante pour cent du contingent annuel, de chaque nationalité plus les portions des premiers 50 % qui n'auraient pas été répartis seront employés chaque année pour la délivrance de visas d'immigration aux enfants non mariés âgés de moins de 21 ans ou aux épouses des étrangers résidant aux Etats-Unis après

y avoir été légalement admis pour y résider d'une façon permanente. 3° Les portions du contingent annuel non réparties entre les catégories de personnes spécifiées dans les paragraphes 1^{er} et 2° seront employées chaque année pour la délivrance de visas d'immigration aux autres catégories d'immigrants contingentés de la même nationalité.

La préférence stipulée dans les paragraphes 1^{er} et 2° sera accordée dans le mois de l'année civile pour lequel le droit à la préférence est établi, si le nombre des visas d'immigration qui peuvent être délivrés dans ce mois à des immigrants contingentés n'est pas encore atteint; dans le cas contraire, la préférence sera accordée dans le mois suivant.

Le maximum de visas, qui peuvent être accordés par mois, ne peut dépasser 10% du nombre annuel des visas réservés, selon le système des contingents, aux personnes d'une nationalité quelconque.

La nationalité est déterminée par le pays de naissance; les colonies, dépendances ou dominions autonomes, dont l'énumération détaillée a été faite dans le recensement de 1890, étant, pour cette fin, considérés comme des pays distincts. Néanmoins la loi déclare que la nationalité d'un enfant âgé de moins de 21 ans est déterminée par le pays d'origine de celui de ses parents qui l'accompagne, ou de celui du père, si les père et mère sont présents et nés dans des pays différents; celle d'une femme accompagnant son mari peut, dans certains cas, être déterminée par le pays de naissance de celui-ci.

Tout citoyen des Etats-Unis qui prétend qu'un immigrant lui est apparenté et est admissible hors contingent ou a un droit de priorité, devra faire sous serment une demande au Commissaire général, en indiquant entre autres son degré de parenté avec l'immigrant et en déclarant qu'il peut assister l'immigrant et qu'il est prêt à le faire en cas de besoin. Deux autres citoyens dignes de foi doivent confirmer les faits ainsi allégués. Si les déclarations faites donnent satisfaction aux autorités, le fonctionnaire consulaire est autorisé à accorder la priorité.

La loi de 1924 portait également qu'à partir du 1^{er} juillet 1927, le contingent annuel de chaque nationalité d'immigrant devait être un nombre qui serait à 150.000 ce que le nombre des habitants de cette origine, résidant sur le continent des Etats-Unis en 1920, est au nombre total d'habitants du continent des Etats-Unis en 1920, le minimum prescrit étant de 100.

Aux termes d'une résolution votée par les deux Chambres le 4 mars 1927 l'application de ce système a été ajournée une première fois au 1^{er} juillet 1928 puis à la suite d'une seconde résolution votée par les deux Chambres le 31 mars 1928, au 1^{er} juillet 1929.

Annexe B

CONDITIONS d'ADMISSION DES IMMIGRANTS AU CANADA

1° CONDITIONS DE POLICE ET DE MORALITÉ

La loi d'immigration de 1910-1924 interdit aux catégories suivantes d'immigrants l'entrée du Canada :

1° Les personnes qui partagent les doctrines visant à renverser par la force ou la violence le gouvernement du Canada, l'ordre établi et les autorités constituées, qui rejettent toute forme de gouvernement organisé, qui préconisent l'assassinat des fonctionnaires publics ou la destruction illégale de la propriété.

2° Les personnes qui appartiennent à une organisation acceptant ou enseignant la désaffection à l'égard de toute forme de gouvernement organisé, qui considèrent les attentats contre les fonctionnaires des gouvernements organisés comme l'accomplissement d'un devoir, le résultat d'une nécessité ou encore comme des faits naturels étant donné le caractère officiel des dits fonctionnaires ou qui préconisent la destruction illégale de la propriété;

3° Les personnes coupables d'espionnage à l'égard du gouvernement britannique ou à l'égard d'un de ses alliés.

4° Les personnes qui ont été reconnues coupables de trahison ou d'un délit ayant trait à la guerre; ou de conspiration envers Sa Majesté ou d'assistance aux ennemis de Sa Majesté pendant la guerre, ou de tout autre délit analogue contre l'un des alliés de Sa Majesté Britannique.

5° Les personnes qui ont été reconnues coupables d'un crime impliquant la dégradation morale ou qui reconnaissent l'avoir commis.

6° Les prostituées ainsi que les femmes et les jeunes filles se rendant au Canada dans un dessein immoral et les entremetteurs et les personnes vivant des bénéfices de la prostitution.

7° Les personnes qui introduisent ou essaient d'introduire au Canada des prostituées ou des femmes ou jeunes filles, en vue de la prostitution, ou pour quelque autre fin immorale.

2° CONDITIONS RELATIVES AU VOYAGE

Les étrangers doivent arriver au Canada directement de leur pays d'origine à la suite d'un voyage ininterrompu.

L'entrée du pays est interdite aux personnes auxquelles de

l'argent a été donné ou prêté par quelque organisation charitable afin de les mettre à même de remplir les conditions requises pour débarquer, ou dont le passage à destination du Canada a été payé en tout ou en partie par une organisation charitable ou sur les fonds publics à moins qu'il ne soit établi que le ministre adjoint ou, s'il s'agit de personnes venant d'Europe, l'inspecteur auxiliaire de l'immigration à destination du Canada à Londres a autorisé par écrit le débarquement au Canada de ces personnes et que celles-ci ont fait usage de cette autorisation dans les soixante jours.

3° CONDITIONS DE RACE, DE NATIONALITÉ

Le Gouverneur général peut interdire le débarquement au Canada d'immigrants de quelque origine qu'ils soient, ou limiter le nombre de ces immigrants autorisés à débarquer, si de telles mesures lui paraissent justifiées par la situation économique, industrielle ou par le fait que les dits immigrants ne semblent pas convenir à ce pays et sont inaptes à s'assimiler dans un délai raisonnable ou à assumer les devoirs et les responsabilités qu'entraîne la qualité de citoyen canadien.

En vertu de ces dispositions, une ordonnance du 31 janvier 1923 interdit le débarquement de tout immigrant d'origine asiatique à l'exception des personnes remplissant les conditions ci-après, qui peuvent être autorisées par les fonctionnaires de l'immigration à entrer au Canada :

a) agriculteur professionnel venant exercer sa profession au Canada et disposant de ressources suffisantes pour s'établir à son compte;

b) travailleur agricole véritable, ayant des assurances raisonnables de trouver un emploi à la campagne.

c) domestique (femme) ayant des assurances raisonnables de trouver à s'employer comme telle;

d) épouse ou enfant de moins de 18 ans, de tout individu, légalement admis et domicilié au Canada qui est en mesure de pourvoir à l'entretien des personnes à sa charge.

Les personnes, rentrant dans les trois premières catégories ne peuvent obtenir l'autorisation de débarquer que si elles possèdent chacune 250 dollars au minimum.

Ce règlement ne s'applique pas aux ressortissants de tout pays avec lequel le Canada a conclu spécialement un traité, un accord ou une convention réglementant les migrations.

Une loi spéciale de 1923 stipule que l'entrée au Canada de personnes d'origine ou de descendance chinoise, sans égard à leur nationalité n'est autorisé qu'aux membres du corps diplomatique et à

leur suite; aux marchands et aux étudiants venant à titre temporaire; aux enfants nés au Canada, qui l'avaient quitté antérieurement et qui reviennent.

En ce qui concerne l'admission des immigrants européens, des dispositions plus favorables sont appliquées.

Un règlement en date du 15 février 1928 établit trois catégories distinctes de pays européens en vue du régime d'admission de leurs ressortissants :

a) Les pays « *preferred* » qui sont l'Allemagne, la Belgique, la France, les Pays-Bas, les Pays Scandinaves et la Suisse. Les immigrants de ces pays, sauf, pour la subvention, bénéficient des mêmes conditions d'admission que les colons britanniques. Ils ont en outre à subir un examen d'identité au port d'embarquement.

b) Les pays « *non preferred* » qui sont : l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie, la Yougoslavie, la Lithuanie, l'Estonie, la Russie et Dantzig. Les ressortissants de ces pays doivent être des agriculteurs ou des domestiques munis d'un certificat professionnel et subir au départ un examen d'identité et un examen médical.

c) Les « *autres pays* ». Les nationaux de ces derniers doivent adresser préalablement une demande en autorisation d'immigration au gouvernement canadien, et après examen de chaque cas un permis de débarquement est accordé en cas d'agrément.

4° CONDITIONS D'INSTRUCTION

Les personnes âgées de plus de 15 ans, physiquement capables de lire, et qui ne savent lire ni l'anglais, ni le français, ni aucune autre langue ou dialecte sont exclues.

La loi dispense de l'examen de lecture le père, ou le grand-père lorsqu'il est âgé de plus de 55 ans, la femme, la mère, la grand-mère, la fille célibataire ou veuve, satisfaisant aux autres conditions d'admission, de toute personne admissible, ou ayant été légalement admise à entrer au Canada ou étant de nationalité canadienne ou domiciliée au Canada, ainsi que les personnes qui ne font que traverser le pays, et celles autorisées par le ministre compétent à y entrer.

5° CONDITIONS DE FORTUNE

Sont exclus :

Les personnes qui n'ont pas en leur possession au moment du débarquement une somme déterminée par règlement du gouverneur.

Les mendiants professionnels ou vagabonds ainsi que toute personne susceptible de tomber à la charge de l'Etat.

6° CONDITIONS PROFESSIONNELLES

Par suite du chômage, un arrêté en conseil du 31 janvier 1923 modifié le 11 avril 1923 et le 8 avril 1926 interdit l'immigration de toutes personnes qui ne peuvent prouver qu'elles appartiennent aux catégories professionnelles ci-après.

a) Agriculteurs de métier venant exercer leur profession au Canada et disposant de ressources suffisantes pour s'établir à leur compte.

b) Travailleurs agricoles reconnus comme tels, ayant des assurances raisonnables de trouver un emploi à la campagne.

c) Domestiques (femmes) venant au Canada pour occuper un emploi commé telles et ayant des assurances raisonnables de trouver du travail.

d) Personnes pouvant prouver à la satisfaction des autorités, que leur travail ou leurs services sont nécessaires au Canada.

7° CONDITIONS D'AGE ET DE SEXE

L'arrêté du 31 janvier 1923, motivé par le chômage, interdit l'immigration de toutes personnes appartenant à une catégorie ou à une profession quelconque qui notamment ne seront pas :

a) L'épouse, ou l'enfant âgé de moins de 18 ans, d'une personne légalement admise au Canada, y résidant et ayant les moyens de recevoir ses ayants droit et de prendre soin d'eux ;

b) Le père ou la mère ; le fils ou la fille célibataires âgé de moins de 18 ans ; le frère ou la sœur célibataires d'une personne légalement admise et résidant au Canada qui aura prouvé au ministre qu'elle est disposée et en situation de recevoir ce parent et d'en prendre soin, à condition que cette personne elle-même se soit conformée aux conditions sous lesquelles elle avait été admise au Canada.

8° CONDITIONS PHYSIQUES

La loi de 1924 interdit l'entrée du territoire : a) aux personnes atteintes d'une forme quelconque de tuberculose, ou d'une maladie contagieuse ou infectieuse pouvant présenter des dangers pour la santé publique, que ces personnes aient l'intention de s'établir au Canada ou qu'elles désirent traverser ce pays en transit. Cependant, lorsque la maladie dont il s'agit est susceptible de guérison dans un délai relativement court, ces personnes peuvent en se conformant aux règlements, être autorisées à rester à bord de leur navire ou à quitter le bateau pour suivre un traitement médical à terre.

b) Aux personnes atteintes d'alcoolisme chronique, à celles se trouvant en état d'infériorité psychopathologique chronique, aux faibles d'esprit, aux épileptiques, aux aliénés et aux personnes ayant été atteintes antérieurement d'aliénation mentale, aux muets, aux aveugles ou personnes atteintes d'une autre infirmité physique; aux personnes qu'un médecin du gouvernement certifie, après examen, être atteintes d'une infirmité mentale ou physique à un degré susceptible d'entraver leur capacité de pourvoir à leur existence, à moins qu'elles ne possèdent des ressources suffisantes, ou puissent gagner leur vie légitimement ou soient à la charge d'une famille et ne puissent ainsi tomber à la charge de la collectivité.

Annexe C

CONDITIONS d'ADMISSION DES IMMIGRANTS EN NOUVELLE-ZÉLANDE

1° CONDITIONS DE POLICE ET DE MORALITÉ

L'entrée en Nouvelle-Zélande est interdite à :

Toute personne arrivant en Nouvelle-Zélande avant l'expiration d'un délai de 2 années à dater du moment où elle a purgé un emprisonnement pour un délit qui, s'il avait été commis en Nouvelle-Zélande, aurait été punissable de la peine de mort ou d'un emprisonnement d'une durée de deux ans ou plus. Sont exceptés les individus graciés de leur peine ou condamnés pour des crimes d'ordre purement politique (loi de 1908-1910).

Toute personne, autre qu'un sujet britannique, arrivant en Nouvelle-Zélande qui refuserait de prêter serment d'obéissance aux lois du pays (loi de 1920).

Le serment est obligatoire pour tout étranger arrivant en Nouvelle-Zélande, même s'il y est domicilié ou s'il y retourne ou s'il a antérieurement prêté le serment exigé par la loi.

D'après la loi de 1919 sur l'exclusion des immigrants indésirables l'Attorney-général peut le cas échéant interdire à toute personne de débarquer en Nouvelle-Zélande, s'il est établi qu'elle n'y est pas domiciliée à titre permanent et qu'elle fait preuve de sentiments inciviques ou antipatriotiques à l'égard du pays ou que sa réputation est telle que sa présence en Nouvelle-Zélande serait préjudiciable à la paix, à l'ordre et à la bonne administration de ce Dominion.

2° CONDITIONS DE RACE ET DE NATIONALITÉ

Toute personne, qui n'est pas née en pays britannique de parents britanniques, à moins qu'elle n'ait demandé avant son départ et obtenu avant son arrivée en Nouvelle-Zélande un permis spécial du ministère des Douanes ne peut entrer dans le pays.

En demandant un permis de ce genre, l'intéressé doit remplir un formulaire prescrit et répondre à des questions sur son identité, les raisons de son voyage, sa famille, ses moyens d'existence etc. Ne sont considérés comme nés en pays britannique de parents britanniques, ni les personnes naturalisées sujet britannique, ni les indigènes ou descendants d'indigènes d'un Dominion ou d'une possession britannique quelconque, la Nouvelle-Zélande exceptée.

Les sujets des puissances ex-ennemies (Allemagne et Autriche-Hongrie) et les personnes qui sont nées sur les territoires allemands et austro-hongrois avant le 4 août 1914 (exception faite de ceux qui ayant un domicile en Nouvelle-Zélande ne se sont pas absentés de ce pays pendant plus de deux ans) ne seront autorisés à débarquer en Nouvelle-Zélande qu'après avoir obtenu la permission de l'Attorney général (loi de 1919).

D'après la loi de 1908, aucun navire ne doit amener dans un port néo-zélandais un nombre de passagers chinois dépassant la proportion d'une personne par 200 tonnes du navire. Le capitaine du navire doit en outre fournir au receveur des douanes la liste détaillée de ces Chinois (nom, lieu de naissance, âge apparent, lieu de résidence précédente) et verser à ce fonctionnaire la somme de 100£ pour chacun de ces Chinois. Un certificat délivré par le receveur des douanes doit attester l'accomplissement de cette obligation.

3° CONDITIONS DE FORTUNE

La loi de 1908 stipule que pour tout passager susceptible de tomber à la charge de la collectivité ou d'une institution de bienfaisance, arrivant en Nouvelle-Zélande à bord d'un navire quelconque, l'armateur, l'affréteur ou le capitaine du navire en question doit fournir un cautionnement et rembourser tous les frais éventuellement occasionnés en Nouvelle-Zélande pour l'entretien des dits passagers par une institution de bienfaisance publique ou privée, dans les cinq ans à compter de la date de dépôt du cautionnement.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux immigrants ayant pénétré en Nouvelle-Zélande partiellement ou totalement aux frais du gouvernement, ni aux personnes régulièrement domiciliées en Nouvelle-Zélande.

4° CONDITIONS PHYSIQUES

Le débarquement de toute personne idiote, aliénée, ou atteinte d'une maladie contagieuse repoussante ou dangereuse est interdit.

Annexe DCONDITIONS d'ADMISSION DES IMMIGRANTS
EN AUSTRALIE

D'après la loi d'immigration 1901-1925, le territoire australien est prohibé aux étrangers appartenant aux catégories suivantes :

1° CONDITIONS DE POLICE ET DE MORALITÉ

Toute personne reconnue coupable d'un crime et condamnée à une année de prison ou plus, à moins que cinq années ne se soient écoulées depuis la fin de l'emprisonnement.

Toute personne reconnue coupable d'un crime infamant, mais dont la peine a été suspendue ou atténuée à condition qu'elle émigrerait, à moins que cinq années ne se soient écoulées depuis l'expiration de la période pour laquelle elle a été condamnée.

Toute prostituée, tout entremetteur ou toute personne vivant de la prostitution d'autrui.

Toute personne qui a été expulsée.

Toute personne qui, d'après les informations reçues par la voie officielle ou diplomatique est considérée comme un habitant ou touriste indésirable pour la Confédération.

Toute personne qui préconise le renversement par la force ou la violence d'un gouvernement établi ou d'une forme de l'ordre, qui préconise la suppression des gouvernements organisés, l'assassinat des fonctionnaires publics ou la destruction illégale de la propriété ou qui est membre d'une organisation professant en enseignant l'une des théories et pratiques ci-dessus spécifiées :

2° CONDITIONS PHYSIQUES

Toute personne n'étant pas en possession du certificat de santé prescrit; les personnes atteintes d'une maladie contagieuse grave; de tuberculose pulmonaire, de trachome ou d'une maladie contagieuse, repoussante ou dangereuse quelconque; les personnes atteintes d'une

infirmité physique ou mentale quelconque, susceptible de les mettre à la charge de la collectivité ou d'une institution charitable publique ou privée; les faibles d'esprits, les épileptiques, les aliénés et les personnes ayant été atteintes d'aliénation mentale au cours des 5 années précédentes; celles atteintes d'une maladie ou d'une infirmité ou d'un défaut physique prévu par un règlement.

Sont considérés comme « immigrants interdits » les immigrants qui, dans les 3 ans qui suivent leur entrée dans la Confédération, sont reconnus être atteints d'une des maladies mentionnées dans la loi ou les règlements à moins qu'ils ne puissent prouver qu'ils n'étaient pas atteints de ladite maladie au moment de leur entrée.

3° CONDITIONS D'INSTRUCTION

Toute personne qui s'acquitte du *dictation test* d'une manière insuffisante, c'est-à-dire qui ne peut écrire 50 mots au minimum pris dans une langue déterminée par les règlements, qui lui sont dictés par un fonctionnaire préposé à l'application de la loi.

Toutefois l'intéressé peut être autorisé à entrer dans la Confédération aux conditions suivantes.

a) Si lors de son entrée ou après avoir échoué au « *dictation test* » il dépose une somme de 100 livres.

b) Si dans les 30 jours à dater du dépôt de cette somme il obtient du ministre un certificat d'exemption dans les conditions prescrites. S'il quitte la Confédération dans le même délai, le dépôt lui sera restitué.

Dans les deux années de son entrée, l'immigrant peut être obligé de se soumettre à une date quelconque au « *dictation test* ».

4° CONDITIONS DE RACE, NATIONALITÉ

La disposition précédente a pour but de restreindre l'immigration des Asiatiques. Toutefois la loi prévoit que, par des accords à intervenir avec les gouvernements étrangers, des règles d'admission spéciales peuvent être établies à l'usage des sujets et citoyens des pays asiatiques, les dispensant du « *dictation test* ». C'est ainsi qu'un accord de ce genre a été conclu avec le Japon en 1904. Certaines dispositions ont aussi été prises pour réglementer ou continger l'entrée de certaines nationalités : tels que les Serbes, Croates, Slovénes, Grecs, Albanais, Maltais.

Enfin, une loi de 1901, modifiée en 1906 interdit aux travailleurs natifs des îles du Pacifique (sauf la Nouvelle-Zélande), l'entrée du territoire australien.

5° CONDITIONS DE FORTUNE

Enfin tout étranger adulte doit avoir en sa possession en débarquant sur le territoire de la Confédération une somme d'au moins 40 livres anglaises, à moins que son entrée n'ait été permise par les autorités australiennes à la suite de l'engagement pris par des parents ou amis demeurant en Australie, de pourvoir à son entretien. Des conditions spéciales sont consenties aux immigrants britanniques venant comme « assistés ».

Annexe ECONDITIONS d'ADMISSION DES IMMIGRANTS DANS
l'UNION SUD-AFRICAINE

1° CONDITIONS DE POLICE ET DE MORALITÉ

Aucune personne, britannique ou étrangère, n'est autorisée à pénétrer sur le territoire de l'Union Sud-Africaine si, d'après les renseignements provenant du gouvernement britannique, ou d'un autre gouvernement, le ministre compétent juge que cette personne est indésirable.

En particulier, sont rejetés à leur arrivée ou expulsé après leur entrée tous les individus vivant de la prostitution et ceux qui ont été condamnés pour crime.

2° CONDITIONS DE RACE, NATIONALITÉ

L'« *Immigrants Regulation Act* » de 1913 s'applique dans les mêmes conditions aux individus de n'importe quelle race, classe sociale et religion, mais l'article 4 de cette loi autorise le ministre de l'intérieur à déclarer que des personnes ou catégories de personnes sont des « immigrants non admissibles » si leur présence est considérée comme indésirable pour des raisons d'ordre économique.

D'après un règlement, promulgué en vertu de l'article ci-dessus, les Asiatiques (à l'exception des femmes et des enfants dont la famille est domiciliée dans le pays) ne sont pas autorisés à s'établir dans l'Union. Les Asiatiques ne sont pas autorisés à changer de province.

3° CONDITIONS D'INSTRUCTION

L'entrée du pays est interdite à toute personne qui est incapable, par suite d'une instruction insuffisante de lire et d'écrire dans une langue européenne quelconque y compris le yiddish, à la satisfaction d'un fonctionnaire du service d'immigration. Un certain nombre de cas d'exception sont admis par la loi, notamment en faveur de la femme ou de l'enfant d'une personne domiciliée dans l'Union, des militaires et marins, des fonctionnaires accrédités et des personnes autorisées venant du territoire limitrophes.

4° CONDITIONS PHYSIQUES

L'entrée du pays est interdite à toute personne atteinte de la lèpre, d'une maladie contagieuse, infectieuse ou repoussante ou de toute autre maladie spécifiée par les règlements, ainsi qu'à toute personne tuberculeuse, sauf si l'intéressé est en possession d'une autorisation d'entrée dans le territoire de l'Union.

Une telle autorisation n'est délivrée que dans les ports de Capetown et de Durban.

Les personnes qui dans les six mois suivant la date de leur débarquement sont trouvées atteinte de tuberculose peuvent être expulsées.

Le gouverneur général peut, s'il l'estime nécessaire classer dans la catégorie des « immigrants interdits » toute personne atteinte d'une maladie spécifiée par lui. Ces maladies sont actuellement : la lèpre, le trachome, le favus, le pian ou yaws, la syphilis, la gale.

Sont d'autre part exclus les faibles d'esprit, les épileptiques, les aliénés, les sourds et muets, les aveugles et les personnes atteintes d'une autre infirmité physique à moins que des garanties ne soient données en ce qui concerne leur entretien permanent dans l'Union ou leur départ du pays en tout temps, sur la requête du ministre

5° CONDITIONS DE FORTUNE

L'entrée de l'Union est interdite à :

a) Toutes les personnes qui pour des raisons d'ordre économique ou par suite du niveau de leur existence ou de leurs habitudes de vie, sont considérées comme ne convenant pas aux besoins de l'Union, ou de l'une de ses provinces.

b) Toute personne susceptible de tomber à la charge de la collectivité, parce qu'elle ne possède pas les moyens suffisants pour vivre et faire vivre les personnes à sa charge qu'elle amène avec elle dans l'Union.

Tout immigrant qui n'est pas infirme d'esprit ou de corps doit, afin d'établir qu'il n'est pas susceptible de tomber à la charge des autorités, prouver au Service d'Immigration :

— Qu'il a les moyens de se rendre à son lieu de destination.

— Qu'il se rend à un emploi déterminé qui lui a été promis ou qu'ayant des raisons sérieuses de croire qu'il trouvera du travail, il dispose d'une somme suffisante de l'avis du fonctionnaire de l'immigration, pour vivre et faire vivre les personnes à sa charge, ou qu'il a des amis capables de l'aider et disposés à le faire jusqu'à ce qu'il trouve du travail ou d'autres moyens d'existence.

Annexe F

CONDITIONS d'ADMISSION DES IMMIGRANTS EN ARGENTINE

1° CONDITIONS DE FORTUNE

Le débarquement des individus qui sont présumés pouvoir tomber à la charge de l'assistance publique est interdit (décret du 31 décembre 1923).

2° CONDITIONS DE POLICE ET DE MORALITÉ

Sont déclarés inadmissibles : *a)* les gitanes, *b)* tous ceux qui ont subi une condamnation infamante pour délit de droit commun ou pour délit contre l'ordre social durant les cinq dernières années et généralement tous ceux qui sont compris dans le concept de l'immigration vicieuse et « inutile ».

(Loi de 1876 et décret du 31 décembre 1923).

La loi du 22 novembre 1902, établit que le pouvoir exécutif pourra empêcher l'entrée des étrangers qui compromettent la sécurité nationale et troublent l'ordre public. La loi du 20 juin 1910 défend aux anarchistes et aux autres personnes professant ou préconisant la violence et la force contre les fonctionnaires et les institutions sociales, l'entrée du pays.

Un certificat judiciaire ou de police du pays d'origine, visé par un consul argentin, est exigé pour prouver que l'immigrant ne se trouve pas dans les conditions d'exclusion.

3° CONDITIONS D'AGE ET DE SEXE

Le décret du 31 décembre 1923 prohibe l'entrée des individus âgés de plus de 60 ans, sauf s'ils possèdent un permis spécial de débarquement de la direction générale de l'immigration.

Les enfants de moins de 15 ans arrivant seuls ou en compagnie de leurs parents doivent être munis d'un certificat de naissance légalisé par un consul argentin.

Les femmes seules, accompagnés d'enfants de moins de 15 ans, ne sont admises que si elles possèdent un permis spécial de débarquement délivré par la direction générale de l'immigration.

4° CONDITIONS PHYSIQUES

Le décret du 31 décembre 1923, interdit l'entrée des personnes qui présentent des symptômes de tuberculose, de lèpre, de trachome, quelles que soient les formes, cicatrisées ou non, et de quelque autre infirmité chronique qui diminue leurs capacités de travail, ou encore les personnes qui sont atteintes de démence ou d'aliénation mentale sous toutes leurs formes de manifestation ou encore les personnes qui ont un vice organique congénital ou aigu, total ou partiel qui les rend inutiles ou diminue de quelque façon leur capacité de travail, ou qui sont atteintes de quelque autre défaut les empêchant d'être considérées comme tout à fait apte au travail.

5° PASSEPORTS

Pour entrer en Argentine, les immigrants de plus de 15 ans doivent être pourvus d'un passeport du pays d'origine, d'un certificat judiciaire visés par le consul argentin et enfin d'une fiche individuelle sur laquelle sont mentionnés des renseignements très complets concernant l'immigrant (état civil, profession, domicile, instruction etc.). Cette fiche est visée gratuitement par le consul.

Si l'étranger manque d'un des documents prescrit, un permis de débarquement de la direction générale d'immigration peut le remplacer ou encore un permis délivré par les fonctionnaires consulaires argentins autorisés.

Annexe G

CONDITIONS D'ADMISSION DES IMMIGRANTS AU BRÉSIL

Les conditions d'admission des immigrants aux Etats-Unis du Brésil sont les suivantes :

1° LIMITATIONS NUMÉRIQUES

Les instructions approuvées par arrêté fédéral du 30 juin 1925 donnent pouvoir au Directeur général du service du peuplement de suspendre ou de limiter pendant quelque temps les embarquements à un nombre restreint de passagers immigrants. En conséquence, les compagnies de transport d'immigrants doivent se munir d'une autorisation préalablement au transport.

2° CONDITIONS DE POLICE ET DE MORALITÉ

Le pouvoir exécutif est autorisé, par le décret fédéral n° 4247 du 6 janvier 1921, à interdire l'entrée du territoire national à tout étranger qui pourrait être expulsé du pays conformément à l'article 2 du dit décret et à toute étrangère qui vient dans le pays pour s'y livrer à la prostitution.

Les motifs énumérés à l'article 2 précité pour lesquels un étranger peut être exclu à l'arrivée ou expulsé dans les cinq ans qui suivent son arrivée sont les suivants :

a) L'étranger a été expulsé d'un autre pays; b) la police d'un autre pays le considère comme élément dangereux pour l'ordre public; c) dans le délai de cinqans précité, il a suscité des actes de violence en vue de faire triompher des convictions religieuses ou des opinions politiques; d) sa conduite le fait considérer comme dangereux pour l'ordre public ou la sécurité de l'Etat; e) il s'est évadé d'un autre pays où il a été condamné pour homicide, vol, pillage, banqueroute faux, contrebande, stellionat, fabrication de fausse monnaie, traite des blanches; f) s'il a été condamné pour les mêmes délits par un tribunal brésilien.

3° CONDITIONS DE FORTUNE

L'entrée du pays est interdite aux mendiants (décret du 6 janvier 1921).

4° CONDITIONS PROFESSIONNELLES

Dans l'état de Pernambuco, la loi du 9 avril 1924 interdit l'établissement sur le territoire aux immigrants qui ne sont pas des agriculteurs.

5° CONDITIONS D'ÂGE ET DE SEXE

Les décrets fédéraux 4247 du 6 janvier 1921 et 16.761 du 31 décembre 1924 et la circulaire C. E. 124 /1 du 16 janvier 1926 prohibent l'entrée du territoire national aux étrangers âgés de plus de 60 ans, à moins qu'ils ne prouvent avoir des revenus suffisants pour leur propre subsistance ou encore que des parents ou d'autres personnes se déclarent responsables de leur entretien et à cette fin, fassent dépôt d'une caution auprès des autorités de police de leur lieu de résidence.

Les femmes seules et les enfants de moins de 18 ans ne peuvent débarquer au Brésil que dans le cas où ils y sont appelés par des personnes dûment autorisées ou s'ils peuvent prouver qu'ils exercent quelque métier ou profession utiles.

6° CONDITIONS PHYSIQUES

Le décret fédéral n° 4247 du 6 janvier 1921 interdit l'entrée au Brésil de tout étranger mutilé, estropié, aveugle, atteint d'aliénation mentale, ou souffrant d'une maladie incurable ou contagieuse grave; mais ces personnes, hormis celles qui sont atteintes de maladie contagieuse grave, ont libre accès dans le pays si elles peuvent prouver qu'elles ont des revenus suffisants pour subvenir à leur propre existence ou si des parents ou autres personnes répondent de leur entretien par déclaration signée devant les autorités de police. Un certificat médical est exigé.

L'Etat de Minas Geraes ajoute aux stipulations précédentes (décret n° 6990 du 24 septembre 1925) que dans chaque famille, un individu valide doit se trouver pour un autre individu invalide ou pour deux âgés de plus de 60 ans.

7° PASSEPORTS

Ne sont autorisés à entrer au Brésil (décret 16.761 du 31 décembre 1924, circulaire, C. E. 124 /1 du 16 janvier 1926) que les immigrants (passagers de deuxième et troisième classes) qui présentent à l'autorité compétente, soit à la frontière, soit au port de débarque-

ment, des documents dûment authentiqués et visés par le consul brésilien, prouvant leur bonne conduite, ainsi qu'une carte d'identité avec photographie, empreintes digitales et indication des signes distinctifs concernant l'âge, la nationalité, l'état civil, la profession du porteur etc. Les étrangers résidant au Brésil, qui s'en sont absentés pendant six mois au plus, sont dispensés de la production de ces pièces.

Annexe H

CONDITIONS d'ADMISSION DES IMMIGRANTS EN FRANCE

1° CONDITIONS PHYSIQUES

En vertu d'une circulaire, en date du 15 février 1927, et des instructions subséquentes aux agents diplomatiques et consulaires, tout titre d'embauchage, ou contrat de travail doit être accompagné obligatoirement d'un certificat médical revêtu du visa consulaire français, émanant d'un médecin accrédité par le consul et choisi par celui-ci, de manière à donner à l'administration française toutes les garanties désirables.

L'examen médical, que le certificat médical en question doit attester, doit non seulement constater l'aptitude physique de l'intéressé pour le travail qui lui sera demandé, mais encore l'absence de certaines maladies et l'application de certaines précautions, conformément aux directives fixées par le Conseil supérieur d'hygiène publique français. D'après ces directives le certificat doit n'être délivré que s'il est résulté de l'examen :

a) L'absence de maladies mentales, d'épilepsie, de cécité et de surdi-mutité (en cas de doute, une enquête doit être menée et une déclaration signée peut être exigée du requérant);

b) L'absence de toxicomanie, notamment d'alcoolisme;

c) L'absence de maladies infectieuses en activité (lèpre, trachome et pour autant qu'elles ont un caractère contagieux, tuberculose, maladies vénériennes et affections parasitaires ou microbiennes);

d) la vaccination antivariolique et la désinsectisation sont pratiquées s'il y a lieu;

Le visa consulaire est gratuit, mais les honoraires du médecin sont à la charge de l'immigrant. Les consuls sont tenus de veiller à ce que le tarif de ces honoraires soit modéré.

2° CONDITIONS PROFESSIONNELLES

Pour l'entrée collective des ouvriers autres que les mineurs professionnels et les travailleurs agricoles, l'introduction en France n'est autorisée que lorsque le contrat d'embauchage des ouvriers étrangers a obtenu le visa du ministre du Travail chargé de rechercher si cette introduction ne porte pas préjudice à des ouvriers français en chômage.

Les demandes collectives de recrutement à l'étranger de travailleurs autres que des travailleurs agricoles doivent être adressées par l'employeur à l'Office de placement local qui, après avis, transmet la demande avec visa, au Service de la main d'œuvre étrangère du ministre du Travail. Aucune autorisation n'est délivrée sans que l'office de placement compétent ait déclaré que la situation du marché du travail permet cette introduction. Si l'introduction est autorisée en conséquence par le ministre compétent, le Service de la main-d'œuvre la transmet à l'organisme résidant à l'étranger qui est compétent pour y donner suite. Il la fait également parvenir aux postes-frontière par lesquels pénétreront les travailleurs afin de contrôler si le nombre des travailleurs introduits correspond à l'autorisation accordée. Les travailleurs étrangers recrutés sont tenus d'y présenter un certificat d'embauchage régulièrement dressé. Un sauf conduit pour se rendre à l'intérieur, sur le lieu de leur travail, leur est alors délivré.

Les conditions de recrutement collectif à l'étranger sont réglées dans la plupart des cas par accords internationaux dont les stipulations sont portées préalablement à la connaissance des employeurs par les soins du Service de la main-d'œuvre étrangère et des bureaux de placement locaux. En certains cas, (Pologne, Royaume S. H. S. et Tchécoslovaquie) les opérations de recrutement sont effectuées sur place par des mandataires de la Société française d'immigration munis à cet effet de pouvoirs officiels et qui agissent sous le contrôle des autorités françaises et en accord avec les services officiels des pays d'émigration.

Depuis novembre 1926, le visa du ministère du Travail, réservé jusqu'à cette époque aux catégories ci-dessus a été provisoirement étendu à toute demande de main-d'œuvre étrangère.

Les demandes de main-d'œuvre étrangère pour l'Agriculture doivent être adressées par les offices de placement au ministère de l'Agriculture qui poursuit les démarches. Le même contrôle a lieu aux postes-frontière pour ces travailleurs que pour les travailleurs industriels dont il a été question plus haut.

Pour ce qui a trait à l'entrée des travailleurs isolés, selon des règle-

ments récents, notamment les circulaires du 15 février 1927 relatives aux restrictions apportées à la venue des travailleurs étrangers, il est décidé que tout étranger venant en France pour y occuper un emploi salarié doit être porteur d'un contrat de travail revêtu, s'il s'agit de travailleurs destinés à l'industrie ou au commerce, d'un visa du Service central de la main-d'œuvre étrangère du ministère du Travail ou, s'il s'agit de travailleurs destinés à l'agriculture, d'un visa du Service de la main-d'œuvre agricole du ministère de l'Agriculture. Tout étranger non muni de ce contrat et qui, venu en France avec un passeport ordinaire se ferait attribuer un emploi salarié s'expose au refoulement. Les agents diplomatiques à l'étranger furent chargés par l'une des circulaires précitées d'informer de l'application de ces mesures les autorités des Etats dans lesquels ils sont en fonction. Par une autre de ces circulaires, il a été prescrit aux consuls français à l'étranger d'exiger le contrat de travail dûment visé par le Service de la main-d'œuvre compétent avant d'accorder le visa aux requérants déclarant qu'ils se rendent en France pour y prendre un emploi. Toutefois, les prescriptions exposées ci-dessus ne sont pas applicables aux domestiques, gouvernantes ou nurses au service d'étrangers venant eux-mêmes en France.

En ce qui concerne les travailleurs qui, déjà occupés en France et étant retournés temporairement dans leur pays, reviennent en France pour y occuper le même emploi, ils n'ont pas à justifier d'un nouveau contrat de travail s'ils peuvent présenter la feuille de congé et la lettre de rappel de leur employeur, cette dernière devant être visée par l'un des deux ministres compétents.

L'introduction des travailleurs appartenant à certains pays (Italie, Pologne, Tchécoslovaquie, etc) est de plus réglementée par des accords internationaux notamment en ce qui concerne le mode de cette introduction, et est régularisée par les conférences périodiques qui fixent approximativement le nombre des ouvriers susceptibles d'être introduits dans la période à venir et la région où ils seront dirigés. Dans le cas où des modifications survenues dans la situation économique du pays permettraient malaisément le placement des travailleurs étrangers dans la région indiquée ou pour certaines professions, le gouvernement des pays intéressés est immédiatement informé par voie diplomatique afin qu'il puisse prendre les mesures nécessaires en vue de modérer le départ de ses travailleurs à destination de la France.

3° PASSEPORTS

D'après le décret du 30 novembre 1926 (art. 5) les travailleurs qui se présentent à l'un des bureaux d'immigration ou postes-frontière munis d'un titre d'embauchage reconnu valable dans les con-

ditions prévues par les instructions des ministres du Travail et de l'Agriculture sont dispensés d'un passeport et sont pourvus par le commissaire spécial du poste-frontière d'un sauf-conduit qui leur sert pour se rendre dans la localité où ils ont un emploi.

Les travailleurs étrangers qui ont un emploi en France sont admis à s'absenter temporairement et à rentrer en France en étant munies seulement de leur carte d'identité et d'une pièce nommée « certificat de congé saisonnier » qui leur tient lieu de tout autre document.

Annexe J

IMMIGRATION ÉTRANGÈRE du 1^{er} Janvier 1920 au 31 Décembre 1929

Années	Introduits		Tot. ouvriers introduits	Tot. ouvriers rapatriés
	Ind ustrie	Agriculture		
1920	131.013	62.929	193.942	12.151
1921	25.558	54.057	80.055	62.596
1922	122.507	70.606	193.113	50.309
1923	194.905	78.622	273.527	59.951
1924	175.170	90.185	265.355	47.752
1925	104.477	71.784	176.261	54.393
1926	98.949	63.160	162.109	48.683
1927	18.778	45.547	64.325	89.982
1928	36.055	61.687	97.742	53.759
1929	110.871	57.149	168.020	38.870

Annexe K

Immigration étrangère

Répartition par nationalités des ouvriers

introduits et rapatriés du 1^{er} janv. 1920 au 31 décemb. 1925

Nationalités	Introduits		T. ouvr. intr.	Pourc.	Ouvr. rapatr.
	Indust.	Agr.			
Italiens	360.842	59.404	420.246	35,70	153.562
Belges.....	105.200	95.114	200.314	17	17.914
Polonais	124.632	66.197	190.829	16,2	9.006
Espagnols	43.562	177.919	221.481	18,8	74.059
Portugais	27.678	6.018	33.696	2,8	28.271
Tchécoslovaques	10.273	12.317	22.590	2	1.629
Russes	11.652	1.029	12.681	1	8
Grecs	1.805	—	1.805	0,1	1.179
Divers.....	64.085	10.188	74.273	6,4	1.464
Totaux	749.729	428.186	1.178.915	100	287.092

Annexe K

Immigration étrangère

Année 1925

Nationalités	Introduits		Total	Rapatriés toutes prof.
	Industrie	Agriculture		
Belges	25.433	21.354	46.787	2.632
Espagnols	3.787	15.218	19.005	13.519
Grecs-Arméniens	311	»	311	»
Italiens	41.768	13.263	55.031	32.801
Tchécoslovaques	2.814	3.313	6.127	»
Polonais	17.554	13.080	30.634	11
Portugais	3.781	2.227	6.008	5.430
Suisses	1.242	»	1.242	»
Russes	1.655	260	1.915	»
Divers	5.964	3.069	9.033	»
Totaux	104.309	71.784	176.093	54.393

Annexe K

Immigration étrangère

Année 1926

Nationalités	Introduits		Total	Rapatriés Toutes professions
	Industrie	Agriculture		
Belges	19.552	21.786	41.338	3.390
Espagnols	2.355	7.399	9.754	14.127
Italiens	26.762	11.317	38.079	26.705
Tchécoslovaques	3.040	1.654	4.694	"
Polonais	34.134	19.177	53.311	2
Portugais	2.057	428	2.485	4.459
Russes	2.173	260	2.433	"
Yougoslaves ..	"	1.151	1.151	"
Divers	8.876	248	9.124	"
Totaux	98.949	63.160	162.109	48.683

Annexe K

Immigration étrangère
Année 1927

Nationalités	Introduits		Total	Rapatriés toutes prof.
	Agriculture	Industrie		
Belges	22.513	10.433	32.946	7.434
Espagnols	8.712	133	8.845	12.481
Grecs et Arm...	»	90	90	2.217
Italiens	5.783	4.123	9.906	32.128
Allemands	659	17	676	752
Tchécoslovaques	583	270	853	8.859
Polonais	6.773	3.208	9.981	12.509
Portugais	14	41	55	3.573
Suisses	428	»	428	4.481
Russes	47	51	98	770
Divers	35	412	447	4.778
Totaux	45.547	18.778	64.325	89.982

Annexe K
Immigration étrangère
Année 1928

Nationalités	Introduits		Total	Rapatriés toutes prof.
	Agriculture	Industrie		
Belges	24.100	9.851	33.951	3.262
Espagnols	12.214	1.054	12.268	5.404
Grecs et Arm...	»	129	129	1.445
Italiens	10.512	7.599	18.111	16.809
Allemands	856	1.073	1.929	627
Tchécoslovaques	1.402	1.146	2.548	6.547
Polonais	11.707	12.910	24.617	11.872
Portugais	110	663	773	2.880
Suisses	214	232	446	691
Russes	347	1.016	1.363	527
Divers	225	382	607	3.695
Totaux.....	6.687	36.055	97.742	53.759

Annexe K

Immigration étrangère

Année 1929

Nationalités	Introduits		Total	Rapatriés toutes prof.
	Agriculture	Industrie		
Belges	15.047	8.855	23.902	1.993
Espagnols	14.140	2.803	16.943	5.193
Grecs	"	305	305	352
Italiens	6.431	22.318	28.749	9.096
Allemands	787	7.197	7.984	834
Tchécoslovaques	3.120	5.021	8.141	6.240
Polonais	13.455	39.182	52.637	10.578
Portugais	2.303	10.629	12.932	2.793
Suisses	157	2.246	2.403	141
Russes	434	855	1.289	174
Yougoslaves ...	1.046	7.017	8.063	141
Autres national	229	4.390	4.619	1.335
Totaux	57.149	110.871	168.020	38.870

Annexe K

Immigration étrangère

1^{er} Trimestre 1930

Nationalités	Introduits		Total	Rapatriés toutes prof.
	Agriculture	Industrie		
Belges	91	145	236	630
Espagnols	841	738	1.579	2.096
Greco »		26	26	33
Italiens	1.159	6.553	7.712	1.852
Allemands	1	1.445	1.446	397
Tchécoslovaques	486	1.362	1.848	2.047
Polonais	1.737	6.990	8.727	2.653
Portugais	400	4.272	4.672	1.412
Suisses	1	145	146	96
Russes	115	244	359	28
Yougoslaves ..	470	1.748	2.218	37
Autres national.	32	917	949	317
Totaux	5.335	24.585	29.918	11.598

Annexe L

Chômeurs secourus par les fonds publics de chômage en France

	1925	1926	1927	1928	1929
Janvier	705	547	56.275	17.840	1.604
Février	1.029	713	80.941	14.408	3.927
Mars.....	1.016	543	70.456	10.473	1.078
Avril	370	442	58.462	7.243	706
Mai.....	243	386	39.555	3.746	570
Juin	171	384	23.710	1.659	394
Juillet	637	342	16.954	1.095	399
Août	581	369	14.825	1.010	403
Septembre.....	618	336	11.272	562	385
Octobre	574	429	8.642	463	396
Novembre	583	534	10.080	503	577
Décembre	645	13.072	13.221	895	817

Bibliographie

- ABBOTT (Edith). — Immigration. Select documents and case record. (The University of Chicago Press, 1924). — Historical aspects of the immigration problem. (The University of Chicago press, Chicago 1926).
- Association française pour le progrès social. — Enquête sur le problème d'une politique internationale des migrations de travailleurs (*Les Documents du Travail*, mai-juin 1930).
- BATTIFOL (Henri). — La capacité civile des étrangers en France (Librairie du Recueil Sirey, Paris 1929).
- BEVERIDGE (W. H.). — Unemployment, a Problem of Industry.
- BOUVÉ (Clément Lincoln). — A treatise of the laws governing the exclusion and expulsion of aliens in the United States (J. Byrne and Co Washington, 1912).
- BREWER (D. C.). — The conquest of New-England by the immigrants (G. P. Putnam's sons, New-York et Londres, 1926).
- BROWN (John). — Les migrations et la classe ouvrière (Fédération syndicale internationale, Amsterdam, 1926).
- BRYAS (Madeleine de). — Les peuples en marche. Les migrations politiques et économiques en Europe depuis la guerre mondiale (A. Pédone, Paris, 1926).
- Bureau international du travail. — Rapport sur les législations relatives aux mouvements de la main-d'œuvre et aux migrations en général. Genève.
- L'émigration dans ses différentes formes (Genève 1926).
- La réglementation des migrations, vol. I, Les législations sur l'émigration, vol. II, Les législations sur l'immigration (*Etudes et Documents*, Genève 1928).
- CHROMECKI. — Le problème de l'émigration polonaise et la France.

1. Etant donné le grand nombre d'ouvrages, principalement étrangers, traitant des questions de migrations, la présente liste bibliographique ne comprend que les ouvrages que nous avons personnellement consultés.

Conférence internationale sur le traitement des étrangers. Genève, le 5 novembre 1928.

DAVIS (James J.). — Selective immigration.

DUBOIS (J.). — Rapport sur l'organisation et les travaux de l'office de législation étrangère. Paris 1920.

Les documents du travail (octobre 1928). — L'immigration italienne dans le sud-ouest de la France.

DUHAMEL (Jean). — Les problèmes de l'émigration. Systèmes soumis au Bureau International du travail. Les crédits aux immigrants (*Europe Nouvelle* du 21 janvier 1928). Les nouvelles avenues de l'émigration européenne (*Europe Nouvelle* du 15 mars 1927).

FAGNOT (François). — Le problème de la main-d'œuvre étrangère. (Rapport présenté à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs.) Alcan et Rivière. Paris 1924.

FAIRCHILD (Henry Pratt). — Immigration. A world movement and its american significance (1918). — Immigration (The Macmillan Compagny, New-York, 1928). — The melting pot mistake (Little, Brown and Company, Boston 1926).

FOSDICK (L. J.). — The french blood in America (Richard G. Badger, Boston 1906).

GARIS (Roy L.). — Immigration restriction, A study of the opposition to and regulation of immigration into the United States (The Macmillan Compagny, New-York, 1927).

GONNARD (René). — Essai sur l'histoire de l'émigration (Librairie Valois, Paris 1928).

L'émigration européenne au XIX^e siècle, (1906).

GROSE (H. B.). — The incoming millions (1906). — Aliens or Americans ? (Young people's missionary movement, New York, 1909).

HALL (Prescott F.). — Immigration, and its effets upon the United States (1906).

HOURLICH (J. A.). — Immigration and labor. The economic aspect of european immigration to the United States (B. W. Huebsch Inc. New-York, 1922).

HUNTER (Robert). — Immigration the Annihilator of our native stock (*The Commons*, avril 1904).

JENKS (Jeremiah W.) et LAUCK (W. J.). — The immigration problem 6^e éd. (Funk & Wagnalls Company. New-York et Londres 1926).

- KACZMARCK (Czeslaw). — L'émigration polonaise en France après la guerre (Berger-Levrault, Strasbourg, 1928).
- KEY (Helmer). — European bankruptcy and emigration (Hethuen & Co Ltd, Londres 1924).
- LACHAZE (Marcel). — Les étrangers dans le droit public français (Daloz, Paris 1928).
- LAMBERT (Charles). — Une politique de naturalisation (Quest pratique, 1927).
— La France et les étrangers (Delagrave, Paris, 1928).
- LEMONON (Ernest). — L'après-guerre et la main-d'œuvre italienne en France (Alcan, Paris, 1918).
- LEWIS (Edward Reeman). — America, nation or confusion. A study of our immigration problems (Harper Brothers, New-York et Londres, 1928).
- MAC LEAN (Annie Marion). — Modern immigration; a view of the situation in immigrant receiving countries (Lippincott Company Philadelphie et Londres, 1926).
- MARCEL-RÉMOND (G.). — L'immigration italienne dans le sud-ouest de la France (Daloz, Paris, 1928).
- MARTIAL (René). — Le problème de l'immigration (*Revue politique et parlementaire*, 10 décembre 1926).
- Ministère de l'Agriculture. — Statistiques de l'immigration de 1918 à 1926 (Imprimerie Nationale, Paris, 1927). — Enquête sur les étrangers (Imprimerie Nationale, Paris, 1929).
- NOGARO (Bertrand). — Les récentes conventions d'émigration et d'immigration (*Revue politique et parlementaire*, du 10 octobre 1920). — L'introduction de la main-d'œuvre étrangère pendant la guerre (*Revue d'économie politique*, octobre, 1920).
- OUALID (William). — L'aspect juridique de l'immigration ouvrière. Rapport présenté à l'Association nationale française, pour la protection légale des travailleurs (Alcan et Rivière, Paris 1923).
- Le contrôle de la main-d'œuvre étrangère (*Revue de la Croix-Rouge internationale*, Genève, 1923).
 - L'émigration moderne et les solutions internationales des problèmes de l'émigration (Semaine de conférences sociales, 24-29 mars 1924).
 - L'immigration ouvrière en France et ses causes (*Revue d'économie politique*, novembre-décembre 1928).
 - Les conditions actuelles de l'immigration ouvrière en France et ses conséquences (conférence faite au Musée social, 1929).

- Les travailleurs étrangers en France. Leur répartition professionnelle et sociale (*Revue internationale du travail*, août 1929).
- L'immigrant étranger devant les assurances sociales (*Les documents du Travail*, n° 149, septembre 1929).
- Les aspects juridiques et politiques de l'immigration ouvrière en France (Cours professé à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, 1928-1929).
- Les principes directeurs d'une politique internationale des migrations de travailleurs (*Les documents du travail*, mars-juin 1930).
- Le droit migratoire (*Revue de l'immigration*, juillet 1930).
- PAIRAULT (André). — L'immigration organisée et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France (les *Presses Universitaires*, Paris 1927).
- La politique italienne d'émigration (*Revue politique et parlementaire*, 10 décembre 1927).
- PALESKI. — L'immigration en France, depuis la guerre, de la main-d'œuvre étrangère (*Revue générale de Droit international public*, Paris, 1927).
- PANTALEONI (Massimo). — L'immigration belge en France (*Revue internationale du Travail*, mars 1922).
- Mouvements migratoires dans le monde (*Revue internationale du Travail*, avril 1923).
- PANUNZIO (C.). — Immigration crossroads (The Macmillan company, New York, 1927).
- PAON (Marcel). — L'immigration en France (Payot, Paris, 1926).
- La main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture (Musée Social août-septembre 1928).
- PROST (A.). — L'immigration en Franche-Comté (Rousseau, Paris 1929).
- RAPHAEL (Paul). — Le problème des étrangers en France (*La Grande revue*, août 1926).
- Revue de l'immigration, Paris.
- RICARD (J. H.). — La thèse française sur l'immigration au Congrès de Rio de Janeiro (*Revue politique et parlementaire*, 10 janvier 1928).
- RODET (Yves). — L'immigration des travailleurs étrangers en France, Paris 1924.
- ROCHUT. — L'immigration, fait économique (février 1927).

- ROSS (E. A.). — The old world in the new. (The Century C°, New-York, 1914).
- SAFFORD (Victor). — Immigration problems; personal experience of an official (Dodd, Miad & C°, New-York, 1926).
- SMITH (Daviel Hevenor) and HERRING (H. G.). — The bureau of immigration; its history, activities and organization (*The Johns Hopkins press*. Baltimore, 1924).
- STEPHENSON (G. M.). — A History of American immigration 1820-1924 (Gin and Company, Boston, 1927).
- LOTHROP STODDARD — Reforging America (Ch. Scribner's sons Londres, 1927).
- STRAZZULLA (G.). — L'emigrazione del punto de visto, storico-economico.
- TÉNÉKIDÈS (C. G.). — L'échange des populations turco-grecques *Revue générale de Droit international public*, juillet-août 1924).
- VARLEZ (Louis). — Les migrations internationales et leur réglementation (Hachette, Paris, 1928).
- Emigration. Immigration. L'importance internationale des mouvements de population (*Europe Nouvelle*, du 13 octobre 1928).
- WALKER (F. A.). — The restriction of immigration (Atlantic Monthly).
- WURTZ (Pierre). — La question de l'immigration aux Etats-Unis Son état actuel (Dreux et Schneider, Paris, 1925).
-

Table des matières

Introduction	7
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

LES DIVERSES POLITIQUES D'IMMIGRATION

Chapitre premier. — <i>L'Immigration aux Etats-Unis</i>	15
Chapitre II. — <i>L'Immigration au Canada</i>	27
Chapitre III. — <i>L'Immigration en Australasie</i>	37
<i>L'Immigration en Nouvelle-Zélande</i>	39
<i>L'Immigration en Australie</i>	42
Chapitre IV. — <i>L'Immigration dans l'Union Sud-Africaine</i>	48
Chapitre V. — <i>L'Immigration en Argentine et au Brésil</i>	
<i>L'Immigration en Argentine</i>	52
<i>L'Immigration au Brésil</i>	55

DEUXIEME PARTIE

LES EFFETS GENERAUX DE L'IMMIGRATION

Chapitre premier. — <i>Les effets démographiques de l'immigration</i>	63
Chapitre II. — <i>Les aspects ethniques et politiques de l'immigration</i>	68
Chapitre III. — <i>Le problème de l'assimilation</i>	75
Chapitre IV. — <i>Les effets sociaux de l'immigration</i>	84
Chapitre V. — <i>Les effets économiques de l'immigration</i>	
Section I	90
Section II	101
Chapitre VI. — <i>Vue d'ensemble du problème de l'immigration</i>	112

TROISIEME PARTIE

LES EFFETS DE L'IMMIGRATION EN FRANCE

Chapitre premier. — <i>Considérations générales sur l'immigration en France</i>	117
Chapitre II. — <i>Les effets démographiques de l'immigration en France..</i>	119
Chapitre III. — <i>Les caractères ethniques de l'immigration en France....</i>	125
Chapitre IV. — <i>Les effets politiques de l'immigration en France.....</i>	129
Chapitre V. — <i>Les effets sociaux de l'immigration en France.....</i>	144
Chapitre VI. — <i>Les effets économiques de l'immigration en France.....</i>	156
Chapitre VII. — <i>La politique française d'immigration.....</i>	164
Conclusion	177

ANNEXES :

<i>Annexe A)</i> Conditions d'admission des immigrants aux Etats-Unis	185
<i>B)</i> Conditions d'admission des immigrants au Canada.....	193
<i>C)</i> Conditions d'admission des immigrants en Nouvelle-Zélande	197
<i>D)</i> Conditions d'admission des immigrants en Australie.....	199
<i>E)</i> Conditions d'admission des immigrants dans l'Union Sud-Africaine	201
<i>F)</i> Conditions d'admission des immigrants en Argentine.....	203
<i>G)</i> Conditions d'admission des immigrants au Brésil ..	205
<i>H)</i> Conditions d'admission des immigrants en France.....	207
<i>J)</i> Immigration étrangère du 1 ^{er} janvier 1920 au 31 décembre 1929	210
<i>K)</i> Répartition par nationalités des ouvriers introduits et rapatriés du 1 ^{er} janvier 1920 au 31 décembre 1925.....	211
Répartition par nationalités des ouvriers introduits et rapatriés en 1925, en 1926, en 1927, en 1928, en 1929 et dans le premier trimestre 1930.....	212
<i>L)</i> Chômeurs secourus par les fonds publics de chômage en France par mois, de 1925 à 1929.....	218
Liste bibliographique	219

IMPRIMERIE J. BIÈRE
6-20-22, RUE DU PEUGUE
BORDEAUX

1930
